N°381 été
2010 - 4,60€ - 7FS

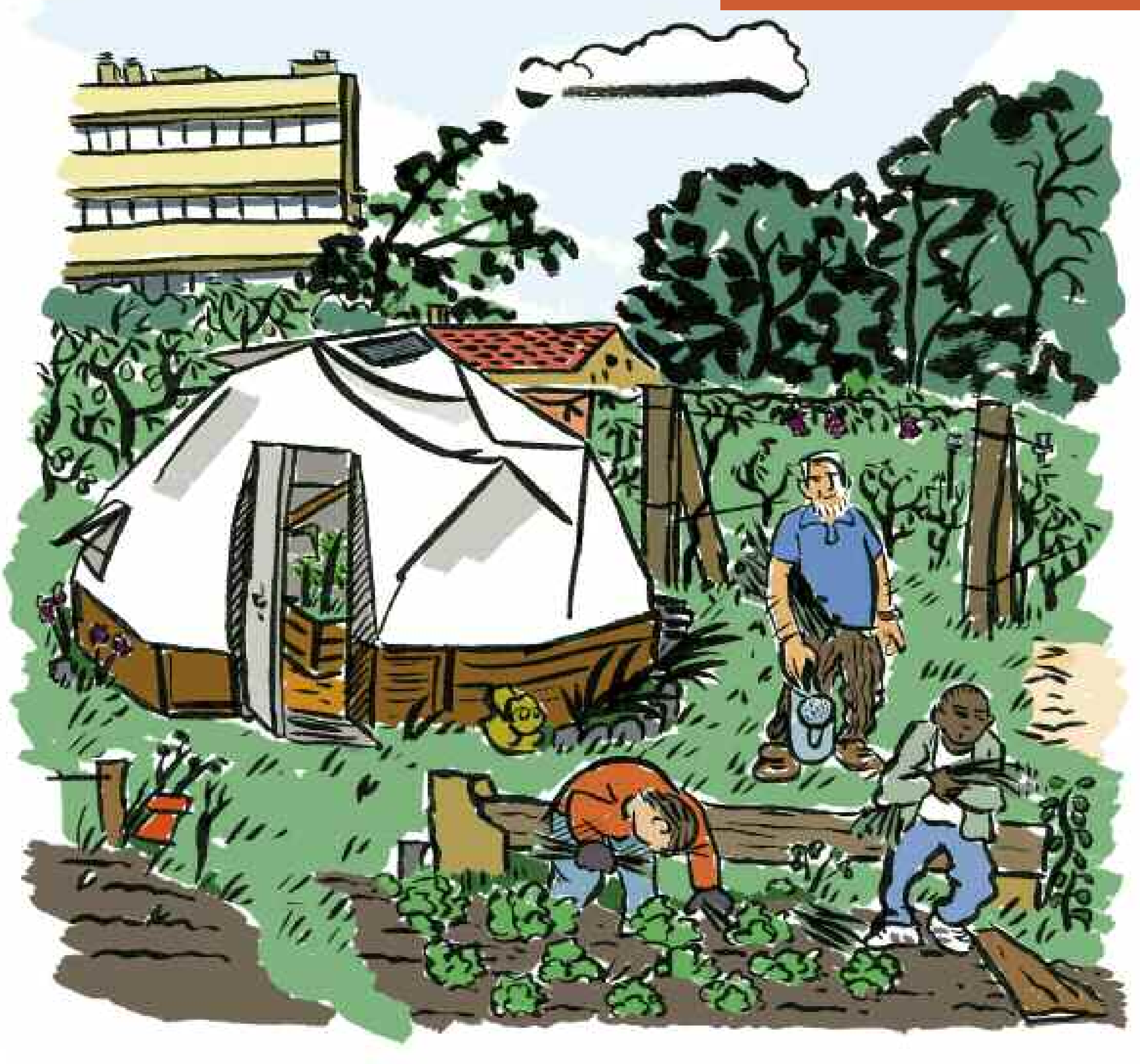
S!lence

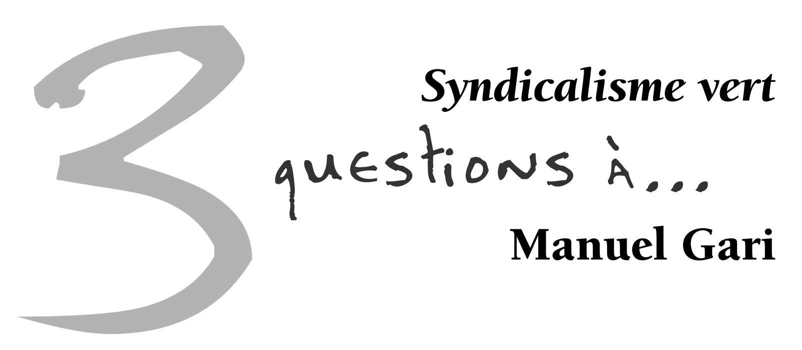
écologie • alternatives • non-violence

Alternatives en Essonne & Val-de-Marne

Énergies
Le photovoltaïque en question

Silvia Pérez-Vitoria
Les paysans garants de la survie de l'humanité





Syndicalisme vert

Manuel Gari

Silence : **Selon vous, le syndicalisme a-t-il évolué sous la pression de l'exigence écologique et de l'urgence climatique ?**

Les risques du réchauffement climatique sont évidents pour la société. Les grandes perturbations climatiques vécues en Asie du Sud-Est ou la Nouvelle-Orléans montrent que le danger est là. Les sources de richesse sont anéanties et l'emploi de centaines de milliers de personnes est menacé. La mort et la misère accompagnent également ces phénomènes. Les déversements d'hydrocarbures en mer ont impressionné le public. Ces problèmes et d'autres ont contribué à l'évolution des mentalités. Les syndicats ont commencé à intervenir dans les forums internationaux, tels que le Sommet de Copenhague, en alliance avec des groupes écologistes, qui ne sont plus considérés comme des "ennemis" ou des "alarmistes". Le mouvement syndical mondial soutient la création d' "emplois verts" qui favorisent la qualité environnementale.

Vous dites que la classe ouvrière a "les mêmes intérêts de survie que tous les êtres humains" au niveau écologique, en même temps qu'un intérêt de survie social lié à la préservation de sa sécurité de l'emploi. Peut-on imaginer une convergence de ces deux intérêts qui semblent parfois opposés ?

Beaucoup d'employés travaillent au sein d'activités "propres" et n'identifient pas la défense de leur emploi avec la défense du modèle de production "sale". Ceux qui travaillent dans les industries polluantes peuvent, dans de nombreux cas, subordonner leurs intérêts en tant que citoyens — par exemple le droit à la qualité de l'environnement qui est en lien étroit avec la qualité de la santé publique — à leurs intérêts immédiats en tant qu'employés. Il est possible de surmonter la fausse perception de l'"écologie" en opposition avec l'"emploi". Pour cela il est nécessaire de mettre en place des plans de "reconversion" écologique de l'ensemble de l'activité économique qui aillent plus loin que la seule création d'emplois verts. Au cours de ce processus, des activités polluantes disparaîtront et de nouveaux procédés propres verront le jour. Pour cela le changement doit être accompagné d'une politique sociale capable de générer une transition juste et d'éviter de faire retomber le poids du changement sur les travailleurs. A moyen terme la "contradiction" écologie / emplois pourrait se diluer en raison, entre autres, de l'épuisement du pétrole et de sa nécessaire substitution par les énergies renouvelables. De plus, la crise économique sera dévastatrice si l'on ne parvient pas à stopper le changement climatique. Il est donc nécessaire de prendre des mesures visant l'atténuation de ce processus. Finalement il convient de noter que les activités durables d'un point de vue environnemental requièrent un important travail (capital) humain.

Un écosyndicalisme est-il possible et en quoi peut-il consister ?

Suite à l'offensive néolibérale, le modèle syndical traditionnel est en crise. L'écosyndicalisme est le terme qui permet de qualifier



quoi de neuf ?

Devenez Réd'acteur et gagnez votre abonnement gratuit !

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos. Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique Participer / Ecrire dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

S!lence sur l'AlterTour

La revue cherche des volontaires pour suivre l'AlterTour du 3 juillet au 15 août 2010 (itinéraire en page 39 de ce numéro). Ces volontaires, outre qu'ils participeront aux activités de l'AlterTour, auront pour rôle de présenter la revue lors des rencontres aux étapes et également de collecter les informations sur les alternatives rencontrées (en nous retournant ensuite les dépliants, notes ou textes, photos réalisées selon vos envies et compétences). Pour en savoir plus, prendre contact du lundi au mercredi avec Guillaume à *S!lence,* tél. : 04 78 39 55 33.

Groupes locaux

Vous êtes nombreux, nombreuses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Voici les groupes locaux qui existent déjà.

- **Lyon.** silencelyon@gmail.com ou Clémence, tél. : 04 78 28 07 83.
- **Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.
- **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.
- **Paris.** Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél : 01 43 57 20 83.
- **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30.
- **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.

Groupes en cours de constitution :

- **Besançon.** Martine Lionnet La Croix de Pierre, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19

le mouvement ouvrier du 21e siècle. Il doit récupérer son caractère revendicatif et la poursuite d'objectifs en lien avec la création d'une société d'hommes et de femmes libres, qui intègre la dimension du développement environnemental durable. Son programme d'action implique l'indépendance du mouvement ouvrier face aux intérêts des employeurs, la défense des intérêts de la classe ouvrière, des salaires et conditions de travail, de la stabilité de l'emploi, de la réduction du temps de travail, du partage de l'emploi, de la santé et sécurité au travail, ainsi que son droit à respirer un air de qualité et à conserver et disposer du patrimoine naturel.

Cela suppose de lutter contre la dictature des marchés, rompre avec le système productiviste capitaliste et trouver des alternatives qui permettent d'améliorer les conditions de vie de la population.

L'écosyndicalisme propose la production propre : utiliser de façon rationnelle, durable et efficace les ressources naturelles, ne pas générer plus de déchets, émissions et rejets que de biens et ne pas polluer et empoisonner l'air, les rivières et les mers avec des produits toxiques. Il propose la "décarbonisation" de la production et du transport, s'engage pour les énergies renouvelables, la chimie verte, et la "dématérialisation" du processus de production grâce à une plus grande efficacité et rationalisation. Au lieu de produire constamment des objets à caractère individuel, il propose de développer la génération de biens au service de nombreux utilisateurs. Il s'intègre dans le cadre du renouvellement du discours et de la pratique de la gauche, de la mise à jour de la pensée marxiste à travers l'intégration de l'écosocialisme et c'est le vecteur principal de l'alternative anticapitaliste face à la crise actuelle ■

> Manuel Gari est l'auteur de *"Le changement climatique : un défi pour le mouvement ouvrier"*, in *Les cahiers de l'Emancipation n°1, Pistes pour un anticapitalisme vert, Syllepse, 2010, 130 p, 7€*



SOMMAIRE

Prochain dossier
L'éducation lente

Venez nous voir les 19 et 20 août !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **19 et 20 août, 16 et 17 septembre, 14 et 15 octobre...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedi 31 juillet** (pour le numéro de septembre), **28 août** (pour le numéro d'octobre), **25 septembre** (pour le numéro de novembre)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **1er juin 2010.**

(pas de rappel pour les téléphones portables).

■ **Saint-Brieuc.** Patrice Chevallier, 6, rue de la Paix 22190 Plérin, tél. : 02 96 79 91 19, kazharchoad@gmail.com.

■ **Ariège et sud Haute-Garonne.** cherche des lecteurs pour démarrer un groupe : Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67, jeanclaude.geoffroy@orange.fr.

■ **Val-de-Marne.** Vous pouvez prendre contact avec groupesilence94@voila.fr et/ou 06 24 79 81 30.

Numéros régionaux
Nous avons déjà fait les numéros régionaux suivants.

Numéros épuisés :
- Alsace (n°218)
- Bretagne (n°259-260)
- Limousin (n°265-266)
- Rhône (n°272-273)
- Normandie (n°278-279)
- Isère (n°285-286)
- Aquitaine (n°291-292)
- Franche-Comté (n°298-299)
- Bouches-du-Rhône/Vaucluse (n°305-306)
- Poitou-Charentes (n°312-313)
- Drôme-Ardèche (n°318-319)
- Var-Alpes-Maritimes (n°342)

Numéros disponibles :
- Nord-Pas-de-Calais (n°325-326)
- Ariège-Hautes-Pyrénées (n°331)
- Paris (n°337) • Centre (n°348)
- Haute-Garonne et Gers (n°353)
- Seine-Saint-Denis (n°359)
- Savoies (n°364)
- Nièvre et Saône-et-Loire (n°370)
- Lozère et Gard (n°375)
- Val-de-Marne et Essonne (n°381)

Il s'agit donc ici du 22e dossier régional

Les prochains devraient être consacrés à :
- Vendée et Maine-et-Loire (janvier 2011)
- Auvergne (été 2011)
- Lorraine (janvier 2012)


Allée fleurie, Paris-Jardin

Marie Clem's


Façade de la Maison du Monde d'Evry

D.R.



Alambic au Conservatoire National des Plantes

D.R.

éditorial

Au sud de l'Ile-de-France...

Le Val-de-Marne (47 communes) et l'Essonne (196 communes) sont deux départements au sud de Paris, avec sensiblement le même nombre d'habitants (1,3 million chacun) mais pas du tout la même densité : le Val-de-Marne qui jouxte Paris, presqu'entièrement urbanisé, a une densité de 5300 habitants au km² contre seulement 670 pour l'Essonne. Ce dernier département présente au nord, près de Paris, une urbanisation dense qui laisse place plus au sud à d'immenses zones pavillonnaires puis à de grandes plaines céréalières où de charmants villages sont pris d'assaut par les classes supérieures au fur et à mesure que se développe le réseau routier.

Celui-ci comprend de multiples autoroutes et grands axes tous plus saturés les uns que les autres. Le réseau ferré bondé relie, lui, des banlieues populaires aux immeubles de grande hauteur.

Dans ce contexte, où sont les alternatives ? Force est de constater que nous avons surtout rencontré des associations de militants[1]. Les alternatives sont limitées aux magasins d'aliments biologiques, d'habitat sain ou de commerce équitable, magasins que l'on peut retrouver un peu partout.

Les initiatives que nous présentons ci-après ont presque toutes en commun de bénéficier de financements publics. Si cela nous a interpellé, nous avons constaté sur le terrain qu'il n'y avait pas de lien direct avec les types de pratiques : on peut être fortement subventionné et se lancer dans des expérimentations radicales… comme on peut être autonome financièrement et être parfaitement dans le moule du système. C'est pourquoi, comme nous le faisons habituellement, nous avons choisi des expériences concrètes sans tenir compte des liens avec les institutions. Ces pratiques sont à découvrir dans les pages qui suivent.

Michel Bernard ■

1. Selon une définition anglo-saxonne, les alternatifs sont des personnes qui ont une activité professionnelle dans un secteur en décalage avec le système dominant. Les militants agissent aussi en décalage avec le système dominant, mais conservent une activité professionnelle dans celui-ci. Ce n'est pas le même niveau d'engagement.

dossier

Dessin de couverture : Les vergers de l'Ilot © Gilles Rebechi



Les jardins des Bordes

Travaux pendant l'été 2008

Après le départ à la retraite d'un fermier qui cultivait en bordure de ville, un projet de jardins partagés a vu le jour à Chennevières-sur-Marne, sur une partie des terres en avril 2004.

En décembre 2003, le conseil régional Ile-de-France a lancé un appel à projets "développement durable". Un projet de jardins bios et solidaires pour l'utilisation d'anciennes terres agricoles à Chennevières-sur-Marne (Val-de-Marne) a été sélectionné par le jury. Il était présenté par l'ASEVE, Association pour la sauvegarde de l'environnement et des espaces verts. En 2004, une association spécifique voit le jour : *Les Jardins des Bordes,* laquelle s'est vu confier la gestion d'une grande parcelle de 8 hectares (sur les 44 du domaine) afin d'y implanter des jardins collectifs ou semi-individuels en agriculture biologique, avec, en plus, des actions pédagogiques et thérapeutiques.

En complément est née, en 2008, l'AMAP *Les Paniers des Bordes* qui négocie actuellement l'installation d'un maraîcher sur une parcelle de même importance pour fournir des paniers aux habitants des communes voisines.

Un troisième lot est prévu pour la création d'un espace naturel dont la gestion serait confiée à des associations naturalistes.

Potagers partagés

Le projet des jardins s'appuie sur des potagers collectifs gérés par de petits groupes de jardiniers qui partagent le travail et les récoltes ; et sur des parcelles semi-individuelles où des personnes cultivent seules leur potager, mais participent à la vie collective.

Les jardins collectifs ont concrètement démarré en janvier 2006, les parcelles semi-individuelles en janvier 2008. A partir de 2007, des ruches ont été installées par des apiculteurs. L'été 2008 a vu le démarrage d'un jardin pédagogique pour les enfants des communes partenaires avec, dans un premier temps, la mise en place de différentes méthodes de compostage et avec l'idée de développer ensuite des activités autour du jardinage bio en lien avec l'association *Urban Eco*[1].

Pendant l'automne 2009, des cabanes ont été construites pour les jardiniers. L'ensemble des 8 ha ont été classés "refuge pour les oiseaux" avec un partenariat avec la *LPO*[2] qui organise des sorties naturalistes. Des arbres fruitiers ont été plantés pendant l'hiver 2009-2010… pour la production de fruits, mais également pour servir de brise-vent. Ce fut l'occasion d'entrer en contact avec l'association *Les Croqueurs de pommes*[3]. Au printemps 2010, le nombre de parcelles semi-individuelles est monté à 42, alors que le jardin collectif est divisé en deux grands secteurs, chacun étant géré par un groupe d'une dizaine de personnes. L'ensemble cultivé occupe environ 7000 m². Il y a environ 3000 m² d'espace mis en engrais vert, avec rotation des parcelles collectives d'une année sur l'autre.

■ **Les Jardins des Bordes,**
Hôtel de ville,
place de l'Appel-du-18-Juin-1940,
94510 La Queue-en-Brie,
tél. : 06 74 15 66 07,
www.jardins-des-bordes.org.

1. Urban-Eco, 119, avenue du Colonel-Fabien, 94800 Villejuif, tél. : 06 73 53 56 30, www.urban-eco.fr.
2. Ligue pour la protection des oiseaux Ile-de-France, 62, rue Bargue, 75015 Paris, tél. : 01 53 58 58 38.
3. Les Croqueurs de pommes, section Brie-Gâtinais, Marc Froudière, 7, rue des Primevères, 77360 Vaires-sur-Marne, tél. : 01 64 21 56 38.



Gilbert, pas peu fier de son chou-fleur…

Mettre du collectif dans les épinards

Le jardin n'a pas qu'un but productif. L'obligation de se partager les tâches collectives a été pensée pour favoriser les échanges entre les adhérents, afin qu'habitants et enfants des communes voisines redécouvrent sur place les plaisirs de la nature, le goût d'apprendre les principes fondamentaux de l'écologie, d'échanger des savoirs, de retrouver le sens du goût, de retisser des liens sociaux et intergénérationnels, et de jouer un rôle de citoyens actifs et solidaires dans la gestion de l'association.

Les différentes activités ont pour but de faciliter le passage d'une activité à l'autre et donc de faciliter les échanges entre les adhérents, quelle que soit leur situation familiale ou financière.

De même que les aménagements des jardins sont prévus pour favoriser la biodiversité floristique et faunistique, les activités doivent permettre d'accueillir des publics variés et de les faire se rencontrer et s'enrichir mutuellement.

L'entraide et le partage

Des subventions ont permis de s'équiper en outils de jardin et d'installer des petits abris. En 2009, le conseil général a fait des travaux pour que l'eau courante soit disponible sur le terrain. Cela a simplifié la tâche puisque avant, il fallait aller chercher l'eau avec des citernes. L'économie d'eau fait partie des préoccupations majeures des jardiniers. C'est dans ce but que dès 2006, ils se sont intéressés au BRF[4]. La récupération des eaux de pluie n'est guère envisageable en raison du manque de surface de récupération (les toits des abris sont trop petits).

Outre une cotisation de base annuelle de 30 €, l'adhésion pour la potager collectif est actuellement de 50 € Une somme que l'on récupère largement en nourriture. Il n'y a pas de salarié, donc l'ensemble de l'organisation est pris en charge par les contributions bénévoles : choix des semences, rotation des parcelles, répartition du travail de jardinage, partage des récoltes… mais aussi organisation de moments de convivialité sur le terrain, rencontre avec les collectivités, etc.

Au départ, le potager collectif, conçu pour un seul groupe, nécessitait le travail d'une vingtaine de personnes. Cela s'est avéré un peu trop vaste pour une gestion horizontale et, depuis, le potager collectif a été divisé entre deux équipes d'une dizaine de personnes. Il est plus facile de maintenir l'autonomie collective à 10 qu'à 20 membres. Cela a aussi permis de regrouper les personnes plus disponibles en week-end, d'une part, et celles plus libres en semaine, d'autre part.

Récolte de pommes de terre en famille



Environnement

■ **Circule,** Laurette Farges, 1, rue du Chemin-de-Fer, 91240 Saint-Michel-sur-Orge, tél. : 01 69 04 81 50. *Défense des usagers du RER C, amélioration des cadences et de la ponctualité.*

■ **GSA, Groupement syndical apicole,** Jean Eteneau, 4 ter, avenue Binger, 94100 Saint-Maur-des-Fossés, tél. : 01 48 89 05 15. *Propose un rucher partagé pour les débutants dans la forêt de Grosbois.*

■ **Boissy écologie,** M. Larger, 6, rue des Alouettes, 94470 Boissy-Saint-Léger.

■ **Maison de l'environnement,** parvis du Château, place des Trois-Martyrs, 91390 Morsang-sur-Orge, tél. : 01 69 72 22 41.

■ **Maison de l'environnement,** 2 bis, avenue de la République, 91230 Montgeron, tél. : 01 69 40 40 44.

■ **Pulsar-Cycles,** 69, rue de Wissous, 91310 Wissous, 01 69 44 70 38 ou 06 07 41 76 41, http://pulsarcycles.free.fr, *marchand de vélos couchés.*

■ **Bibliothèque George-Sand,** 21, rue Henri-Thirard, 94246 L'Haÿ-les-Roses cedex, tél. : 01 46 64 52 55. *Fonds spécialisé "environnement, urbanisme, cadre de vie" depuis 1987.*

■ **Autopartage à Viry-Chatillon et Juvisy :** Xavier Beaudoin, tél. : 01 69 44 27 54, auto-partage@laposte.net

■ **Groupe Vallée de Chevreuse de Greenpeace,** jeremy.huet@gmail.com.

■ **Place au vélo 94,** http://mdb94.org.



D.R.

➤ *La récolte du jour…*

Dans les jardins semi-individuels, chacun gère sa parcelle. Il existe trois tailles de parcelles, avec trois niveaux de cotisation : 78 m² (35 € par an), 128 m² (55 €), 194 m² (70 €). Les bénéficiaires s'engagent à participer à la vie collective et aux travaux d'entretien, et ils bénéficient de l'achat collectif des semences. Les secteurs sont délimités par des haies de fruits rouges et parfois séparés par des espaces laissées à l'état sauvage.

Quelques parcelles, plus petites, ont été réservées aux enfants qui viennent sur l'espace pédagogique. Un centre aéré de la Queue-en-Brie a organisé une plantation des pommes de terre, un centre aéré de Champigny a assuré des animations pédagogiques sur une parcelle, et tout récemment le centre social de Chennevières-sur-Marne s'est rapproché de l'association en vue de la mise à disposition permanente d'une parcelle pour les enfants. Sont également déjà venus sur place, un groupe d'éclaireurs qui ont mené une action sur les plantes amies "ortie et tomate", une autre sur l'utilisation de la grelinette, outil qui permet d'aérer le sol sans le déstructurer. Il y a eu des ateliers sur le compost, le BRF, les vers de terre, la microfaune du sol…

L'espace compostage a été complété par un point de livraison de BRF. Celui-ci permet un recyclage écologique des "déchets" de taille des arbres. Un hôpital voisin leur en livre gratuitement.

Le jardin social n'a pas encore démarré. Il nécessiterait un encadrement professionnel. Des contacts ont été pris avec le réseau des *Jardins de Cocagne*[5].

Tous les accès au jardin sont pensés pour l'accessibilité au plus grand nombre (handicapés, personnes à mobilité réduite…), mais on doit laisser son véhicule à l'extérieur des parcelles. Le jardin est ouvert aux personnes extérieures qui peuvent venir à l'occasion de visites organisées, mais également participer aux activités festives, suivre des formations…

Beaucoup de rencontres ont lieu sur les jardins, comme par exemple avec la jardinière du *Potager du Roi de Versailles* qui a offert des plants de tomates… Le jardin, en lien avec d'autres, participe à des expériences de suivis des semences

Plus d'adhérents que de jardiniers

Il y a 85 adhérents actuellement. Faites le calcul : 20 sur les parcelles collectives, 42 sur les parcelles semi-individuelles… Cela signifie qu'une vingtaine de personnes accompagne le projet sans être sur un jardin en particulier. C'est notamment le cas de Gilbert, militant dès l'origine à *Nature et Progrès*[6] : il dispose de son propre jardin, mais vient aussi souvent que possible sur place depuis 2008 pour donner un coup de main, échanger des savoir-faire, participer aux activités collectives. Ils sont quelques-uns dans cette situation. Il y aussi des personnes qui viennent pour participer simplement au collectif, car l'expérience est source de chaleur humaine. Si la population des grands ensembles voisins — dont on voit les tours depuis le jardin —, est très mixte socialement, les adhérents sont, pour le moment plutôt déjà sensibilisés et militants. Ceci essentiellement en raison du mode de fonctionnement assez différents des pratiques habituelles dans les autres jardins du style jardins familiaux. Le principe collectif et participatif, l'obligation de jardiner bio, font parfois peur à certains jardiniers qui ne souhaitent pas s'engager dans une démarche associative active. L'entraide permet en grande partie de lever ces obstacles.

Quelques petites serres ont été construites pour faire les semis plus précocement. En 2010, des contacts ont été pris avec *Kokopelli*[7] pour devenir producteur de semences et participer à des échanges. Il y a aussi des discussions pour développer un verger en lien avec l'école horticole du Breuil[8].

Ces pratiques collectives s'améliorent petit à petit. En cas de surproduction saisonnière une partie des légumes est offerte à l'Epicerie sociale adhérente de l'association. Pour le reste, les jardiniers font échange des meilleures recettes de conservation : séchage des fèves, congélation de petits pois, production de coulis de tomates, confitures…

Les Jardins des Bordes, c'est donc tout aussi bien un lieu de production qu'une pépinière d'idées… qui ne demandent qu'à s'expérimenter.

M. B. ■


Marie Clem's

➤ *De gauche à droite : Gilbert, Gurvan, Michèle et Danielle pendant notre visite… en février 2010.*

4. Bois raméal fragmenté : les copeaux de bois broyés, sont étendus au sol, ce qui permet d'économiser l'eau, protège de l'érosion par le vent et, à long terme, améliore la terre, ici très argileuse.
5. Les Jardins de Cocagne sont des jardins maraîchers biologiques à vocation d'insertion sociale et professionnelle. Réseau Cocagne, 2, Grande-Rue, 25220 Chalezeule, tél. : 03 81 21 21 10, www.reseaucocagne.asso.fr
6. Nature et Progrès, 16, avenue Carnot, 30100 Alès, tél. : 04 66 91 21 94, www.natureetprogres.org. Lire le reportage dans *Silence* n° 375, janvier 2010.
7. Association Kokopelli, Oasis. 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél. : 04 66 30 64 91 ou 04 66 30 00 55, www.kokopelli.asso.fr. Lire le reportage dans *Silence* n° 375, janvier 2010.
8. Route de La Ferme, 75012 Paris, tél. : 01 53 66 14 00 www.ecoledubreuil.fr.



Les vergers de l'îlot, un jardin associatif en cœur de ville



Cachés derrière les pavillons vous attend "les Vergers de l'îlot", une association créée en 2002 par des riverains soucieux de ne pas laisser disparaître ce patrimoine historique de la banlieue parisienne.

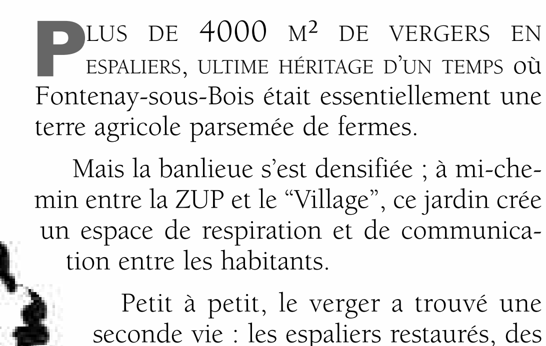
Plus de 4000 m² de vergers en espaliers, ultime héritage d'un temps où Fontenay-sous-Bois était essentiellement une terre agricole parsemée de fermes.

Mais la banlieue s'est densifiée ; à mi-chemin entre la ZUP et le "Village", ce jardin crée un espace de respiration et de communication entre les habitants.

Petit à petit, le verger a trouvé une seconde vie : les espaliers restaurés, des arbres replantés, construction d'un poulailler, de toilettes sèches en matériaux écologiques, cabanes diverses et création de potagers.

Une priorité pour l'association : la transmission

C'est dans cet objectif que les Vergers accueillent régulièrement des groupes scolaires, de la maternelle au collège, ainsi que des établissements spécialisés pour des ateliers-découverte autour de lieux qui leur sont réservés : les potagers pédagogiques. Les enfants y apprennent les premiers gestes du jardinage, s'occupent des animaux, lapins, volailles, et





suivent tout au long de l'année l'évolution de leur travail. Ces ateliers sont animés par une animatrice nature municipale, relayée par des bénévoles.

Une précieuse expérience dans un univers peu familier pour les enfants des villes. Parallèlement à cet aspect pédagogique, la vie associative est aussi très intense.

Chaque adhérent peut participer au jardinage, à la cueillette des fruits, à la construction du rucher pédagogique, aux animations apicoles ou tout simplement se détendre ; car ici une devise fondatrice rythme les activités : "tout est à tout le monde, rien n'est à personne". On cultive et on mange ensemble ce qu'on a récolté collectivement. Chaque week-end des beaux jours, des tablées festives s'organisent. Le lien se reconstitue entre les générations et les classes sociales.

Deux fois l'an, des portes ouvertes permettent de faire découvrir ces lieux insolites, où chacun pourra acheter les produits des Vergers (confiture, miel, lavande, jus de pomme) confectionnés par les bénévoles tout au long de l'année.

Bien sûr, le collectif comporte les limites humaines du "vivre ensemble" mais la somme des bonnes volontés, soutenue par la commune et le département, a fait des Vergers de l'îlot un petit paradis au cœur de la ville, sorte de terre irréductible face au bétonnage urbain.

Gilles Rebechi ■

■ **Les Vergers de l'îlot,**
rue Guérin-Leroux,
94120 Fontenay-sous-Bois

Portes ouvertes :
journée du patrimoine,
le 20 septembre 2010



D.R.

Protéger les terres fertiles

Une des AMAP[1] d'Ile-de-France a su se mobiliser pour créer une société civile immobilière et acheter une partie des terres louées par le producteur qui les fournissait.

L'AMAP des Jardins du Cérès a démarré en 2003 au sud de Paris à l'initiative d'un groupe Colibri[2] qui voulait passer à la pratique. Elle est née après une rencontre avec la première AMAP née à Toulon[3]. La difficulté, en région parisienne, est de trouver un producteur local : il y a plus de consommateurs que de producteurs ! Un contact a été pris avec Emmanuel et Cristiana Vandame, céréaliers du plateau de Saclay, qui cultivaient 240 ha en conventionnel. Intéressé par la culture biologique, ils ont accepté de reconvertir une partie des terres qu'ils louent pour y produire, au début sur 3 ha, des pommes de terre, des lentilles et du blé panifiable[4]. Le choix de ces cultures a été fait en fonction de ce qu'ils savaient déjà faire et des outils dont ils disposaient. Les adhérents de l'AMAP viennent aider à la récolte des pommes de terre, alors que les lentilles peuvent se récolter avec une moissonneuse-batteuse, comme le blé.

L'AMAP a ensuite amélioré son "panier" en cherchant d'autres producteurs : l'association ont trouvé tout près un apiculteur, un producteur de cresson, un éleveur de chèvres, au nord de Paris (à Méri-sur-Oise, Val-d'Oise) des champignons, en Seine-et-Marne, du lait et des fromages de vaches et dans le Perche (Normandie) de la viande. Ils bénéficient depuis peu de poulets provenant d'un nouvel élevage bio sur le plateau de Saclay. Des fruits et légumes — pas toujours bio — sont achetés par des Amapiens au réseau Chapeau de paille[5] qui regroupe des fermes en petites cultures en Ile-de-France.

Racheter des terres

Les céréaliers cultivaient leurs terres en fermage (une forme de location). Un propriétaire a mis en vente 160 ha. Ils ne souhaitaient pas les acheter. La région, via son agence espace vert, en a acheté une partie pour la protéger. Le département a également acheté une bande de terrain pour pouvoir élargir une route. L'humoriste Yves Lecoq a acheté du terrain, la commune aussi… A la fin, il restait 20 ha. Emmanuel et Cristiana Vandame, en tant que fermiers, étaient prioritaires. Ils ont alors négocié avec la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer), qui gère les ventes de terres agricoles, la possibilité de lever leur droit de préemption si la vente se faisait à une structure collective.

1. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne. Ce type d'association regroupe des consommateurs qui passent contrat avec un ou des producteurs bio. Ces derniers bénéficient d'un achat à l'avance. Ils fournissent des paniers de nourriture en échange. Il y aurait plus de 1500 AMAP aujourd'hui en France. Lire le dossier de Silence n° 357 : "Amap, dynamiques et limites". Voir aussi *www.miramap.org*.
2. Les groupes Colibris s'inspirent de la pensée de Pierre Rabhi. Colibris, 95, rue du Faubourg Saint-Antoine, 75011 Paris, tél. : 01 42 15 50 17 ou 01 43 40 05 36 *www.colibris-lemouvement.org*.
3. La première AMAP française est née à l'initiative de Daniel et Denise Vuillon, SCEA les Olivades, 257, chemin de la Petite-Garenne, 83190 Ollioules, tél. : 04 94 30 03 13, www.olivades.com. Voir reportage dans *Silence*, n° 342.
4. Seuls les blés ayant un taux de protéines important peuvent donner de la pâte à pain. Le reste sert à l'alimentation animale.
5. voir www.chapeaudepaille.fr.

La Safer ayant accepté, les animateurs de l'AMAP ont mis en place, entre juillet et août 2005, une Société civile immobilière (SCI), dont le règlement est destiné à protéger le côté collectif de l'achat pour éviter la spéculation. Ainsi, les parts sont assez petites (50 €) pour que tout le monde puisse en acheter, le fonctionnement est coopératif (quel que soit le nombre de parts, chaque personne n'a qu'une voix). Les terres ne peuvent être qu'à destination agricole et le montant du fermage est fixé par le préfet pour que la SCI puisse payer ses frais (essentiellement les impôts) sans possibilité de redistribution aux souscripteurs. Enfin, la revente des parts est encadrée : les associés sont prioritaires et les nouveaux acheteurs doivent être agréés par les anciens.

L'appel à souscription rencontre un vif succès : 1260 personnes ou associations souscrivent pour un capital de 150 000 € et, en décembre 2005, l'achat des 20 ha est réalisé par la SCI Terres fertiles (au prix de 0,7 euros le m²).

Problème : les terres achetées, en plusieurs parcelles, ne correspondaient pas à la zone cultivée en bio. Cela a provoqué des débats dans les AMAP de la région. Mais le but principal était bien de bloquer des terres et d'assurer la viabilité de l'exploitation. Aujourd'hui, une des parcelles de la SCI est en bio… mais le reste est toujours en chimique. Les produits de l'AMAP sont cultivés uniquement sur des parcelles en bio.

Cette mobilisation a eu des retombées politiques. C'était la première fois qu'en Ile-de-France, des personnes se mobilisaient pour sauver des terres agricoles, alors qu'elles disparaissent rapidement du fait de l'extension des agglomérations. Cela a même inquiété la préfecture, qui voyait d'un mauvais œil l'introduction dans le département de terres collectives. Mais légalement, elle n'a pas pu s'opposer à la transaction.

Depuis cet achat, il y a toujours des gens qui prennent des parts et un capital disponible, mais, pour le moment, aucune opportunité pour acheter de nouvelles terres ne s'est présentée.

Avant Terre de liens

Cette opération s'est montée alors que l'association *Terre de Liens*[6] était en cours de constitution. Il a été discuté depuis la possibilité pour *Terre fertiles* d'intégrer le processus *Terre de liens*. Mais il y a deux différences majeures. *Terre de Liens* collecte de l'argent nationalement sans rapport de proximité entre les parts collectées et les projets financés. A *Terres Fertiles,* 80 % des parts ont été prises localement, ce qui crée un lien plus fort entre le fermier et les sociétaires. L'autre différence, c'est que *Terre de liens* a vu le jour pour favoriser l'installation de jeunes agriculteurs qui n'ont pas le capital pour acheter des terres ; alors qu'ici, à Saclay, le paysan était déjà installé.

L'évolution de la SCI *Terres fertiles* est sujet à débat. Par exemple, se pose la question de la convocation des associés à l'assemblée générale annuelle : elle se fait surtout par courriel, alors que ce n'est pas prévu par la loi : cela reste possible tant que personne ne le conteste. Il y a aussi la question de l'évolution de la valeur de la part. Le prix initial du mètre carré a été fixé par la Safer…et il pourrait monter très vite si la zone était convoitée par des projets non agricoles et que la SCI était expropriée. Dans ce cas, il a été décidé que les parts pourraient être remboursées au même niveau et que l'excédent irait à des projets de sauvegarde de terres agricoles.

Campus géant contre terres agricoles

Sur le plateau de Saclay (14 communes), on trouve déjà plusieurs sites de recherche (nucléaire, pétrole, grandes écoles…). Il compte aujourd'hui 2800 ha de surface agricole et une loi est prévue en 2010 pour fixer l'avenir : 500 ha au sud-est seraient destinés à faire une extension du campus de la faculté d'Orsay et à accueillir de nouvelles activités de recherche (nos dirigeants rêvent d'une Silicon Valley) et 2300 ha seraient préservés pour le maintien d'activités agricoles. Les investisseurs exercent des pressions énormes pour obtenir plus que 500 ha. La décision a été prise par l'Etat en contradiction avec les décisions du conseil régional qui, lui, sous l'impulsion du groupe des élus Verts, voulait engager une démarche de protection des terres agricoles disponibles et augmenter la production maraîchère, notamment bio, pour relocaliser un minimum les zones de production[7].

Débats autour des AMAP

Le débat est donc politique et complexe. Etat, région et département s'affrontent notamment sur les terres agricoles qu'ils possèdent et louent à des fermiers. Quand ceux-ci partent à la retraite, ces terres ne sont pas toujours relouées et changent parfois de statut. Les AMAP d'Ile-de-France essaient de faire pression pour que cela soit l'occasion d'installer de jeunes maraîchers bio. *Terre de*


D.R.

▲ *Atelier apiculture*

■ **Autres Amap dans la région :** voir le site www.amap-idf.org.

Agriculture bio

■ **Bio libre-partage,** 91000 Evry, tél. : 04 75 35 98 92, http://bio-partage.com. *Commandes par internet de produits bios et livraison sur point de livraison.*

■ **Biocoop Le Chêne,** 38, avenue Jean-Jaurès, 91230 Montgeron, tél. : 01 69 89 31 32.

■ **Amikoop Vie,** Gabriel Jacquot, 32, rue de Mainville, 91230 Montgeron, tél. : 01 69 42 50 00.

■ **Le potager d'Herrault,** 20, rue du Puits, 91310 Linas, tél. : 06 37 46 61 28. *Fruits et légumes bio en vente sur les marchés de Vanves et Verrière-le-Buisson.*

■ **Biocoop** à Brétigny-sur-Orge

■ **Les Nouveaux Robinson,** 32, rue Marat, 94200 Ivry-sur-Seine, tél. : 01 78 12 09 70.

6. Terre de Liens, 10, rue Archinard, 26400 Crest, tél. : 09 70 20 31 00, www.terredeliens.org.

7. voir article sur Miramap, coordination des AMAP, et ces questions dans *Silence* n° 361. Voir également sur la question de la relocalisation de l'alimentation l'article *Relocaliser l'alimentation, pas si facile ! Silence* n° 378, avril 2010.


D.R.

Assemblée générale de l'AMAP

■ **Terres fertiles,**
SCDAD-IDF,
15, allée de Chartres,
91370 Verrières-le-Buisson,
www.terresfertiles-idf.org.

■ **Amap des jardins de Cérès,**
188, rue de Paris,
91120 Palaiseau,
tél. : 06 45 07 38 11,
www.lesjardinsdeceres.net.

liens est à leur côté et a commencé à acheter des propriétés.

Il y a eu un projet de "couveuse" pour former des maraîchers bio à Coubran (Seine-Saint-Denis), mais il n'a pas abouti. Cette couveuse devait fonctionner en encadrant de jeunes auto-entrepreneurs pendant six mois avant de leur trouver des terres. Pour le moment, cela se fait par des stages chez des maraîchers déjà installés.

Il y a un manque de terre, mais aussi un manque de maraîchers. Si les AMAP assurent une avance de trésorerie et un revenu prévisible, cela ne suffit pas à rémunérer correctement le travail. Si l'on veut installer des jeunes avec des horaires décents, il faut que les consommateurs acceptent de payer le vrai prix du travail… mais alors le bio risque de devenir un luxe[8].

Une solution serait, comme des membres de l'AMAP sont venus l'observer à *Côté-Jardins,* près de Lyon[9], que les adhérents participent aux gros travaux. Ainsi pour les pommes de terre, la récolte réunit ici une centaine de personnes… mais c'est une seule fois dans l'année, pendant les vacances d'été. Aider à d'autres travaux pose des problèmes non seulement de compétence, mais également de disponibilité… Ici, la question de la distance ne se pose pas : les adhérents sont locaux et les distributions de paniers se font à la ferme. Mais pour beaucoup d'AMAP parisiennes, la distance est un vrai problème. On assiste d'ailleurs en ce moment à une évolution avec l'augmentation du nombre des AMAP en banlieue alors que la demande reste très forte dans le centre parisien : les producteurs sont tentés en effet de livrer loin de la capitale, ce qui leur évite de fastidieux et coûteux trajets.

D'autres achats locaux ?

L'abbaye de Limon, sur le plateau de Saclay, dirigée par des sœurs trop âgées aujourd'hui, cherche à vendre 17 ha et une ancienne ferme. Des contacts ont été pris avec le réseau des Jardins de Cocagne[10] pour en faire un centre de formation pour les salariés du réseau. La SCI *Terres fertiles* pourrait intervenir en cas de problème d'investissement pour ces terres, ou pour d'autres projets. Nul doute qu'un appel financier lié à une nouvelle installation provoquerait rapidement des prises de parts supplémentaires.

M. B. ■

8. Et si l'on n'était pas en bio, cela ne changerait pas grand-chose à ce débat. : les maraîchers en chimique travaillent beaucoup eux aussi, pour un salaire assez maigre.
9. Côté-Jardins, 31, rue Gervais-Bussière, 69100 Villeurbanne, www.cotejardins.org.
10. Réseau Cocagne, 2, Grande-Rue, 25220 Chalezeule, tél. : 03 81 21 21 10, www.reseaucocagne.asso.fr.

Solidaires dans la Cité



L'association *SoliCités* a vu le jour en 2007 pour recenser valoriser et impulser les initiatives d'écologie et de développement durable dans le département de l'Essonne. Elle anime différentes activités citoyennes.

A Viry-Châtillon, dans un bar PMU d'un quartier populaire, se tient le café-citoyen de *SoliCités,* sur un thème choisi par les participants lors de la précédente réunion. Ils sont une dizaine à discuter. Le fond sonore de la télévision et du PMU accompagne les prises de parole des habitants du quartier. Deux personnes de *SoliCités* sont là : une pour prendre des notes et l'autre pour distribuer la parole. Les participants sont hésitants. Pour conserver la mémoire des débats, il est prévu, selon la charte des cafés-citoyens[1] qu'ils ont signée, que cela se fasse avec micro et enregistrement. Le micro intimide. Les salariés de *SoliCités* se relaient sur ces débats, essayant de toucher un plus large public. *SoliCités* cherche à être sur le département un "levier d'actions" et le café-citoyen est une des méthodes développées pour faire participer la population à des débats de société. C'est loin d'être la seule…

Agenda 21 et développement durable

Avant *SoliCités* existait l'association *Objectif 21.* Elle avait vu le jour en 2000, à l'initiative de Michel Mombrun, ancien collaborateur de l'UNITAR-CPPAL à Genève[2] et ancien élu régional. Cette première association avait pour but de faire la promotion de l'Agenda 21 auprès des collectivités. L'Agenda 21 est une méthodologie adoptée par les Etats lors du sommet de la Terre, à Rio, en 1992. Elle vise à aider les élus à adopter une démarche socialement et écologiquement plus correcte.

Objectif 21 employait déjà Tima Gros, l'actuelle directrice de *SoliCités.* Cette association partageait des locaux à Paris, notamment avec le CRID[3]. En 2006, elle commence à collaborer à une réflexion sur la commune de Viry-Châtillon autour d'un projet d'Agenda 21. La municipalité propose alors des locaux. Une convention est passée et il est décidé, en 2007, de créer une nouvelle association *SoliCités* (cités solidaires) qui va s'installer dans ce que la mairie appelle *la maison de l'écologie et du développement durable,* une ancienne maison bourgeoise avec sous-sol, rez-de-chaussée et étage, accueillant les bureaux des salariés, l'espace info-énergie et le centre de documentation.

Ecologie et questions sociales

Jean-Raphaël de Pelagey anime sur place un point info énergie, où est disponible la documentation fournie par l'Ademe[4]. Il répond aux questions sur la maîtrise de l'énergie, les énergies renouvelables, l'isolation, les modes de chauffage, etc., mais également sur les modes de transports alternatifs, la récupération de l'eau de pluie, les aides possibles…

Constat est fait qu'une large partie du public local, aux faibles ressources et souvent locataire de l'habitat social, ne fait pas appel aux services de l'Espace info-énergie. Comment aller vers ce public et que lui apporter ?

SoliCités a démarré d'autres activités professionnelles.

Florence Billault-Ziani est chargée d'un programme d'écologie sociale et familiale. Elle effectue des formations auprès des bailleurs sociaux sur la question de la précarité énergétique[5] pour agir en amont : faire des bâtiments sociaux mieux isolés, choisir des modes de chauffage moins coûteux. Elle assure aussi des formations avec les gardiens d'immeubles pour apprendre à économiser l'eau, l'énergie, recycler les déchets. Elle forme des médiateurs en écologie sociale et familiale, dont le rôle est ensuite d'apprendre aux gens à mieux consommer (par exemple en lisant les étiquettes), à choisir des équipements économes, à connaître les écogestes qui permettent de diminuer leurs factures d'électricité et d'eau…

■ **SoliCités,**
13, rue Nungesser et Coli,
91170 Viry-Chatillon,
tél. : 01 69 56 97 91,
www.solicites.org.

1. Réseau "La nouvelle Arcadie" existant depuis 1997. Voir www.cafes-citoyens.fr
2. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, à Genève.
3. Centre de recherche et d'information pour le développement. Il fédère actuellement 55 associations de solidarité internationale. CRID, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél. : 01 44 72 07 71, www.crid.asso.fr
4. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. Un service du ministère de l'Ecologie, www.ademe.fr/Info-Energie
5. Le chauffage électrique coûte moins cher à installer… mais fort cher ensuite à utiliser par le locataire. 4000 foyers dans le département sont en difficulté.






Soirée Clé du futur en 2008 sur la question des émeutes de la faim avec Marc Dufumier et Ambroise Mazal du CCFD.

Saveurs sucrées salées

Proposent des repas bios et locaux notamment dans le cadre des "midis pas comme les autres" de SoliCités. Repas "slow", "épicés", ateliers des saveurs, paniers gourmands…

■ Saveurs sucrées salées, 6, résidence du Moulin à Vent, 91630 Marolles-en-Hurepoix, tél. : 01 64 56 87 83, www.saveurs-sucrees-salees.fr.


L'équipe actuelle


Ateliers du développement durable

Guillaume Nénuphar intervient dans des projets pédagogiques autour des questions d'alimentation. Il met ainsi en place dans des écoles la "fête des plats nets", une animation qui débouche sur un repas de produits locaux, de qualité et de saison.

Baptiste Cambon travaille sur l'économie sociale et solidaire. Il présente les initiatives du département, intervient pour inciter les entreprises à s'intéresser aux questions éthiques et fait la promotion de la monnaie complémentaire SOL[6].

Dominique Puny gère un catalogue de formations sur les questions de développement durable à destination des agents territoriaux et des élus locaux.

Claire Hincelin est chargée de la communication. C'est elle qui coordonne les conférences, débats, déjeuners, ateliers pratiques. C'est également elle qui, avec l'aide de stagiaires, a mis en place un centre de documentation et un site internet où l'on retrouve un agenda des activités du département, un annuaire des acteurs du développement durable en Essonne, etc.

Des rendez-vous réguliers

Une fois par mois, sont organisés *Les midis pas comme les autres* des déjeuners-débats entre midi et 14 h. Un repas à dominante bio et locale est proposé à un prix modeste (7 €) par l'entreprise *Saveurs sucrées salées* (voir en marge). On peut soit réserver un tel repas, soit venir avec son propre manger. Il y a parfois des intervenants (Christian Vélot sur les OGM), mais pas tout le temps ("voyager autrement", "la bio que pour les riches ? ", "le nanomonde"…)

SoliCités organise tous les deux mois des conférences, *Les clés du futur,* avec la venue de "personnalités" (Jean-Marie Pelt, Jacques Testart, Patrick Viveret, Benjamin Dessus…). Là, le public est généralement au rendez-vous : il y a eu jusqu'à 240 personnes.

Des *Ateliers du développement durable* permettent d'aborder des questions concrètes : rénover sainement, jardiner bio, éduquer autrement… avec chaque fois un invité, souvent un professionnel. Le but étant d'aider à passer à l'action.

Tisser des partenariats

Tima Gros, directrice de l'équipe, anime la mise en place d'un réseau des Cités solidaires avec l'appui de plusieurs institutions[7]. Les communes sont invitées à s'engager dans la voie du développement durable, associant écologie et solidarités, et à utiliser les formations mises en place dans ce but par *SoliCités.*

Michel Mombrun est président de l'association. Bénévole permanent, il assure l'essentiel des formations, est le lanceur des initiatives, celui qui multiplie les contacts à l'extérieur. Avec la notoriété croissante de l'association, les co-organisations sont de plus en plus fréquentes : Attac[8], Maison du monde[9], Biocoop de Mongeron[10]…. La programmation collective des activités les a amenées à définir des priorités comme le refus des OGM ou du nucléaire. Est en projet la mise en place d'un baromètre départemental du développement durable comme l'a fait, en Bretagne, le réseau *Cohérence*[11].

A part celui de la directrice, en contrat classique, les autres postes ont été créés sous forme de contrats aidés qu'il faut consolider pour l'avenir. C'est un pari pour l'association. Toutes les activités pour le public sont gratuites. Les ressources proviennent à 80 % de financements d'action et à 20 % des formations assurées. A priori, cela pourrait sembler être un frein à la radicalité des pratiques, mais cela se traduit surtout par une grande ouverture et une pluridisciplinarité des activités. La dynamique actuelle et une efficacité reconnue devraient permettre de franchir le cap et d'asseoir l'association dans la durée.

M. B. ■

6. Association Sol, 1, allée des Pierres-Mayettes, 92234 Gennevilliers, tél. : 01 41 85 49 36, www.sol-reseau.org
7. CAUE, conseil général, Union des maires de l'Essonne, Diren, Ademe…
8. Attac dispose de cinq groupes dans le département. Contacts sur le site http://local.attac.org/attac91
9. voir page 15.
10. Biocoop Le Chêne, 38, avenue Jean-Jaurès, 91230 Mongeron, tél. : 01 69 52 53 53.
11. Cohérence, 1, place Jules-Ferry, 56100 Lorient, tél. : 02 97 84 98 18, www.reseau-coherence.org



Marie Clem's

Du monde à la Maison du monde

Depuis 1983, la Maison du monde d'Evry fédère des associations de solidarité internationale au sein de la ville nouvelle.

■ La Maison du Monde, 509, patio des Terrasses, 91034 Evry cedex, tél. : 01 60 78 55 00, www.maisondumonde.fr

La ville d'Evry a beau accueillir la seule cathédrale construite en France au 20e siècle, le véritable temple moderne de cette ville nouvelle, c'est le centre commercial géant (10 ha) inauguré en 1974. Cette ville nouvelle a accueilli, à partir des années 1970, une population extrêmement diverse venant d'un peu partout. Notamment des réfugiés fuyant les dictatures d'Amérique du Sud.

Les associations et groupes de solidarité y sont nombreux. Des militants ont éprouvé le besoin d'une structure permettant la rencontre et l'échange entre ces différents groupes. Se réunissant dans une maison de quartier puis disposant d'une pièce dans une MJC, elle a pu disposer ensuite de locaux indépendants, mis à disposition par la ville nouvelle.

C'est ainsi qu'est née, en 1983, *la Maison du monde* qui, après un déménagement, se trouve aujourd'hui dans un bâtiment comportant d'autres associations et lieux d'accueils sociaux.

Si les locaux sont spacieux, ils sont situés sous la dalle du centre commercial et de la place de l'Agora. Comme il faut descendre un escalier pour les découvrir, ils n'ont aucune visibilité de l'extérieur. On ne vient que par connaissance.

Une solidarité sans frontière

La Maison du monde héberge donc diverses associations de solidarité aux sensibilités différentes. Elle a souhaité être reliée à des structures nationales : elle est membre de la fédération Peuples solidaires[1], elle-même membre d'Action Aid international et du réseau Ritimo[2]. Si les actions de sensibilisation sur les rapports Nord-Sud sont à la base du projet, elle ne mène pas de programme de codéveloppement avec le Sud. *La Maison du Monde* axe plus son action sur l'approfondissement des questions en débat, laissant des associations adhérentes gérer ces questions de codéveloppement.

Les solidarités locales sont nombreuses : *La Maison du monde* est fortement investie dans le soutien aux mouvements de sans-papiers en lien avec la Cimade[3]. Elle mène des actions de partenariat avec SoliCités[4], notamment dans le cadre des *Cafés de l'actu,* à 18 h, où sont débattues des questions concernant aussi bien la solidarité internationale que locale, la mondialisation que les résistances associatives ou institutionnelles. C'est aussi l'occasion de déguster des produits d'*Artisans du monde* ou de la *Biocoop La Forêt*[5]. C'est animé à chaque fois par une association qui porte une campagne.

La Maison du Monde participe à la *quinzaine du commerce équitable* chaque printemps mais a aussi animé des débats autour de ce concept, et elle s'est ouverte à des solidarités locales et Nord-Nord, avec les AMAP[6]. Elle a changé le nom de ses rencontres en 2005 pour devenir un *Marché solidaire,* puis *Les semaines du consom'acteur pour une économie solidaire* qui a permis un élargissement. Des animations réalisées par les étudiants du CREASAC[7] permettent d'aborder la question de la surconsommation.

En novembre-décembre, elle organise depuis 27 ans, le *Mois des trois mondes* (Afrique, Asie, Amérique du Sud) avec expositions, journées de stands à l'entrée du centre commercial, conférences, projections de documentaires, débats… Le thème est choisi un an à l'avance[8] pour permettre ensuite aux différents partenaires de proposer des éléments du programme.

1. Peuples solidaires, 2B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 58 21 85 et 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél. : 02 99 30 60 53 ou 02 99 30 39 30, www.peuples-solidaires.org
2. Réseau d'information et de documentation sur le développement durable et la solidarité internationale. La Maison du monde gère au sein de Ritimo les questions liées à l'écologie et à la décroissance. On y trouve donc une collection de ***Silence***.
3. Cimade, 64, rue Clisson, 75013 Paris, tél. : 01 44 18 60 50, www.cimade.org
4. voir page 13.
5. Biocoop La Clairière, centre commercial Les Meillottes, rue de l'Ermitage, 91450 Soisy-sur-Seine, tél. : 01 69 89 31 32 et Biocoop Le Chêne, 38, avenue Jean-Jaurès, 91230 Montgeron, tél. : 01 69 52 53 53. Autres Biocoop du département : Biocoop Les Ulis, rue de l'Aubrac, avenue des Cévennes, 91940 Les Ulis, tél. : 01 69 07 51 59. Biocoop La menthe poivrée, 20, rue Alphonse-Pécard, 91190 Gif-sur-Yvette, tél. : 01 69 28 33 23. Biocoop La menthe poivrée, ZA du Haut des Vignes, 7, rue du Morillon, 91940 Gometz-le-Châtel
6. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, voir aussi page 10.
7. Association de soutien aux initiatives étudiantes pour promouvoir et organiser des événements culturels en Essonne. CREASAC, Université d'Evry-Val d'Essonne, boulevard François-Mitterrand, 91000 Evry, www.creasac.fr.
8. ***Les résistances*** en 2009, ***Regards sur les minorités*** en 2010.

Solidarités internationales

■ **Artisans du monde,** 67, rue De Gaulle, 91440 Bures-sur-Yvette, tél. : 01 69 28 64 61.

■ **Artisans du monde,** 18, boulevard Nélaton, 91460 Marcoussis, tél. : 09 52 10 91 76.

■ **Centre international de la Cimade,** 80, rue du 8-Mai-1945, 91300 Massy, tél. : 01 60 13 58 90. *Centre d'hébergement pour réfugiés.*

■ **Artisans du monde,** 10, rue Lucien-Sampaix, 91390 Morsang-sur-Orge, tél. : 01 69 04 66 41.

■ **Corelso, Forum social ivryen,** 10, promenée Gérard-Philipe, 94200 Ivry-sur-Seine, tél. : 06 33 43 64 93. *Comité pour le respect des droits humains en Saharoui occidental.*

■ **Enfants d'ici et d'ailleurs,** 94 Saint-Maur, tél. : 01 48 85 07 80. *Aide à l'enfance en détresse en France ainsi qu'au Sénégal et à Madagascar.*


Marie Clem's

Le centre de documentation

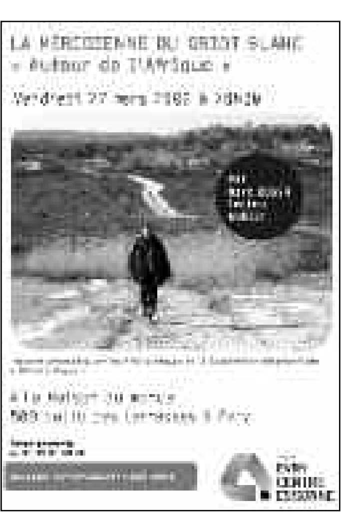
Elle relaie des campagnes nationales comme *De l'éthique sur l'étiquette*[9]. Enfin, elle incite les militants de chaque cause à aller vers les autres. Comme nous le dit Marie Ponroy, une militante présente depuis le début, "il faut croiser les publics pour être plus fort".

Un centre de documentation travaille en relation avec le réseau Ritimo. Ce centre permet une ouverture importante en direction des étudiants, nombreux dans la ville : ils y viennent pour faire des recherches sur des thèmes liés au développement (mondialisation, solidarités, commerce équitable… mais aussi décroissance, écologie).



Les associations résidantes

Il y aujourd'hui 18 associations présentes. *Artisans du monde* dispose d'une salle pour y tenir un point de vente de commerce équitable. Quelques bureaux et une grande salle permettent d'accueillir les différentes activités de ces associations ou d'autres ayant leur siège ailleurs. Certaines sont des relais locaux d'associations nationales, d'autres sont seulement locales.



La Maison du Monde n'est pas une fédération au sens propre du terme. Les associations résidantes et adhérentes font partie des membres au même titre que les adhérents individuels (environ 80). Elles ne sont pas représentées directement au sein du conseil d'administration.

Soubresauts politiques

Il y a aujourd'hui trois salariés : outre le directeur sont employées une coordinatrice des activités et une documentaliste. La mairie a longtemps financé le poste de directeur, qui a ensuite bénéficié d'un poste partiellement payé par l'Etat dans le cadre de l'éducation populaire, avec un complément payé par la mairie. Les deux autres emplois sont des emplois aidés.

Les associations ont bénéficié d'aides au départ d'une structure "ville nouvelle" dont les compétences sont ensuite passées à l'agglomération. Celle-ci, qui prête les locaux, est passée de gauche à droite.

Les relations se sont tendues après un éditorial du bulletin de *La Maison du Monde* rappelant la loi en matière d'aires de stationnement pour les gens du voyage et dénonçant l'attitude de certaines mairies. La mairie d'Evry, socialiste aujourd'hui, a négocié la reprise des locaux pour y maintenir les associations.

En janvier 2009, en pleine offensive israélienne sur Gaza, le maire, Manuel Valls, constatant que la ville est jumelée avec Khan Younès, un camp de réfugiés palestiniens de Gaza, a annoncé son désir "de rééquilibrer les relations au Proche-Orient" en se jumelant avec une commune israélienne. Cela a provoqué un désaccord important avec Evry-Palestine, une association résidante qui ne souhaite pas voir mis sur un pied d'égalité agresseurs et agressés. *La Maison du monde* a soutenu, comme d'autres associations, Evry-Palestine, une source de tension avec la mairie.

Pour François Vaillet, actuel président, il faut lutter en interne contre la tentation de la professionnalisation. "La Maison du monde doit s'appuyer sur la vie militante. Les événements doivent être portés par eux".

Pour Marie Ponroy, une des difficultés reste de s'ouvrir, de sortir du milieu militant. Un changement de local pour avoir une vitrine plus visible est un objectif important de l'association.

M. B. ■

Associations adhérentes :

- Amis de Kayes
- Amis des Indes
- Amitié aide mutuelle avec Bongo et alentours
- Amitié solidarité avec le peuple algérien
- Amnesty international, groupe 74
- APESE Haïti
- Artisans du monde Evry
- APEL-Egalité
- CLAEE, Club des Africains entrepreneurs d'Europe
- EquiTerre Evry
- Evry-Palestine
- France bénévolat
- Fitilah
- Génération II Citoyenneté intégration
- Initiatives économie solidarité 91
- Ligue des Droits de l'Homme Evry
- Mars
- Mouvement du Nid Evry

9. Ethique sur l'étiquette, tél. : 01 42 03 82 25, www.ethique-sur-etiquette.org.


marie Clem's

Habitat coopératif d'hier et d'aujourd'hui

Les projets d'habitat groupé écologique se multiplient aujourd'hui. Il y a un siècle, pour des raisons sociales, de telles réalisations ont vu le jour comme à Paris-Jardin, à Draveil, sur 42 ha.

322 maisons individuelles ont été construites dans un immense parc collectif.

La première cité-jardin est construite à partir de 1887 sur 92 ha, près de Liverpool (Royaume-Uni). Contrairement aux cités ouvrières construites par les patrons dès 1850, il n'y a pas de hiérarchie dans ces logements. Outre des potagers, des zones de loisirs communes, on y trouve souvent des écoles, une maison commune avec des activités sportives, pour les jeunes, une bibliothèque…

En France, le cadre juridique du logement social permet d'emprunter à la Caisse des dépôts et consignations jusqu'au deux tiers du coût de la construction. En 1909, une centaine d'employés et d'ouvriers socialistes, presque tous parisiens, se réunissent en société coopérative pour concrétiser le premier projet de cité-jardin en France. Ils veulent développer, autour de ce projet, des valeurs de solidarité et de coopération afin de lutter contre le capitalisme. Initialement, le projet Paris-Jardins n'autorise que les coopératives à entretenir une activité économique sur le site. Elle refuse les financements des entreprises et interdit la propagande religieuse. Bénéficiant du soutien de la gauche de l'époque, la coopérative comptera jusqu'à 600 sociétaires, qui réunissent des fonds pour permettre l'achat d'un ancien domaine seigneurial. L'emplacement du terrain, à proximité de la gare de Juvisy, permet de continuer de travailler à Paris. Les propriétaires du domaine, une famille noble, refusent de vendre à des roturiers. Ceux-ci passent donc par un prête-nom pour réaliser l'achat. La signature de l'acte d'achat fait figure de véritable victoire et, le 31 août 1911, les sociétaires entrent sur les lieux en chantant L'Internationale.

Démarche coopérative

Des coopératives du bâtiment s'ye créent et commencent à bâtir les maisons aux normes HBM (habitations à bon marché, ancêtres de nos HLM). Une parcelle ne peut dépasser 1500 m2. La coopérative perçoit ensuite, pendant 25 ans, les loyers de chaque maison à un niveau équivalent à celui du logement social. Au bout de ce délai, le sociétaire devient propriétaire de sa maison. Les ventes sont soumises à la coopérative, qui estime le juste prix de la maison pour éviter la spéculation. 17 ha d'espaces verts, et le château lui-même, restent propriétés communes. L'idéal recherché au départ est "une autarcie autogérée". Une coopérative anime la production de fruits et légumes dans les jardins. Le reste de l'alimentation est fourni par une coopérative de consommation qui négocie les prix au tarif de gros. Le château doit permettre l'accueil de sociétaires âgés devenus dépendants et offre des locaux pour les loisirs et les réunions.

Après la Première Guerre mondiale, des conflits apparaissent. Comme le travail en coopérative traîne sur certains projets (au départ, par exemple, il était prévu d'installer une centrale électrique), certains sociétaires demandent à avoir recours à des entreprises privées extérieures pour réaliser les égouts, la voirie, l'électrification… Le conflit ira jusqu'à un procès qui, en 1928, obligera à accepter ces interventions extérieures. C'est un virage important dans la vie collective. Il y a alors environ 300 maisons.

Au fil du temps, les actions de coopération et de recherche d'autonomie diminuent. La coopéra-

En savoir plus

■ Un livre publié en 1984 rapporte l'histoire de Paris-Jardins : *Histoire d'un domaine, du château de Draveil à la cité coopérative Paris-Jardins,* 350 pages, 20 € + 5,50 € de port à commander auprès de : Les Amis de l'Histoire et du Patrimoine de Paris Jardins, Château de Paris-Jardins, boulevard Henri-Barbusse, 91210 Draveil (tél. 01 69 42 30 22). Un nouveau livre est annoncé pour le centenaire, en 2011.

■ *Association PJ2050,* Antoinette Maniloff, 43, allée des Deux-Cèdres, 91210 Draveil, tél. : 01 69 42 36 62, sa.maniloff@orange.fr

Le Kholkose

Dans les années 1970-1980, le Mouvement habitat groupé autogéré a permis la construction d'environ 70 immeubles. La question sociale était prioritaire. Certains comme celui-ci, surnommé le Kholkose, sont toujours actifs aujourd'hui.

■ **SCI Léonardi,** 10, rue Léonardi, 91160 Saulx-les-Chartreux.

Marie Clem's

Francis et Katia ont fait le choix, durant l'été 2009, d'isoler leur maison par l'extérieur avec des panneaux de liège de 8 cm d'épaisseur. Le liège offre d'excellentes performances d'isolation thermique et phonique. C'est un matériau qui ne pose pas de problème écologique sur le long terme, bien qu'il ne soit pas local. Il est certes plus cher que d'autres isolants, mais la facilité de mise en œuvre des plaques a permis au couple de faire les travaux eux-mêmes.

tive d'achat s'arrête. En 1964, le dernier jardin collectif disparaît. Toutefois, la coopérative générale Paris-Jardins continue de gérer les espaces verts, la voirie, le château et de coordonner de nombreuses manifestations conviviales.

Lent embourgeoisement

En 1971, Paris-Jardins n'a plus le statut d'HBM, l'essentiel des sociétaires étant devenus propriétaires. Les maisons sont progressivement reconstruites et agrandies (la surface moyenne habitable passe de 70 m^2 en 1920 à 135 m2 en 1967). Les ventes s'accélèrent, la coopérative ne contrôle plus les prix. En 1975, la cité compte 322 maisons, un chiffre qui n'évoluera plus. Les ouvriers et les employés ont été progressivement remplacés : les cadres supérieurs et les professions intellectuelles supérieures représentent, en 2008, 62 % des actifs déclarés. Les ouvriers et employés, encore au nombre de 67 en 1975, ne sont plus que 10 aujourd'hui.

La dernière enquête, réalisée fin 2008, indique 820 habitants (dont 214 enfants), nombre sans grande évolution depuis les recensements précédents (854 habitants en 1936) soit une densité de 2000 habitants au km^2, bien plus faible que les lotissements et cités d'Ile-de-France.

Vers une cité durable ?

En 2006, le conseil d'administration de la coopérative lance un appel à projet pour célébrer le centenaire en 2011. Plusieurs sociétaires, ayant effectué des aménagements écologiques chez eux (isolation, capteurs solaires…), proposent un programme qu'ils dénomment PJ 2050, développement d'un plan stratégique de développement durable. Comme son nom l'indique, il s'agit de transformer la cité actuelle en modèle durable, peu consommateur d'énergie et émettant peu de gaz à


Marie Clem's

Réunion de l'association PJ 2050


Marie Clem's

Maison d'origine avec deux extensions sur la gauche

effet de serre. La réflexion suggère que cela implique un changement des règles de fonctionnement de la coopérative.

L'idée de base est présentée à l'assemblée générale sous les applaudissements de la salle.

Paris-Jardins dispose d'une taille suffisante et d'une structure coopérative idéale pour mener des

Systèmes d'échanges locaux

■ **Sel Patates douces,**
Marie-Danièle Doucine,
6, rue d'Udine, 91000 Evry,
tél. : 01 60 78 67 24.

■ **Troc en Sel Juvisy,**
96, rue Dr-Babin,
91220 Brétigny-sur-Orge,
tél. : 01 60 85 35 66.

■ **Sel Créteil,**
82, rue de Brie, 94000 Créteil,
tél. : 01 42 07 32 66.

■ **Sel Ciel,**
32, rue Antoine-Thomas,
94200 Ivry-sur-Seine,
tél. : 01 46 70 71 85.

■ **Sel Villejuif,**
5, place du Méridien, 94800
Villejuif, tél. : 06 07 96 18 87.

■ **Sel Noiseau,**
12, rue Charles-Gounod, 94880
Noiseau, tél. : 01 45 90 51 96.

actions collectives en ce sens. Mais à l'inverse, l'héritage historique est un facteur d'immobilisme : les conflits passés poussent le conseil d'administration de la coopérative à la prudence.

Un groupe informel, PJ2050, voit le jour avec 27 sociétaires. Il collecte des informations sur la consommation d'énergie, les déchets, les modes de transports de chacun… et les met à la disposition de tous sous forme d'une feuille d'information disponible au secrétariat de Paris-Jardins. Il ouvre un site intranet accessible aux sociétaires pour y compiler des données. Il organise ensuite des réunions d'informations autour des Agendas 21, des écoquartiers, d'expériences de rénovation performante par des personnes extérieures, etc.

Il essaye de chiffrer l'empreinte écologique de Paris-Jardins. L'atelier Énergie est le plus dynamique. On y trouve notamment Mycle Schneider, consultant sur les questions énergétiques au niveau international, qui amène ses connaissances et son carnet d'adresses.

Pour entrer dans le concret, un premier point "zéro énergie" est mené en 2008 sur six maisons volontaires. Les résultats montrent notamment que la consommation d'électricité peut varier de 1 à 4, avec un niveau de vie équivalent. Cela met en évidence un important potentiel d'économie d'énergie.

Or chaque année, une maison du site est démolie et reconstruite, tandis que dix autres font l'objet d'une vente, le plus souvent suivie d'une rénovation. La première proposition du groupe a donc consisté à étudier comment modifier la charte actuelle du domaine pour conseiller, à ce moment-là, les techniques les plus écologiques possibles. Une charte oblige aujourd'hui, par exemple, à respecter une hauteur de clôture, à ne pas toucher aux arbres existants… Il est question d'introduire d'autres contraintes collectives : un bon niveau d'isolation, l'installation d'eau chaude solaire, le recours à la basse tension pour l'électricité…

D'autres pistes sont envisagées : l'incitation au compostage individuel pour limiter le passage des camions de poubelles qui détériorent les voies de communication ; investir dans la rénovation du château pour en faire une réalisation pilote…

Inertie importante

En 2009, le groupe PJ2050 décide de se doter d'un statut juridique. Il devient une association pour dialoguer avec les administrations et prétendre aux aides publiques. Au lieu de relayer cet important travail de réflexion, le conseil d'administration prend alors ses distances, semblant craindre la complexité des changements que cela pourrait entraîner au niveau du fonctionnement coopératif.

En 2010, la réflexion collective est en veille. Lorsque les relations de voisinage sont en jeu, certains ne veulent pas envenimer la situation et, de fait, c'est le statu quo qui l'emporte. Ceci n'empêche pas certains d'engager chez eux des travaux allant dans le bon sens, espérant être imités par d'autres. Cela met de côté ce qui pourrait être accompli collectivement.



Marie Clem's

^ *Le château de Paris-Jardin*



Michel Bernard

^ *Les chemins piétons au milieu de la végétation*

Cette initiative — et pour le moment son blocage —, comme d'autres autrefois, montrent bien les forces et les limites du fonctionnement en coopérative, surtout lorsque, comme ici, le nombre de sociétaires est important.

Les participants aux actuels projets d'habitat groupé écologique bénéficient ici d'une belle histoire, avec un siècle de recul, dont ils peuvent tirer des enseignements sur la persistance ou non d'une utopie fondatrice, sur les difficultés qui naissent dans un collectif, etc.

M. B. ■

Energie

■ **GSIEN, Groupement scientifique pour l'information sur le nucléaire,** Monique Séné, 2, rue François-Villon, 91400 Orsay. *L'une des plus anciennes associations dans le domaine. Publie La Gazette nucléaire, extrêmement bien documentée.*

■ **Atelier d'architecture solaire,** 17, route d'Orsay, 91460 Marcoussis, tél. : 01 69 01 09 38.

■ **Comité Stop Nogent,** Jean-Luc Pasquinet, 94, avenue Pierre-Brossolette, 94170 Le Perreux-sur-Marne.


Conservatoire des plantes de Milly-la-forêt – B. Pasquier

Le Conservatoire national

Créé en 1987, ce conservatoire situé à Milly-la-Forêt, au sud de l'Essonne, a pour but de gérer et valoriser les ressources génétiques des plantes médicinales, aromatiques et industrielles.

■ **Conservatoire national des plantes,** route de Nemours, 91490 Milly-la-Forêt, tél. : 01 64 98 83 77, www.cnpmai.net.

La commune de Milly-la-Forêt, à 60 km au sud de Paris, a une tradition de culture de plantes médicinales qui remonte au moins au Moyen Age. On y trouve une "chapelle des simples"[1] de l'époque romane qui témoigne de l'ancienneté de la pratique. Elle est située en bordure de la forêt de Fontainebleau, dans le parc naturel régional du Gâtinais français.

La capitale de la production des simples

Entre 1850 et 1950, Milly-la-Forêt était la première région de France pour la production de simples en France. Dans les années 1950, il y avait une centaine de producteurs de plantes dans la commune, et de nombreux cueilleurs de plantes sauvages dans les environs. Le syndicat national des producteurs de simples y avait son siège. Les établissements Darégal, leader mondial de la plante aromatique, y sont toujours implantés. A partir de 1950, le développement des produits de synthèse et l'internationalisation du marché provoque une grave grise. De nombreux petits producteurs disparaissent. La spécialisation sur quelques plantes comme la menthe, l'estragon, le persil ou la piloselle permet la survie de quelques producteurs.

L'Institut national chargé de recherches agronomiques appliquées (ITEIPMAI) y était implanté. En 1986, dans le cadre d'une restructuration des administrations, il déménage. A la demande des producteurs, est créé l'année suivante, sous forme associative, l'actuel Conservatoire national des plantes à parfum, médicinales, aromatiques et industrielles.

Fournir les semences, protéger les plantes

Les objectifs du Centre sont d'assurer la conservation des espèces médicinales françaises menacées et tout un panel de simples pour lesquelles les professionnels ont des difficultés d'approvisionnement en semences et en plants. Il cherche à mettre à leur disposition du matériel adapté à leurs besoins en étudiant les modes de culture, en mettant en culture des espèces sauvages, en déterminant les conditions qui favorisent la pousse de telle ou telle espèce. Cela n'a rien à voir avec la recherche sur les OGM[2] : les plantes sont étudiées telles qu'elles sont ; ces études permettent de connaître leur caractéristiques et donc éventuellement de diversifier leurs zones naturelles de production. Parce que beaucoup d'utilisateurs le demandent, toutes ces plantes sont cultivées en agriculture biologique.

Beaucoup d'espèces sont encore cueillies dans la nature, pour les besoins de diverses industries (pharmacie, cosmétique, parfumerie, liquoristerie…). Pour certaines rares ou en voie de disparition localement, la cueillette peut être un facteur de régression supplémentaire, même si, selon le directeur, Bernard Pasquier, "la cueillette est rarement la première cause de disparition d'une plante". La culture est alors une alternative à la cueillette.

Le Centre constitue des collections des différentes espèces prioritaires pour les filières. Ce sont les acheteurs de semences qui, ensuite, font leur choix et sélectionnent éventuellement telles ou telles variétés. Globalement, l'essentiel de l'industrie des plantes repose sur un petit nombre d'espèces (thym, romarin, menthe, lavande, sauge…) alors que le Centre en cultive et étudie plus de 900[3].

1. Les plantes médicinales sont aussi appelées "simples".
2. Les OGM ne concernent pas ce secteur : les coûts financiers les limitent aux grandes cultures.
3. Du côté alimentaire, seule une centaine de variétés est aujourd'hui cultivée… alors qu'il existe en France plus de 1000 plantes médicinales.
4. D'avril à octobre, les jardins sont ouverts au public tous les jours sauf le lundi.
5. La diversité des plantes entraîne la diversité de la faune : plus de 70 espèces d'oiseaux vivent dans ces jardins.

➤ *Le musée a conservé une partie des anciens séchoirs*


Marie Clem's



des plantes

Taille modeste et grande richesse botanique

Une visite donne l'impression d'une intense activité… et pourtant, le centre n'emploie que six salariés permanents et deux saisonniers. Il dispose de 4,2 ha de terrain.

Le centre comprend une vaste pépinière sous serre pour la reproduction des plants. Ces serres accueillent également, en culture, une centaine de variétés de plantes méditerranéennes, notamment des épices (maniguette, vanille, cannelle, gingembre, curcuma, poivrier, piment…), des plantes à parfum (olivier odorant, eucalyptus, jasmin…), des plantes médicinales (ananas, caféier, théier, myrte, jojoba, agave, manguier, câprier…).

Le visiteur peut se promener dans un jardin à massifs comprenant des buissons de plantes à odeur de citron (verveine, basilic, eucalyptus, lavande…), des plantes aquatiques placées dans de petits bassins, des plantes de terre de bruyère, des plantes de tourbière…

Un jardin botanique avec une quarantaine de plates-bandes regroupe plus de 500 variétés classées selon leur origine géographique et leur utilisation (parfum, liqueur, condiments, aromates, médicinales, teintures, fibres…).

Un jardin des plantes rares permet d'étudier les conditions de sauvegarde à mettre en place pour sauver des espèces menacées. On y étudie des plantes protégées d'Ile-de-France (violette des rochers, lin de Léon, amélanchier, petit pigamon…) ou plus généralement de France (pivoine, adonis de printemps, fraxinelle, aconit, prêle d'hiver…). Au total environ 80 espèces.

Interrogé sur les capacités d'adaptation de ces plantes, Bernard Pasquier nous explique que "pratiquement toutes les plantes peuvent s'adapter, à condition de leur offrir un sol qui convient, de tenir compte de leur sensibilité au vent, à la lumière, au soleil, à l'eau…" L'un des enjeux du centre est justement de déterminer ces conditions pour qu'une plante, au départ sauvage, puisse être plantée, en culture. Le Centre répond aux demandes des producteurs ou des collectivités confrontés à un problème sur le terrain et oriente ainsi ses activités en fonction des menaces qui pèsent sur telle ou telle espèce.

Un centre de recherche agronomique, installé dans un bâtiment récent, étudie ces variétés sauvages et les conditions d'adaptation à la culture. Il ne travaille pas sur les plantes alimentaires et, dans ce cadre, n'est pas confronté à la législation européenne du registre des plantes : il peut donc vendre les semences des variétés qu'elle veut à qui les veut. Dans des salles réfrigérées, les semences sont conservées, et on étudie les conditions nécessaires à leur germination. Le centre met en place une base de données où sont présentées les connaissances acquises pour chaque plante.

Son financement est assuré pour 50 % par les collectivités publiques : commune, département, région, DIREN et ministère de l'Agriculture. Le reste est financé par la sensibilisation du public avec, depuis 1994, une animatrice qui organise des visites des jardins pour les écoles et le grand public. Un musée, installé dans un ancien séchoir du 19e siècle mesurant près de 100 m de long, explique les différentes utilisations de ces plantes. Un magasin propose, sous label bio, des produits issus de ces filières de production.

Une richesse botanique à découvrir lors d'une visite[4]. Un plaisir pour les sens[5]. Et de quoi se stimuler les neurones.

M. B. ■

Les cultures de plantes médicinales en France occupent environ 30 000 ha, dont 5000 pour le pavot (morphine), autant pour la lavande, 15 000 pour le lavandin… plus de 100 autres espèces se partagent les 5000 ha restants.



Conservatoire des plantes de Milly-la-forêt – B. Pasquier

Bâtir sain

Association créée en 1984 par trois architectes pour promouvoir la construction saine et écologique. Il coorganise chaque année le salon Bâtir écologique à Paris. C'est aussi un centre de ressources et un centre de formation. L'association est membre du réseau Ecobâtir.

■ **Bâtir sain,** 4, rue des Coteaux, 91370 Verrières-le-Buisson, tél. : 01 60 11 12 10, www.batirsain.org.

Politique

■ **Les Verts Essonne-Ecologie,** 72, avenue des Champs-Elysées, 91080 Courcouronnes, tél. : 01 69 81 70 37.

■ **Tocimo, Tous citoyens du monde,** Vincent Issertes, 401, cité des Halliers, 91220 Brétigny-sur-Orge, tél. : 01 69 88 49 79. *Regroupement de ceux et celles qui localement essaient d'adopter un mode de vie sobre et convivial.*

■ **Amis de la Terre Val de Bièvre,** Richard Cottin, 36, rue Jean-Rostand, 91300 Massy, tél. : 01 60 13 99 51.

■ **Les Verts de Fresnes,** Dominique Merle, 15, rue du Père-Mazurie, 94550 Chevilly-Larue, tél. : 06 11 41 56 00.

■ **Relocalisons,** 148, rue de Verdun, escalier 4, 94500 Champigny-sur-Marne, tél. : 06 87 34 17 50, www.relocalisons.org.

■ **Sucy en transition,** *un des premiers groupes locaux en France des villes en transition.* http://colibris.ning.com/group/sucyentransitionpublic.



L'association "Planète-Lilas"

**Vous connaissez Vitry-sur-Seine ?
C'est une commune de la banlieue parisienne.
Encore du béton gris ?
Détrompez-vous !**



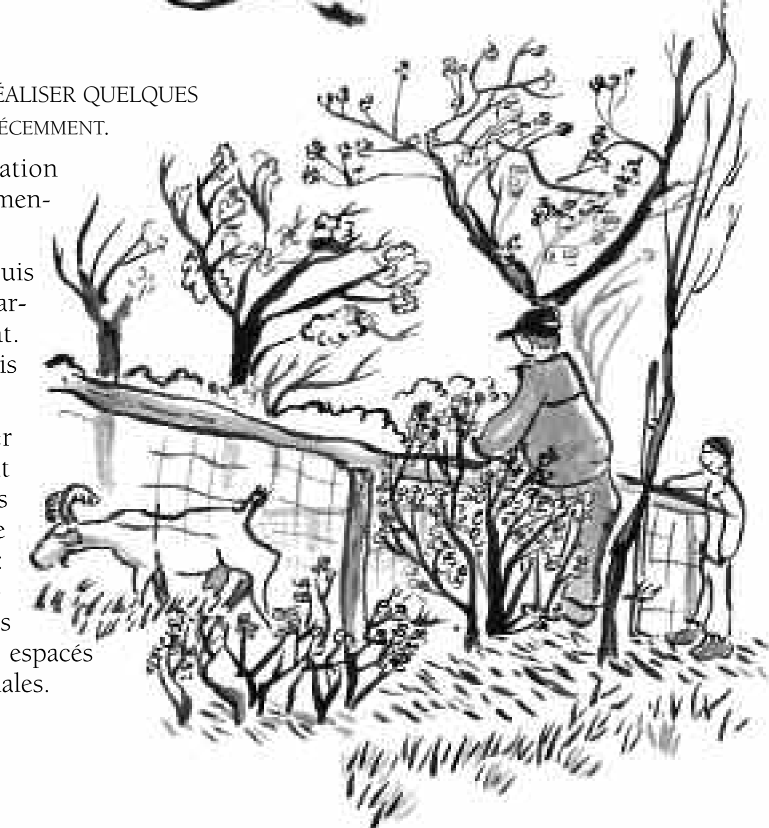
■ **Association Planète-Lilas,** 78, rue Lemerle-Vetter, 94400 Vitry-sur-Seine, tél. : 01 46 81 56 50, planète-lilas@gmail.com, http://planete-lilas.ouvaton.org

Je suis allé sur place réaliser quelques croquis pour la revue, récemment.

Le sujet : une association située dans le parc départemental des Lilas, à Vitry donc.

Une petite marche depuis le terminus du métro et à l'arrivée, c'est l'enchantement. Un air de campagne, à trois pas de Paris.

D'abord, avant d'arriver à l'association proprement dite, vous rencontrez les locataires d'une petite ferme (associative également) : des chevaux, un âne, moutons, chèvres, oies et vaches dans de vastes enclos bien espacés pour les promenades familiales.







... L'autre monte la nouvelle serre.

Un dépaysement qui se confirme en découvrant le terrain de Planète-Lilas, l'association pour laquelle j'ai fait ce voyage aujourd'hui.

Planète-Lilas, c'est un espace de 4000 m², prêté par le département, sur lequel s'est créée en 2007 une activité maraîchère bio. Sur place, ce sont les adhérents qui travaillent les cultures bénévolement. Ils sont aidés par un agriculteur et un ou deux volontaires internationaux, présents dans le cadre d'une collaboration avec le Service civil international (SCI).

Nous parlons donc ici de cohésion sociale et d'insertion professionnelle, mais, à la différence d'une AMAP, il ne s'agit pas ici d'un maintient mais d'une création d'activité agricole. Le but était de faire venir un agriculteur désireux de s'installer en milieu urbain. Lien essentiel entre la terre et des gens, principalement citadins et qui n'ont pas forcément le savoir-faire.

THOMAS

J'accueille et j'encadre les adhérents qui viennent travailler sur le site.

Volontaire du service civile international.

Et la terre est généreuse.

La récolte est revendue sur place aux adhérents, soit au détail, soit sous forme de "paniers". Il n'y a pas de contrat préalable ; c'est une autre différence avec le système d'AMAP. La vente se fait dans les deux cabanes à l'entrée tous les mercredis et samedis après-midi. Les producteurs étant les consommateurs, question circuits courts, qui dit mieux ?

Sous l'œil bienveillant du Conseil général, l'association est donc au cœur des préoccupations actuelles en matière d'environnement et de lien social.

Vraiment, Planète-Lilas vaut le détour et l'accueil y est très chaleureux, je vous en conseille la visite.

Gilles Rebechi ■




Marie Clem's

Un lycée qui ouvre les portes de l'autonomie

A Ablon-sur-Seine, à 20 km au sud de Paris, depuis 1993, le lycée Sophia accueille des élèves dans un cadre très permissif… ce que certains élèves vivent avec une certaine angoisse.

■ **Lycée Sophia,** 5, rue Pierre-Brossolette, 94480 Ablon-sur-Seine, tél. : 01 45 97 96 96, www.lyceesophia.fr.

Philippe Ackermann, fondateur et directeur du lycée Sophia, a déjà un long parcours de pédagogue derrière lui. Dans la dynamique de Mai 1968, il participe, dans le 10e arrondissement de Paris, au lancement d'une école parallèle animée par les parents et des intervenants, sans enseignants. L'expérience durera jusqu'en 1982. Philippe Ackermann, respectant les principes de l'école, à savoir la non-spécialisation de l'encadrement, n'y est resté que les deux premières années.

A Saint-Mandé (nord du Val-de-Marne), il inaugure, dans les années 1970, la mise en place d'un lycée "Sport et études" qui propose des cours le matin et du sport l'après-midi. L'évaluation des résultats se fait avec les enseignants et les entraîneurs. Les élèves étaient préparés à un baccalauréat avec une orientation vers l'animation sportive. L'expérience a duré huit ans. Après un effet de mode, le nombre d'inscrits est tombé, provoquant des problèmes de gestion.

Au début des années 1980, voulant changer de vie, Philippe Ackermann décide de quitter la région parisienne pour s'installer dans le Var. Des parents étrangers, principalement hollandais et britanniques, le contactent et lui expliquent les difficultés que rencontrent leurs enfants dans les écoles locales. Une trentaine de familles participe alors à la création d'une nouvelle école, avec plus d'élèves étrangers que français. Elle devra inventer une méthode pédagogique car les problèmes de langue et de culture compliquent les choses. Comme à chaque initiative, Philippe constate que les écoles alternatives accueillent souvent des enfants en difficulté physique et psychologique, rejetés par l'Education nationale. Après six ans, il décide de retourner en région parisienne.

Pendant toutes ces années, il assure également un travail complémentaire à l'extérieur comme directeur de collection chez Hatier, éditeur spécialisé dans les livres scolaires. Il aidera même à la mise en place d'une école interne, pour les enfants des salariés de la maison d'édition.

Ces gosses qui échappent au système

A Paris, avec Lara Laurens — rencontrée dans un séminaire de développement personnel —, il met en place un projet de lycée pour les enfants qui ont résisté au "rouleau compresseur" de l'Education nationale. Le projet est d'accompagner les adolescents à réussir une certaine scolarité dans un cadre de détente et de confiance, de les aider à s'orienter vers un projet de vie heureux. Faire en sorte qu'apprendre ait un sens et débouche sur une certaine sagesse (en grec, sophia signifie "sagesse").

Lara et Philippe trouvent des locaux à Verrières-le-Buisson (Essonne) et se découvrent, par hasard, pratiquement en face d'une école Steiner[1]. Ils commencent avec une trentaine d'élèves, de la seconde à la terminale. Ils essaient d'appliquer les

1. Ecole Steiner, 62, rue de Paris, 91370 Verrières-le-Buisson, tél. : 01 60 11 38 12
2. Il y a davantage de demandes d'inscription que de places, et la sélection se fait sur entretien.
3. LAP, 393, rue de Vaugirard, 75015 Paris, tél. : 01 42 50 39 46.
4. A la relecture de cet article, Patrick Ackermann estime lui que cela fait partie de leur travail de penser à se renseigner et d'agir en conséquence.

méthodes apprises en développement personnel à des adolescents, mais cela s'avère vite difficile et les parents paniquent… Travailler directement sur l'affectif ne semble pas une méthode acceptable.

Au bout de six mois, ils changent de méthode et choisissent de faire tourner les enseignants pour repérer ceux et celles qui accrochent avec les jeunes, ceux et celles qui arrivent à les motiver. Lorsque la motivation est là, tout le reste suit. Cela les conduit à changer les programmes pour permettre l'ouverture sur d'autres enseignements… comme des cours autour du cinéma, des interventions d'anciens élèves, la création d'un poste spécifique d'animatrice autour des relations humaines, des stages en entreprises différentes…

Au bout d'un an seulement, à la rentrée 1992, ils doivent changer de locaux. Dans l'urgence, ils donnent leurs cours dans l'auberge de jeunesse d'Athis-Mons. Mais si celle-ci accepte l'occupation des lieux pendant l'hiver, elle refuse de poursuivre avec le retour du beau temps et l'arrivée des voyageurs. En février 1993, nouveau déménagement, cette fois vers une péniche aménagée, sur un quai d'Athis-Mons.

En cherchant des locaux mieux adaptés, ils dénichent un ancien entrepôt devenu salle de cinéma puis salle de gym, juste en face de la station RER d'Ablon-sur-Seine. La situation est idéale pour les enfants venant de Paris ou de l'Essonne. La première rentrée s'y fait à l'automne 1993 et depuis, ils y sont toujours. Progressivement les effectifs ont augmenté. Après quelques demandes, des classes de collège ont été ouvertes et aujourd'hui, il y environ 80 élèves : 7 en 6e-5e, 12 en 4e-3e, 20 en 2de et 60 en 1re-terminale, répartis en quatre sections : préparation aux bac L (littéraire), ES (économique et social), S (scientifique) et STG (gestion)[2].

La pédagogie côté direction

Philippe Ackermann pose comme base de la pédagogie du lycée que "l'enfant doit être actif et ne doit pas s'ennuyer", qu'il ne faut pas de profs frileux — ce qui suppose un renouvellement régulier pour éviter la lassitude —, que l'enseignement ne se cantonne pas aux seules matières du bac, mais qu'il y ait une ouverture dans différents domaines pour améliorer la culture générale. Cela passe, entre autres, par des vacations avec des étudiants qui, de par leur âge proche de celui des élèves, leur parlent un langage qu'ils comprennent. C'est particulièrement vrai dans le domaine des nouvelles technologies.

Il n'y a pas de profs qui enseignent seulement au lycée Sophia : tous sont en poste dans l'Education nationale ou dans l'éducation privé. Il ne faut pas qu'ils se "surinvestissent" ni qu'ils perdent conscience de la norme et font donc seulement quelques heures ici.

Pour les 1res et terminales, dans certaines matières comme les maths, deux enseignants agissent de pair, avec deux approches pédagogiques ; les enfants assistent au cours de leur choix. On donne des cours de philosophie dès la seconde, cette matière étant jugée importante pour que l'enfant aille vers une plus grande liberté de pensée. Le but ici n'est pas que l'enfant rentre dans le moule, mais qu'il acquière de l'autonomie pour faire librement ses choix de vie en fonction de ce qu'il aime.

L'école est hors contrat, c'est un parti pris pour préserver une entière liberté pédagogique. L'inconvénient, c'est que les parents paient l'ensemble des coûts. Le loyer modeste des bâtiments (par rapport à Paris), le recours à des étudiants et à des contrats aidés, toute cela permet de diminuer un peu les frais d'inscription, mais cela coûte quand même entre 200 et 300 € par mois, le tarif étant déterminé en fonction de la situation financière des parents.

La pédagogie côté élèves

Lors de notre visite, Philippe Ackermann nous a proposé de rencontrer des élèves. Il en a fait l'annonce dans une classe de terminale et trois jeunes filles et un jeune garçon sont venus discuter avec nous librement, sans la présence d'autres adultes. Leur parcours est différent : deux des filles avaient toujours été inscrites dans des écoles différentes. Or, après le collège, en région parisienne, il y a très peu de possibilités d'y rester jusqu'au bac : le lycée


D.R.

▲▼ *Le cinéma est utilisé comme outil pédagogique*


D.R.


Marie Clem's

▲ *Philippe Ackerman, le directeur*

Festival Résistances de femmes

À Arcueil, depuis 2003, chaque année, plein de documentaires féministes et de débats. Prochaine édition les 25 et 26 septembre 2010 à l'espace Jean-Vilar.

■ **Festival Résistances de femmes,** 62, rue de Reuilly, 75012 Paris, http://resistances-defemmes.wordpress.com.

Et également

■ **Solidarité femmes,** 4, rue Charles-Baudelaire, 91000 Evry, tél. : 01 60 78 45 66.

■ **Angel 91, Association nouvelle gays et lesbiennes de l'Essonne,** 30, allée Albert-Thomas, 91300 Massy, tél. : 06 75 34 15 77.

■ **Paroles de femmes,** 10, avenue du Noyer-Lambert, 91300 Massy, tél. : 01 60 11 97 97.

■ **Mouvement du Nid,** 10, allée Guy-Boniface, 91330 Yerres, tél. : 01 60 46 61 67. *Aide aux prostituées.*

■ **MFPF, Mouvement français pour le planning familial,** maison des associations, 1, rue du Minotaure, 91350 Grigny, tél. : 01 69 45 06 09.

■ **Femmes solidaires,** BP 30064, 91703 Sainte-Geneviève-des-Bois-cedex, tél. : 01 69 25 11 85.

■ **Femmes solidaires de Vitry,** 48, rue Germain-de-Fresnes, Appartement 502 escalier 5, 94400 Vitry

■ **Mouvement du Nid,** BP 85, 94401 Vitry cedex.

■ **Femmes solidaires,** 23, avenue des Olympiades, 94120 Fontenay-sous-bois, tél. : 01 48 77 21 16.

■ **MFPF, Centre de planification,** 52, rue Carnot, 94700 Maisons-Alfort, tél. : 01 43 76 65 87.

D.R.

Education

■ **Université interâge du Val-de-Marne,** 6, place de l'Abbaye, 94002 Créteil cedex, tél. : 01 45 13 24 45. *Conférences gratuites sur une multitude de sujets.*

■ **Ecole Les Ribambelles,** 18, rue de la Paix, 91230 Montgeron, tél. : 01 69 40 74 01. *Ecole primaire Montessori.*

■ **Ecole Steiner,** 62, rue de Paris-Amblainvilliers, 91370 Verrières-le-Buisson, tél. : 01 60 11 38 12. *Ecole du jardin d'enfant au lycée.*

■ **La Montessorine,** 23, rue du Verger, 91800 Brunoy, tél. : 01 60 46 24 84.

■ **Ecole bilingue Montessori,** 2, place des Canadiens, 94340 Joinville-le-Pont, tél. : 01 48 89 52 12.

■ **CLME, Centre de loisirs maternels et primaire,** 19, boulevard de Stalingrad, 94500 Champigny-sur-Marne, tél. : 01 48 81 96 70, www.clme94.org. *Le centre développe des actions avec les enfants sur l'écologie et l'auto-construction : potager biologique démarré en 2006, construction d'un four à pain terre/paille en 2009...*



D.R.



D.R.

autogéré de Paris[3], qui ressort de l'Education nationale, et le lycée Sophia. La troisième avait fait le choix d'apprendre l'italien en deuxième langue, mais cela n'était pas assuré à proximité de chez elle. Elle s'était donc inscrite dans un lycée à 1 h 30 de transport. Après avoir accumulé fatigue et retards, elle avait complètement décroché. Le lycée Sophia lui a permis de retrouver une certaine souplesse. Le jeune homme, lui, a connu des problèmes de scolarité au collège. Ne pouvant plus continuer dans l'Education nationale, il a fait 2de et 1re dans un lycée privé hors contrat, avant de découvrir Sophia, qui est l'un des moins chers dans ce domaine.

Tous les quatre reconnaissent que leur lycée est une aubaine pour eux… mais ils ressentent un manque d'encadrement. En février, à quelques mois du bac, ils étaient très inquiets en comparant ce qu'ils vivaient au lycée Sophia avec ce que faisaient leurs copains, dans des lycées classiques. Par exemple, ils n'avaient reçu aucune information sur la poursuite des études après le bac, alors que leurs amis leur disaient qu'ils postulaient à des concours dès ce moment-là. De même, ils constataient que, dans plusieurs matières, ils avaient très peu travaillé par rapport à ce qu'ils découvraient dans des annales du bac[4].

Ils faisaient une sérieuse critique de l'autonomie mise en avant dans l'établissement. Au nom de cette autonomie, ils ont peu d'heures de cours et on leur demande de faire beaucoup de travail personnel, mais sans leur donner de devoirs précis. Comme nous l'a dit le jeune garçon : "mes parents ne comprendraient pas que je reste à la maison. Alors je sors… mais pour aller où ?". Il manque des salles de travail au lycée. Et comme ici il n'y a pas de discipline, que tout le monde se connaît, que c'est effectivement sympa, à l'arrivée, on a du mal à gérer cette liberté et on oublie de préparer le bac ! Les élèves en arrivent à demander un enseignement plus cadré ! Ils parlent du directeur comme d'un copain : "Philippe nous dit qu'on doit apprendre à se connaître soi-même. J'adore certaines actions, je n'oublierai jamais Sophia". Ici, trop de liberté est perçu comme déstabilisant. Paradoxe ou méthode pédagogique ?

M. B. ■

Coopérations Natures Sociétés

Une ferme du Plessis-Pâté accueille l'une des plus anciennes associations écologistes de l'Essonne. Une histoire mouvementée...

DANS L'EFFERVESCENCE QUI SUIT MAI 1968, ROLAND LYMPIUS LANCE LE 1ER OCTOBRE 1971, à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), un "mouvement libre" et publie la revue *Courrier d'utopie*. Il s'agit alors de contester la société de consommation. Le tirage de la revue, d'une périodicité aléatoire, est important : jusqu'à 30 000 exemplaires.

Les animateurs veulent passer à la pratique. En mars 1976, une ancienne ferme est en vente sur la commune voisine du Plessis-Pâté. Ils décident de l'acheter pour y concrétiser une coopérative de produits bio, mais également pour offrir des locaux à différentes initiatives alternatives. Le groupe, jusque-là informel, forme une association. Une dizaine de personnes prêtent de l'argent, ce qui permet, deux mois plus tard, d'acheter la ferme. Celle-ci, sur une parcelle de 1400 m², comprend côté rue, un bâtiment avec deux étages au rez-de-chaussée, dans lequel s'installe la coopérative bio, des dépendances côté sud où seront aménagées des salles d'activités et, de l'autre côté de la cour, un immense hangar qui servira au stockage de matériels divers. La revue change plusieurs fois de nom : Le *Petit Utopiste appliqué, Le Courrier d'utopie* et enfin *L'Eco de Coop-nature.*

Trop de consommateurs, pas assez de militants

Au cours des années 1980, l'association connaît un recul des activités militantes ; seule la coopérative poursuit son développement. En novembre 1988, Roland Lympius écrit dans la revue : "En venant à Coop-Nature comme si vous alliez au magasin, vous n'avez sûrement pas mesuré votre méprise (…) Nous nous sommes un peu embourgeoisés dans cette activité (…). Considérons notre épicerie non pas comme une fin en soi mais comme un moyen de mieux se connaître afin de pouvoir prochainement engager des actions susceptibles d'améliorer l'héritage que nous laisserons à nos enfants".

La coopérative ayant une activité commerciale de plus en plus importante, ses membres tentent, en 1994, de dédoubler la structure : d'un côté, l'association propriétaire de la ferme, et d'autre part, la coopérative *CoopNat,* locataire d'une partie des locaux. Cela n'inversera pas la tendance à une passivité de plus en plus grande des adhérents.


D.R.

Stand tenu par Fatiha Belghari

En 1996, le fondateur Roland Lympius est mis hors-jeu. En 2002, il tombe malade et meurt. La coopérative bio a cessé ses activités un peu avant. Marie-Henriette Dupré, une des plus anciennes militantes de l'association, aussi trésorière du Mouvement de la paix, devient, en 2003, la nouvelle présidente d'une structure qui s'effiloche au fil des années.

Les conflits de personnes n'ont cessé de se succéder et la location de salles pour des réunions d'un mouvement spirituel va même donner à l'association une image locale de secte.

La "belle endormie"

En 2005, Marie-Henriette Dupré, son mari Jacques, la secrétaire Fatiha Belghari, s'inquiètent du mauvais fonctionnement de l'association. La ferme est utilisée de manière informelle par de nombreux anciens adhérents : un apiculteur y réalise son activité ; plusieurs administrateurs occupent (à bon marché) des logements… Alors que les bâtiments se dégradent lentement, les rentrées financières ne suffisent plus à couvrir les frais et le choix s'impose alors : vendre la ferme ou lancer un appel pour promouvoir de nouvelles activités.

Marie-Henriette Dupré a entendu parler du *Réseau Mémoire de l'environnement (RME).* Ce réseau est né pour récupérer des documents abandonnés par les institutions (qui jettent régulièrement leurs archives) et les éditeurs (livres partant au pilon), ainsi que des fonds d'archives de militants écologistes ou d'associations manquant de place[1]. Ce réseau cherche alors des locaux de stockages intermédiaires pour classer la documentation reçue, puis la proposer à des bibliothèques,

■ **CNS, Coopérations Natures Sociétés,** 26, route de Liers, 91220 Le Plessis-Pâté (rlympius@free.fr).

1. RME, Maison des associations, boîte 2, 15, passage Ramey, 75018 Paris, www.planetecologie.org/Memoire-environnement
2. Il a publié en 1986 ***L'Avenir de la société alternative,*** éd. L'Harmattan, où il compare le mouvement écologiste alternatif d'aujourd'hui au mouvement du socialisme utopique des années 1870 à 1914. Les similitudes dans la traduction pratique d'un idéal politique sont parfois stupéfiantes.
3. Voir article sur Terres Fertiles page 10. CNS participe a la société civile créée par la SCI Terres Fertiles.

Enregistrement d'une émission dans la cour de la ferme



D.R.

■ **Ciné 220,** 3, rue Anatole-France, 91220 Brétigny-sur-Orge, *cinéma passant de nombreux films engagés avec débat en lien avec différentes associations.*

■ **Ademub, Association pour la défense de l'environnement et la maîtrise de l'urbanisation à Brétigny-sur-Orge,** c/o Hubert Anquetin, 30, rue de l'Orge, 91220 Brétigny

■ **Front associatif base aérienne de Brétigny,** 14, rue de la Terrasse, 91360 Epinay-sur-Orge, tél. : 01 69 09 02 99, *collectif d'associations demandant, après la fermeture de la base aérienne 217, de préserver les 750 ha en zone naturelle et zone agricole.*

Solidarités locales

■ **Fédération nationale des réseaux d'échanges réciproques de savoirs,** 3, cours Blaise-Pascal, 91000 Evry, tél. : 01 60 79 10 11, www.mirers.org. *Voir article dans n°378, avril 2010.*

■ **Alve 91, Association des lieux de vie essoniens,** 57, avenue Charles-de-Gaulle, 91220 Brétigny-sur-Orge, tél. : 01 60 85 04 00. *Promotion des lieux de vie du département, lieux accueillant des personnes en difficulté psychique.*

■ **PPIVO,** Pierre Bernardinis, 4, avenue de Provence, 91220 Brétigny-sur-Orge, tél. : 01 60 84 40 33. *Association de promotion d'un potager d'insertion dans le val d'Orge.*

■ **Association de soutien aux étrangers du Val-de-Marne,** Maison des syndicats, 11/13, rue des Archives, 94000 Créteil, tél. : 01 43 99 15 15.

centres de recherche, associations, selon les spécialités de chacun. Il est animé par Dominique Allan-Michaud, chercheur dans une unité mixte CNRS-ENS, qui a beaucoup travaillé sur la pensée écologiste et sur les tentatives de la traduire de manière positive dans des initiatives alternatives[2].

Les administrateurs du RME acceptent la proposition de la présidente et sa demande d'aide pour faire revivre ce que certains appellent "la belle endormie". Une convention est passée entre les deux structures, adoptée à l'unanimité de l'assemblée générale 2005. Dominique Allan-Michaud représente alors le RME au conseil d'administration.

Il propose alors de lancer un appel dans deux directions : au niveau local pour accueillir des associations en manque de locaux et, plus largement, pour avoir des relais plus loin. Pour plus de visibilité dans le débat sur les questions d'environnement, il met en place des projections-débats régulières, en relation avec Ciné220 salle municipale de Brétigny-sur-Orge, du réseau CinEssonne. Entre 40 et 150 personnes assistent à ces soirées.

Au niveau local, les retombées sont faibles : souvent, ceux qui aimeraient profiter des lieux n'ont pas d'argent pour payer un loyer (pourtant modeste). A l'inverse, cela répond rapidement du côté d'associations régionales, nationales voire internationales ; elles ont souvent plus de moyens, et sont attirées par l'idée d'interactions entre les associations dans ces locaux. Une quinzaine se manifestent.

Un réveil difficile

La tentative (réussie) de sauvetage financier et l'arrivée de ces nouvelles associations dans les lieux et dans le conseil d'administration provoque un conflit avec les "anciens". La mort de Marie-Henriette Dupré n'arrange pas les choses. Le ton monte. Le 7 avril 2009, c'est en présence d'un huissier que se tient une assemblée générale extraordinaire modifiant les statuts pour en faire la structure actuelle : un collectif d'associations que financent des locations et qui intervient dans le débat public, apporte des informations, suscite des interactions.

Proche de Saclay, l'association suit, avec d'autres, les projets de développement d'un pôle scientifique qui doit empiéter largement sur des terres agricoles[3]. Elle participe au débat sur la reconversion d'une base aérienne militaire dont une partie est dans la commune du Plessis-Bâté. Elle travaille à la mise en place d'une bibliothèque de la biodiversité pour laquelle le RME a entrepris de rechercher des fonds.

Le rééquilibrage financier a permis de programmer des travaux d'entretien et plusieurs salles sont maintenant disponibles pour la location. Reste que la visibilité locale de l'association est encore à construire… les élus locaux ayant des projets plus ambitieux : le Val Vert, un centre de 70 hectares et 2500 emplois consacrés aux nouveaux emplois verts avec démonstration des énergies renouvelables, commerces divers et écoquartiers, projet annoncé en 2009 pour 2013. Le projet de micro-centrale solaire sur le toit de l'immense hangar présent dans les lieux pèse peu à côté !

En octobre 2011, ce réseau fêtera donc son 40e anniversaire et la ferme ses 35 ans. Avec une nouvelle dynamique globale, mais aussi locale ?

M. B. ■

Un collectif de 15 associations :

■ **ALMEES-Tradition et mutation,** organisation de spectacles chorégraphiques, approche des questions de santé environnementale par la danse
■ **ASTERA,** sensibilisation à l'environnement
■ **Collectif Essais nucléaires Stop** (regroupant une vingtaine d'associations)
■ **Eco-Système-D,** promotion d'une écologie citoyenne, scientifique et politique
■ **FELIPE,** Festival du livre et de la presse d'écologie, organisé à Paris
■ **Graine de jardins,** promotion et aide à la réalisation de jardins partagés en Ile-de-France
■ **L'Art-crise,** promotion de l'art imaginaire, du land-art, etc.
■ **Les Ateliers du Tayrac,** association de l'Aveyron, éditrice de livres écolo-culturels
■ **Mali-Bozo & Cie,** promotion des traditions du peuple Bozo à travers son art.
■ **Monu-Iré,** aide au développement en Afrique, échanges interculturels
■ **Sous la Lune,** organisation de voyages et séjours éducatifs à vocation scientifique pour le développement durable
■ **Pour Darwin,** recherches et valorisation de travaux sur la biologie évolutive et l'écologie
■ **Réseau Mémoire de l'environnement** (RME)
■ **SOS Casamance,** développement de projets humanitaires et sociaux
■ **Vivre ensemble Maroc Tanger,** échanges et entraide dans une perspective interculturelle


Marie Clem's

L'Ilot vert

Dominique en cuisine

Dominique, musicienne, rêvait d'un lieu où l'on soit bien accueilli et où se mélangent les effluves de la nourriture, les débats culturels et les notes de musique. Un pari en voie d'être gagné.

C'est le coup de feu lorsque nous arrivons vers 12 h 30 pour commencer par la base de ce qu'offre un restaurant : manger. Nous dégustons, pour un prix extrêmement correct, une salade composée et un plat du jour végétarien et bio, succulent et copieux. La salle du restaurant, qui s'ouvre par une grande vitrine sur l'une des rues principales de Limours, est agréablement décorée : sur les murs blancs sont exposées les peintures d'une artiste amie. On compte une quinzaine de clients ce jour-là, dont des géomètres d'un chantier voisin. Dominique, l'animatrice des lieux, nous dira qu'ils viennent manger tous les midis depuis des mois, comme d'autres artisans à l'ouvrage dans le coin. Manifestement, manger végétarien n'entame pas leur force de travail ! Une tablée de dames à la retraite assure le niveau sonore. Dominique s'active en cuisine, comme on l'aperçoit par une ouverture entre les deux pièces. Marie-Françoise fait le service. Ce n'est qu'après le départ des derniers mangeurs que nous commençons notre entretien.

Du rêve à la réalité

Dominique mange bio et végétarien depuis une trentaine d'années. Musicienne, chanteuse, interprète, elle avait un travail alimentaire comme formatrice au sein d'une grande entreprise depuis 25 ans. Elle avait envie depuis fort longtemps de créer "le lieu qu'elle aurait aimé fréquenter". Quelque chose entre le salon de thé et la salle culturelle. Mais elle n'osait pas se lancer, du fait du risque financier. Et puis…

Son entreprise, dans le cadre d'un regroupement des services administratifs, choisit de fermer son site de travail au sud de Paris pour tout regrouper dans un immeuble, au nord de la capitale. Au lieu 20 minutes de trajet, Dominique calcule qu'il lui faudra presque 2 heures de RER pour rejoindre son nouveau lieu de travail. Cela lui semble impossible.

Elle a alors 54 ans et, heureusement, son employeur lui propose un congé pour création d'entreprise, avec jusqu'à 5 mois de salaire pris en charge, ainsi que le financement du suivi de lancement de l'activité par un cabinet de consultants. Ce congé est d'un an, renouvelable trois fois, ce qui permet de revenir dans l'entreprise si l'initiative échoue.

Dominique y voit l'occasion de concrétiser son rêve.

Originaire de Limours, où elle habite, elle en connaît bien les élus (le maire est musicien, comme elle), les commerçants, les associations. Même si la commune est petite pour y démarrer une activité bio, elle est au centre d'un groupe de villages, dont elle attire la population les jours de marché. Dominique bénéficie d'un prêt d'honneur de la part de Sud-Essonnes-Gâtinais[1], un collectif d'associations d'aide à la création d'entreprise, et obtient un prêt bancaire classique. Le collectif d'associations l'a aidée à mettre en place la structure administrative.

Bio et presque végétarien

Elle repère un local bien situé : un ancien salon de coiffure à l'abandon depuis de nombreuses

■ **L'Ilot Vert,** 2, rue Maurice-Béné, 91470 Limours-en-Hurepoix, tél. : 06 82 25 11 71, http://ilotvert.fr.

Les Mêmes

Collectif né en 1995 à Ivry-sur-Seine pour animer un lieu dans l'hôpital Charles-Foix. En échange de l'occupation de l'ancienne blanchisserie, font des spectacles pour les patients. Convention menacée aujourd'hui. Regroupe KMK (plasticiens-scénographes), Laps (plate-forme de création et de production artistique), A tout bout de sons (musique), Ensbatucada (percussion brésilienne), Musica donf' (sonorisation)…

■ **Les Mêmes,** La blanchisserie, 7, avenue de la République, 94200 Ivry-sur-Seine, tél. : 01 46 70 97 88, http://lesmemes.free.fr.

1. Sud-Essonnes Gâtinais, Pôle Economie Solidaire, avenue du 8-Mai-1945, chemin du Larris, 91150 Etampes, tél. : 01 60 80 25 68

Ne pas plier

L'association Ne pas plier a vu le jour en 1988 pour montrer que les images ne servent pas seulement à infantiliser et dépolitiser comme le voudrait la publicité. Elle diffuse des autocollants, des livres, des affiches qui interpellent et proposent une dynamique au profit des luttes. Son slogan le plus connu : "Rêve générale".

■ **Collectif Ne pas plier,** 76, avenue Georges-Gosnat, 94200 Ivry-sur-Seine, tél. : 01 45 21 00 26.

Et également

■ **Université du temps libre,** Daniel Ouillet, 2, rue du Facteur-Cheval, 91025 Evry cedex, tél. : 01 69 47 78 25, www.utl-essonne.org.

■ **Espéranto Ile-de-France,** chez Albert Sanson, 17, rue des Acacias, 91220 Brétigny-sur-Orge, tél. : 01 60 84 34 91, http://francilio.org.

■ **Espéranto 91,** Jean-Pierre Travers, 44 bis, rue Moulin-Senlis, 91230 Montgeron.

■ **Luz in art,** Jean-Michel Gassend, chemin de Vaux, 91580 Auvers-Saint-Georges, tél. : 01 60 80 36 60 ou 06 83 59 21 80.

■ **Forum Léo-Ferré,** 11, rue Barbès, 94200 Ivry, (M° Porte d'Ivry), www.forumleoferre.com. *Salle associative née en 2001.*

■ **Rap, Résistance à l'agression publicitaire,** Thomas Guéret, 43, rue Jean-Moulin, 94300 Vincennes, www.antipub.org.



Marie Clem's


Marie Clem's

années. Après des quelques discussions avec les propriétaires pour obtenir un bail, elle peut rénover le lieu à son goût et ouvre *L'Ilot vert*. Un lieu ouvert où elle pourra accueillir des écolos, des artistes, des habitants de Limours et des communes voisines…

Elle ouvre en septembre 2008. Le côté bio est mis en avant, le côté végétarisme était moins revendiqué au début, plus aujourd'hui (il y a quand même du poisson à la carte).

Pour l'approvisionnement, elle commence par la plate-forme bio du marché de gros de Rungis. Puis elle passe un accord avec la Biocoop de Gometz-le-Châtel[2] qui lui accorde une réduction. La boutique Bio Caron d'Anthony[3] l'aide aussi à ses débuts. Elle est entrée en contact avec François Munsch, à Fontenay-les-Briis[4], qui s'est lancé dans le légume de plein champ avec traction animale. Celui-ci n'est pour le moment qu'en reconversion bio[5], mais il est devenu un fournisseur de produits frais bio et locaux.

Pour que le prix des menus reste raisonnable malgré des prix d'achat en bio plus élevés, Dominique joue sur la variété des plats, combinant astucieusement des produits aux prix élevés avec des produits de base. A l'arrivée, elle affiche des menus d'un coût comparable à celui d'un restaurant classique… alors qu'ils sont bien meilleurs et pour le goût et pour la santé.

Tartines bio et tâtonnements

Elle essaie différents fonctionnements, diverses animations. Le brunch le dimanche matin, une fois passé l'effet nouveauté, ne prend pas. Le salon de thé l'après-midi, pourtant plébiscité lors d'une étude de marché, reste peu fréquenté. Le dimanche, jour de marché, elle propose des repas "sur le pouce" qui ne fonctionnent guère mieux.

Progressivement, elle découvre que l'activité de restauration marche correctement le midi, ainsi que les vendredis et samedis soirs. Toute animation permet de remplir rapidement la salle.

Elle ne peut assurer seule l'activité. Les quatre premiers mois, deux amies l'aident bénévolement ; elles ont ensuite continué en étant rémunérées pour se relayer au service.

Maintenant, le restaurant fonctionne tous les midis sauf le lundi, et le vendredi soir sur réservation. Un samedi soir par mois, il y a une soirée musicale avec un à trois musiciens (jazz, musique traditionnelle, chanson française, pop-folk…). La tradition est maintenant établie : Dominique chante à chaque fois deux ou trois morceaux avec chaque groupe. Un jeudi soir a accueilli un café-écolo avec le groupe local de Greenpeace[6]. Des après-midi salon de thé sont organisés : lecture avec Sarah Clément, la libraire voisine[7], avec invitations d'auteurs locaux ("les mots migrateurs", "l'écologie pour les nuls"), café-mémoire tous les quinze jours pour les personnes touchées par la maladie d'Alzheimer (malades ou aidant) avec France-Alzheimer Essonne[8].

Des finances fragiles

Le premier prêt, celui des associations, est établie pour trois ans. Dominique estime que la situation sera viable lorsque ce remboursement sera terminé,. Mais cela suppose de tenir jusqu'en septembre 2011. Le prêt de la banque court jusqu'en 2014. Après, elle devrait avoir de quoi investir.

Pour tenir jusqu'à la fin du premier prêt, Dominique, qui aujourd'hui ne se salarie pas, a pu négocier avec son ancienne entreprise un poste à temps partiel, sur deux jours pendant trois mois. Ses deux amies devront être en salle et en cuisine ces deux jours-là. Financièrement, à court terme, cela lui permet d'avoir un salaire… et cela devrait, dans deux ans, lui permettre de bénéficier d'une pré-retraite.

Même si le chemin a connu quelques détours, à l'arrivée, le rêve de Dominique est en train de se réaliser : son îlot est un lieu d'échange, de convivialité où la culture s'exprime largement, un lieu agréable où l'on mange bien et bio… dans une petite ville à découvrir[9].

M. B. ■

2. Biocoop, ZA du Haut des Vignes, 7, rue du Morillon, 91940 Gometz-le-Châtel, tél. : 01 60 19 63 75
3. Bio Caron, rue Augustin-Fresnel, ZI des Glaises, 92160 Anthony, tél. : 01 57 19 07 11.
4. Tél. : 06 87 82 79 43
5. Il faut trois ans de pratiques bio avant d'avoir le droit de vendre sous l'appellation bio.
6. Greenpeace, groupe local de la vallée de Chevreuse, 6, rue du Héron, 91470 Limours, tél. : 01 64 91 11 96 ou 06 62 24 87 54
7. Librairie Interlignes, 1 bis, rue du Couvent, 91470 Limours-en-Hurepoix, tél. : 01 64 91 00 67
8. www.alzheimeressonne.org.
9. A mi-chemin entre Paris et Chartres.

Toujours une grande fragilité...

Résultat d'exploitation 2009 simplifié (en milliers d'euros)

Charges	**2008**	**2009**	**Produits**	**2008**	**2009**
Imprimerie	58	53	Revues vendues	190	209
Frais reproduction divers	1	2			
Expédition	7	1			
Routage	25	29	Variations stocks	-24	-5
Maquettiste	4	10			
Achats & charges externes	17	22			
Salaires & charges sociales	86	70	Aide emploi	1	3
Amortissements	3	3			
Stocks	5	2	Reprise stocks	18	5
Droits d'auteurs/Taxe appr.	2	2	Soutiens et dons	41	12
Charges financières	0	0	Produits financiers	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	0			
Excédent	**+18**	**+30**			
Total charges	**226**	**224**	**Total produits**	**226**	**224**

Bilan d'exploitation au 31 décembre 2009 (en milliers d'euros)

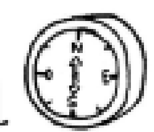
Actifs	**2008**	**2009**	**Passif**	**2008**	**2009**
Investissements	2	2	Fonds associatif	17	35
Stocks	6	4	Excédent	18	30
Titres participation	29	26	Total fonds propres	35	65
Clients	18	2			
Divers à recevoir	8	7	Fournisseurs	14	4
			Produits avancés	61	63
Trésorerie	54	104	Frais dû au personnel	4	14
Charges avancées	0	5	Divers dettes	3	4
Total actif	**117**	**150**	**Total passif**	**117**	**150**

Après une perte de 43 608 € en 2008, nous avions lancé un appel à mobilisation auprès du lectorat. Cela a permis de collecter près de 100 000 €, sous forme de dons et d'abonnements offerts en 2008 et 2009. Ceci nous permet pour la deuxième année d'être bénéficiaire (de 30 016 €) et d'avoir reconstitué une trésorerie satisfaisante (le total fonds propre est de 64 815 €).
Si l'on fait abstraction de ces aides, la situation est moins reluisante… et l'année 2010 poursuit la tendance : les abonnements-cadeaux ne se prolongent que rarement et depuis la mi-2009, nous avons une érosion lente et régulière du nombre d'abonnements (sur 1000 nouveaux abonnés, nous n'en avons conservés que 300). En cet été 2010, nous commençons à voir la trésorerie baisser ce qui signifie que les ventes sont de nouveau passées en-dessous du seuil de rentabilité.
Les mesures prises pendant l'été 2008 (reprise par les bénévoles de l'expédition, diminution du tirage au plus juste, diminution du nombre de pages, meilleure gestion des ventes…) nous a permis d'abaisser ce seuil de rentabilité, mais l'équilibre ne semble pas atteint.
Si nous continuons dans cette perspective, l'année 2010 devrait tout juste s'équilibrer au premier semestre, avec des pertes au second semestre… et nous serions de nouveau en difficulté en 2011.
Pour remédier à cela, il nous faut amplifier notre visibilité (nous pourrions être plus vendus si nous étions plus connus), ce qui suppose une équipe bénévole plus élargie sur ces questions-là : si nous avons un réseau de personnes très impliquées dans la rédaction, un tel réseau semble plus difficile à pérenniser pour la promotion de la revue.

Sarkozy sort enfin de la Françafrique !

C'est le journal gratuit *Cétro*, distribué à Nice en plein sommet des chefs d'Etat français et africains le 31 mai 2010, qui a annoncé la nouvelle : le président français Nicolas Sarkozy a créé la surprise en annonçant vouloir "en finir avec 50 ans de Françafrique" et faire de l'année 2010 "la véritable année de la décolonisation". Voici les axes de son plan : encadrer les pratiques sociales, écologiques et fiscales des entreprises françaises en Afrique, refondre l'aide au développement vers la transparence et les biens publics, suspendre les relations diplomatiques avec les régimes ne procédant pas d'élections démocratiques et auteurs de violations des droits humains, fermer les bases militaires et instaurer un véritable contrôle parlementaire sur les opérations extérieures de la France. Selon Cétro, "Furieux, les dictateurs Sassou Nguesso, Bongo et Déby quittent le Sommet de Nice". Le journal annonce aussi que "l'action de Total et celle d'Areva perdent 10 points à la bourse de Paris", que "l'armée française quitte l'Afrique, 10 000 soldats réclament leur prime", et qu'"en Afrique, la rue fête cette nouvelle décolonisation". Malheureusement, *Cétro* est un faux journal diffusé par l'association *Survie* et ces réformes n'ont jamais existé. Pas plus que la colonisation d'ailleurs, vous n'étiez pas au courant ? *Survie, 210 rue Saint-Martin, 75003 Paris, tél. : 01 44 61 03 25, et pour voir le faux numéro : http://www.afrique2010.fr/agir/article/numero-special-du-journal-cetro.*

nord/sud



Rwanda

Secret défense

Lors de la première visite au Rwanda d'un président français depuis le génocide de 1994, en février 2010, Nicolas Sarkozy évoquait des "erreurs d'appréciation" ainsi que des "erreurs politiques" au sujet de la politique de la France de l'époque. Un collectif d'associations (CCFD, Secours catholique, Survie, SOS racisme, Mrap, Terre des hommes, Mouvement de la paix...) et de personnalités lance un appel pour faire la lumière sur le sujet, estimant que la responsabilité de la France va bien au-delà de simples "erreurs". Pour faire toute la lumière sur le rôle des autorités politiques et militaires françaises dans le génocide, par des conseils militaires, la fourniture d'armes, etc., ce collectif demande notamment l'ouverture des archives et la levée du secret défense sur tout ce qui se rapporte à l'action de la France au Rwanda depuis 1975. *Survie, 210, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Tél. : 01 44 61 03 25.*

Bordeaux

Rues des négriers

Au moins 25 rues de Bordeaux portent des noms de négriers. Or la loi du 10 mai 2001 dite loi Taubira qualifie la traite des Noirs et l'esclavage de "crimes contre l'humanité". Pour protester contre le maintien de ces noms donnés à des rues, un collectif s'est mis en place demandant que les rues changent de nom… La même démarche a été engagée à Nantes, La Rochelle ou Le Havre. A Bordeaux, avec le soutien des Désobéissants, les plaques des rues en question ont été recouvertes lors d'une première action le 7 avril 2010.





Bio et radioactif ?

La question a déjà été débattue après l'accident de Tchernobyl de 1986. A l'époque, le nuage radioactif a été suivi tout autour de l'hémisphère nord... pendant plus d'une rotation complète de la planète. En France, la radioactivité s'est infiltrée durablement dans les sols et certaines régions (principalement dans l'Est des Alpes) présentent encore aujourd'hui une contamination au-dessus des normes autorisées.
L'utilisation d'uranium appauvri dans les obus lors des conflits au Kosovo, en Irak, en Afghanistan et récemment à Gaza, provoque l'émission d'un gaz radioactif très volatil contenant de l'uranium 238 dont la durée de vie est en milliards d'années. Dans ces conditions, certains s'inquiètent du niveau de contamination des aliments bio... et particulièrement de ce qui vient des zones de conflits : nous trouvons dans les magasins d'ici de nombreux produits bio israéliens (avocats par exemple).
Les labels bio n'ont pour le moment prévu aucun seuil de contamination... Il serait peut-être temps d'y penser.

Petite victoire pour la liberté de vaccination

Au printemps 2010, la Direction des services vétérinaires imposait à 6 éleveurs de l'Ain une limitation de mouvements, avec interdiction de vendre librement les animaux, suite au refus de vacciner leur troupeau contre la fièvre catharale ovine (FCO). La FCO est une maladie peu pathogène pour les animaux et sans risques pour les humains. C'est pourquoi ces éleveurs avaient choisi des moyens thérapeutiques alternatifs favorisant l'immunité naturelle des animaux. Les éleveurs ont attaqué l'autorité sanitaire en référé pour sanction illégale. Le 4 mai 2010, ils passaient devant le tribunal administratif de Lyon. Le tribunal a condamné l'Etat à verser 200 € à chacun, et a déclaré urgent de lever la sanction. Une petite victoire pour la liberté vaccinale et contre la toute-puissance du lobby pharmaceutique.
Collectif FCO 01, Pour le libre choix de prophylaxie, chez Jean-Philippe Clair, La Tour, 01320 Chalamont.



Littérature

En 1979, paraît la première édition du livre de Nicolas Georgecu-Roegen *Demain la décroissance.* C'est la première fois que le terme est utilisé. En 1988, *Silence* publie un premier article sur le sujet. En 1995, l'ouvrage est réédité et *S!lence* en publie la préface de Jacques Grinevald. Le livre se diffuse sans vague à ce moment là. Tout change en 2003 quand, après plusieurs pré-publications dans *S!lence*, paraît l'ouvrage collectif *Objectif décroissance* (éd. *S!lence* & Parangon). Le débat passe dans la sphère politique à un moment où les limites de la croissance sont déjà bien perceptibles et où le concept de développement durable est "vertement" critiqué. Depuis, les ouvrages se multiplient : en sept ans, plusieurs dizaines de livres abordant le thème de la décroissance sont publiés en France. L'auteur le plus prolixe est Serge Latouche (cinq livres). Outre *S!lence*, une revue bimestrielle puis mensuelle voit le jour *La Décroissance ;* une revue de réflexion semestrielle *Entropia* publie des débats universitaires à l'initiative de Jean-Claude Besson-Girard, également auteur de *Decrecendo cantabile.* A ceci, il faut ajouter de très nombreux sites internet (comme *decroissance.info*), mais également plus de 20 livres sur le thème de la simplicité volontaire, une démarche plus individuelle, mais qui va dans le même sens. A l'étranger, le concept de décroissance se développe surtout dans les pays francophones (Belgique, Suisse, Québec) ou latins (Espagne, Italie). Si le débat intellectuel est vif (un livre est même écrit par un transfuge de l'extrême-droite), sa transcription politique est encore floue : les *objecteurs de croissance* se divisent sur les stratégies à adopter (parti, mouvement, démarches locales ou plus globales...), certains y voient un complément des réflexions écologiste, altermondialiste, anticapitaliste... les coupures traditionnelles se font jour entre réformisme et radicalisme, entre course pour le pouvoir et contre le pouvoir. Un débat vivifiant.



Pic de pétrole ?

La Deutsche Bank a publié le 5 octobre 2009 un rapport estimant que le pic de production du pétrole serait atteint en 2016. D'ici là, elle prévoit une forte hausse de la demande de gaz, lequel pourrait connaître son pic de production peu après. La banque estime qu'ensuite on va entrer dans l'ère de l'électricité... une spéculation pour le moins gratuite car pour de nombreux usages du pétrole, l'alternative ne sera sans doute pas de passer à l'électricité ou alors avec des rendements extrêmement mauvais (voiture électrique, chauffage électrique).
Le gouvernement britannique a également publié un rapport du Centre britannique de recherche sur l'énergie, le 7 octobre 2009 qui annonce le pic pour 2019 au plus tard.
La compagnie pétrolière Shell avait estimé, elle, en 2008, que ce serait en 2015.
Les statistiques montrent, elles, que pour le moment la production maximum de pétrole a eu lieu en juillet 2008 et que depuis nous nous maintenons sensiblement au même niveau, sans que l'on puisse dire si c'est volontaire ou une limite réelle.

Manger local, bio, végétarien ?

En moyenne un aliment parcourt aux Etats-Unis 6760 km avant d'être mangé. Une étude réalisée aux Etats-Unis par Chritopher Weber et Scott Matthews a comparé ce que provoque le choix de manger moins de viande à celui de manger local. Leur conclusion : "Une alimentation totalement localisée réduit les émissions de gaz à effet de serre, par an, équivalent au parcours d'une voiture pendant 1600 km. Une alimentation végétale un jour par semaine économise l'équivalent de 1860 km par an. Etre végétarien économise l'équivalent de 13 000 km par an". Des données à prendre avec précaution car pour un ménage dont l'alimentation moyenne émet 8,1 tonnes d'équivalent carbone, seulement 1,3 tonne proviendrait des transports. Or pour le reste, c'est-à-dire la production, il faudrait comparer les cultures bio, OGM, chimique, extensives ou non, les possibilités de la traction animale... Si végétarien est plus efficace que local, les deux ensemble, c'est encore mieux !
(source : Food miles and the relative Climate impacts of Food choices in the United States, *Environment Science & technology*, 2008, 42)

La Nef

L'éthique profite de la crise ?

S'agit-il d'une conséquence de la crise de confiance dans les banques traditionnelles liée à la crise générale ? Toujours est-il que la société financière alternative *La Nef* a connu une année 2009 exceptionnelle : elle a collecté 21,5 % d'argent en plus en 2009 contre 15 % l'année précédente, atteignant le cap de 20 millions d'euros pour 25 000 sociétaires (+3000 en un an). Cet argent sert à accorder des prêts à des projets éthiques : 70 % dans le domaine de l'écologie, 23 % dans le domaine du social, 7 % dans le domaine culturel. Si la Nef a constaté une augmentation des difficultés de remboursement chez les emprunteurs (+38 % de créances douteuses), c'est resté relativement bas par rapport à ce qui se passait pendant le même temps dans la finance classique. *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél. : 04 72 69 08 60, www.lanef.com.*

Végétarisme

■ **La Chine consomme de plus en plus de viande !** Il y a cinquante ans, en 1960, la Chine comptait 700 millions d'habitants et chacun consommait 5 kg de viande par an. Aujourd'hui, nous en sommes à 1,4 milliards d'habitants et la consommation de viande atteint 55 kg par habitant (74 kg en France). Globalement, la consommation de viande du pays a donc été multipliée par 22 ! Et ceci malgré des religions hostiles à la consommation de viande.

■ **Amendement rejeté.** Début mai 2010, Yves Cochet, Noël Mamère et François de Rugy, députés Verts, ont proposé un amendement dans le cadre de la loi Grenelle II : "Dans la restauration collective est organisée une journée hebdomadaire végétarienne (sans viande et sans poisson)". L'amendement a été vivement rejeté par la droite.

■ **Veggie Pride.** Cette manifestation pour le droit des animaux à vivre sans être massacrés pour leur viande (60 milliards d'animaux tués chaque année dans le monde) a réuni environ 300 personnes à Lyon le 15 mai 2010. Plus : *www.veggiepride.fr.*

Paris

Respec'table

Respec'table est un restaurant bio qui fonctionne sous forme d'une entreprise d'insertion. Il a été créé par Laurent Bolon, qui travaillait auparavant déjà dans la restauration. La salle de restauration a été rénovée avec des matériaux écologiques. L'acquisition du fonds de commerce a été financée par une aide des Garrigues (fonds de placement solidaire), des Cigales (club d'investissement solidaire) et un prêt de la Nef (société financière alternative). *Respec'table, 5, rue de la Tour-d'Auvergne, 75009 Paris, tél. : 01 42 80 03 44.*

Saône-et-Loire

Passerelle Eco

Alors que la revue *Passerelle Eco* est maintenant réalisée en partie à Nantes, l'éco-lieu de Corcelle continue d'accueillir la gestion de la revue. Différents chantiers participatifs s'y tiennent pendant l'été (deux premières semaines de juillet, deux dernières semaines d'août) pour enrichir le lieu et aussi pour se former aux pratiques alternatives. *Passerelle éco, Corcelle, 71190 La Chapelle-sous-Uchon, tél. : 09 70 46 23 65.*

Alpes-Maritimes

Jardin partagé

Le Pecos, Pôle d'économie solidaire de Nice a mis en place, ce printemps 2010, *Le jardin partagé collectif de Montaleigne.* Il est situé sur la commune de Cagnes-sur-mer, à la jonction des communes de La Gaude et de Saint-Laurent-du-Var dans un paysage de restanques (terrasses) plantées d'oliviers, d'eucalyptus et de bambous. Une vingtaine de planches sont mises à la disposition des utilisateurs, jardiniers amoureux de l'écologie, de la biodiversité, à raison de 30 € par mois. Une planche pédagogique permet l'accueil des enfants (scolaires, institutions d'accueil...). Une planche des curiosités présente des plantes anciennes, oubliées, locales, comme le haricot gris, le melon d'Antibes... Une planche "jardin de collection" a un rôle conservatoire pour des plantes rares, classées... dans le but de créer de la biodiversité. Des aménagements sont prévus à court terme pour l'accueil des personnes handicapées. Une structure mutuelliste est à l'étude, où les moyens, les outils, les compétences, les savoir-faire, les connaissances, les expériences, les projets... seront partagés. *Pecos, 53, rue Clément-Roassal, 06000 Nice, Christophe, tél. : 06 64 30 23 74, ou Fatima, tél. : 04 93 82 51 59.*

Loire-Atlantique

Les amis de Plein Grée

Les amis de Plein Grée vont héberger cet été (28 juillet au 4 août avec une semaine avant pour la préparation), les rencontres des Ami-e-s de *S!lence*. Ce collectif a vu le jour en 2007 pour développer un projet d'autonomie avec une dynamique sociale en harmonie avec la nature. Depuis le démarrage, sur le lieu ont été installé du maraîchage, un four à pain, une éolienne Piggott (dont il a fallu refaire le mat après la tempête du 28 février 2010), une centaine d'arbres ont été plantés, un élevage de chèvres a commencé au printemps 2010. Une fête est déjà prévue pour le week-end du 11 et 12 septembre 2010. *Les Amis de plein Grée » La Grée, 44660 Soulvache, tél : 02 40 28 68 85, http://lagree.cc.*


D.R.


D.R.

Alpes-Maritimes

Ferme autogérée de La Roya

La Ferme autogérée de La Roya, à 1200 m dans le Mercantour, a hébergé pendant très longtemps le collectif Cravirola. Celui-ci pour mener à bien un nouveau projet, a déménagé dans l'Hérault (Le Maquis, Bois-Bas, 34210 Minerve, tél : 04 67 23 94 77) laissant le lieu à un nouveau collectif en 2007. Ce nouveau groupe, le *Collectif Far,* après un démarrage difficile a réussi à reprendre l'élevage d'un troupeau de brebis et la transformation fromagère. Il s'implique dans les réseaux sociaux locaux, assure le fonctionnement d'un camping associatif et accueille des stagiaires. Il cherche à s'élargir pour pouvoir assurer de nouvelles activités. *Collectif Far, quartier Cravirola, 06430 La Brigue, tél. : 04 93 04 70 65, http://collectif-far.org.*

Montreuil

Maison des Babayagas


D.R.

La maison des Babayagas, projet de maison autogérée pour femmes à la retraite (que nous avons présenté dans le numéro 359, spécial Alternatives en Seine-Saint-Denis), devrait voir le jour prochainement. Le permis de construire de ce bâtiment qui sera construit par l'Opac HLM a été déposé le 11 décembre 2009. Il devrait être habitable en 2012. *Maison des Babayagas, Thérèse Clerc, 1, rue Hoche, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 58 80 53.*





Ile-de-France

Des autoroutes dans le noir

Par mesure d'économie, la Dirif, Direction régionale des routes d'Ile-de-France, a décidé de supprimer l'éclairage sur 130 km d'autoroutes et de voies rapides (la moitié de ce qui est éclairé). Ceci vise à diminuer le budget d'éclairage (qui devrait baisser de 40 %).

Allemagne

Surproduction d'électricité

Pour ne pas se fâcher avec une partie de son électorat, la droite allemande hésite à stopper les centrales nucléaires vieillissantes comme le prévoit le plan de sortie du nucléaire. Or, en parallèle, ce plan est dépassé par une implantation d'éoliennes plus rapide que prévu. Conséquence : quand le vent souffle fort, la production d'électricité devient excédentaire. On peut stopper les centrales thermiques (gaz et charbon), mais pas les réacteurs nucléaires... On pourrait stopper les éoliennes, mais leurs propriétaires n'y tiennent pas puisqu'ils bénéficient d'un prix de rachat garanti. Situation ubuesque : en 2009, pendant 29 jours, la surproduction électrique a été telle que le prix du courant géré par la bourse de Leipzig a été coté négativement ! (*Dernières nouvelles d'Alsace,* 7 mai 2010)

Europe

Les renouvelables en tête

En 2009, les nouvelles constructions dans le domaine énergétique ont concerné pour 62 % des énergies renouvelables, l'éolien seul représentant 39 %. L'essentiel du non-renouvelable est fait de centrales au gaz. Le nucléaire, depuis plusieurs années est à 0 %. (source : *IG Windkraft*, association autrichienne des producteurs d'énergie éolienne).



Journées d'été du Réseau Sortir du nucléaire

Du mercredi 11 au mercredi 18 août 2010 auront lieu à Joigny dans l'Yonne (nord de la Bourgogne entre Auxerre et Sens, les huitièmes Rencontres d'été du Réseau Sortir du nucléaire. Pendant une semaine plus de 200 personnes échangent leurs informations, savoirs, savoir-faire, pistes d'actions et talents sur les thèmes majeurs du Réseau (nucléaire civil et militaire, énergies renouvelables, et toute alternative de vie plus respectueuse de l'homme et de la nature) dans un esprit de convivialité tranquille. Que ce soit pour quelques heures, quelques jours ou toute la semaine, vous y êtes les bienvenu(e)s ! Pour plus d'infos, ou pour proposer une intervention, contacter : *Monique Labarthe, BP 39, 84240 La Tour d'Aigues, labarthe.monique39@orange.fr, tél. : 04 90 09 66 95.*

Ces banques qui financent le nucléaire

Une coalition internationale réunissant Les Amis de la Terre, Greenpeace, Wise, Banktrack, Urgewald... a mené une étude pour savoir qui finance les réacteurs nucléaires. Résultat au niveau mondial, le premier prêteur est BNP Paribas, la Société Générale arrive 4e, le Crédit agricole 5e : trois banques françaises dans les cinq premiers, voici clairement rendue visible une partie du lobby nucléaire. Pour connaître le classement de votre banque : *www.nuclearbanks.org.*

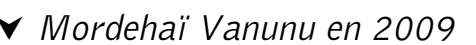
Incontinence radioactive

Dans le cadre de la loi Grenelle II, alors que pourtant le nucléaire avait été exclu des discussions, un amendement présenté par le gouvernement et découvert par le *Réseau Sortir du nucléaire* le 20 avril 2010, envisage tout simplement de supprimer les enquêtes publiques pour les rejets radioactifs et chimiques dans les cours d'eau. Enorme ! Et le *Réseau Sortir du nucléaire* d'en expliquer les raisons : avec des centrales vieillissantes (et que l'on veut continuer à exploiter), les rejets ont tendance à augmenter et on atteindra rapidement les limites actuellement autorisées. Ceci d'autant plus que l'on utilise dans certains réacteurs du Mox, un combustible mêlant uranium et plutonium, qui a la caractéristique d'être plus polluant.

Allemagne

Manifestation monstre

Pour protester contre le projet du gouvernement de déroger au calendrier de fermeture des réacteurs nucléaires, au moins 120 000 personnes (selon la police et selon les organisateurs) ont réalisé le 24 avril 2010, dans le cadre des commémorations de l'accident de Tchernobyl, une chaîne humaine de 120 km entre les centrales de Brunsbüttel et Krümmel, en passant par Hambourg (nord du pays).

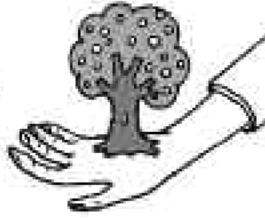

Mordehaï Vanunu en 2009



Israël

Mordehaï Vanunu à nouveau condamné

Pour avoir révélé en 1986 qu'Israël possédait l'arme nucléaire, Mordehaï Vanunu a été condamné à 18 ans de prison pour espionnage. Mais depuis sa sortie de prison en 2004, il s'est vu notifier l'interdiction de parler à un étranger. Pour être passé outre, il a été condamné à trois mois de prison ou trois mois de travaux d'intérêt général. Il a accepté de faire des travaux à condition que ce soit à Jérusalem-Est, quartier annexé en 1967 et à majorité arabe. Cela lui a été refusé et après différents recours, il a été de nouveau emprisonné le 2 mai 2010. Il a aujourd'hui 55 ans.



Lecture virtuelle, consommation réelle

L'arrivée sur le marché du livre électronique est-elle une bonne nouvelle pour l'environnement ? Les Amis de la Terre ont fait une comparaison entre ce que consomme la mise au point et la réalisation de ces lecteurs type iPad ou Kindle et ce qu'ils font économiser (notamment en papier). Le résultat est pour le moment au bénéfice du livre papier… car les appareils électroniques ont une durée de vie trop courte pour que les économies réalisées à l'usage compensent les dépenses pour leur fabrication. (*Alternatives économique*, mai 2010)



D.R.

"L'environnement, ça commence à bien faire"

Le 6 mars 2010, le président de la République en visite au salon de l'agriculture s'est lâché : "L'environnement, ça commence à bien faire". Message bien reçu par les députés qui, dans le cadre de la loi Grenelle II adoptée le 3 mai 2010, ont complètement gommé tout ce qui pouvait gêner les agriculteurs dans ce domaine. Ainsi, exit les limitations d'utilisation des pesticides prévues dans le Grenelle. Le 17 mai 2010, Jean-Michel Lemétayer, nouveau président de la FNSEA, principal syndicat agricole, s'est félicité de ce revirement : "Lorsqu'on parle d'allègement de charges en agriculture ce n'est pas forcément des efforts budgétaires de la part de l'Etat. (…) La pause environnementale (est une) des mesures qui ne coûtent pas forcément d'argent". Le productivisme, les engrais et les pesticides ont de beaux jours devant eux. Les contribuables continueront, eux, à payer pour les cancers !

Déchets

Toujours plus et pas assez recyclés

En 10 ans (1998-2008), selon les données statistiques d'Eurostat, la quantité de déchets par habitant est passée de 496 à 524 kg dans l'Union européenne. En France, on est passé de 508 à 543 kg. Quelques pays ont réussi à baisser cette quantité de déchets : en Allemagne, on est passé de 647 à 581 kg. Baisse également en Hongrie, Bulgarie, Lituanie, Bulgarie. Le compostage et le recyclage par collecte sélective sont en progression passant de 20 % à 40 % du volume en dix ans. Mais les pays ont des politiques bien différentes : si en Autriche, 70 % des déchets sont compostés ou recyclés (et l'essentiel du reste incinérés), en France, nous n'en sommes qu'à 33 % (contre 22 % il y a dix ans). Le compostage est encore inexistant dans de nombreux pays d'Europe de l'Est… où les décharges sont prépondérantes. L'incinération est utilisée de manière très différente : pas du tout par exemple en Bulgarie, énormément au Danemark. La solution serait dans la limitation de la production des déchets. Le Letton, avec 331 kg est le mieux placé. Le Danois, avec 802 kg est le plus gros producteur de déchets.

Montagne

Changez d'approche

L'association Mountain Wilderness a mis en ligne sur internet un site *changerdapproche.org* qui recense tous les moyens pour se rendre en montagne par des moyens de déplacements peu polluants : vélos, trains, bus… *Mountain Wilderness, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 01 89 08.*

Morbihan

Polystyrène en tension

L'entreprise Knauf fabrique du polystyrène expansé (PSE), un produit extrêmement toxique en particulier quand il brûle. Son usine de Redon ayant subit un incendie en 2006, elle décide de déménager sur la commune de Cournon. Une première déclaration de production à 9,5 tonnes par jour permet d'éviter l'enquête publique. La demande pour passer à 34 tonnes par jour entraîne une première enquête publique et le commissaire enquêteur donne un avis négatif en janvier 2008. Le préfet passe outre. L'association Vallaff obtient l'annulation de l'arrêté préfectoral devant le tribunal administratif le 13 juillet 2009 obligeant à recommencer l'enquête. Un appel à mobilisation est en cours pour contester la nouvelle enquête. *Association La Basse vallée de l'Aff, Écologis, chemin des Tablettes, 56200 Cournon, www.vallaff.org.*

Voitures

Emissions de CO_2 cachées…

Selon une étude réalisée pour le gouvernement suisse (Graue Treibhausgas-Emissionnen der Schweiz 1990-2004, Niels Jungblluth, Roland Steiner, Rolf Frischknecht, Berne 2007), la construction d'une automobile moyenne et son recyclage en fin de vie augmentent de 70 % les émissions de CO_2 qu'elle émet pendant son utilisation. Ainsi, une voiture émettant 130 g de CO_2 au km… en produit en fait autour de 220. Le pourcentage augmente avec la cylindrée car les composants sont de plus en plus sophistiqués pour des usages en moindre nombre. Pour les grosses voitures, on peut plus que doubler les émissions annoncées par le constructeur. Ceci fait que même si officiellement les taux de pollution diminue, avec la complexification des éléments d'une voiture, la pollution augmente ! Ainsi, selon le site *http:carfree.free.fr*, la 2CV produite dans les années 1960 polluait moins que la Prius aujourd'hui présentée comme le sommet de la technologie.

Loire-Atlantique

Notre-Dame-des-Landes

■ **Grenelle II.** Le 5 mai 2010, une quarantaine de personnes venues de Notre-Dame-des-Landes ont organisé une vigie devant l'Assemblée nationale alors que se débattait la loi Grenelle II. Une délégation a été reçue par Jean-Louis Borloo. L'occasion de lui rappeler que ce projet d'aéroport qui remonte aux années 1960 n'a plus lieu d'être aujourd'hui : la fréquentation de l'aéroport actuel de Nantes est plutôt à la baisse et il a une capacité bien suffisante pour les voyageurs actuels.

■ **Problèmes juridiques.** L'une des raisons de l'acharnement de la mairie de Nantes à vouloir déplacer l'aéroport actuel vient du fait que depuis de nombreuses années des permis de construire ont été autorisés dans des zones bruyantes… avec la promesse qu'un jour les avions ne survoleront plus les lieux. En cas d'abandon du projet de Notre-Dames-des-Landes, les élus craignent des recours juridiques des personnes habitant dans les actuels couloirs aériens.

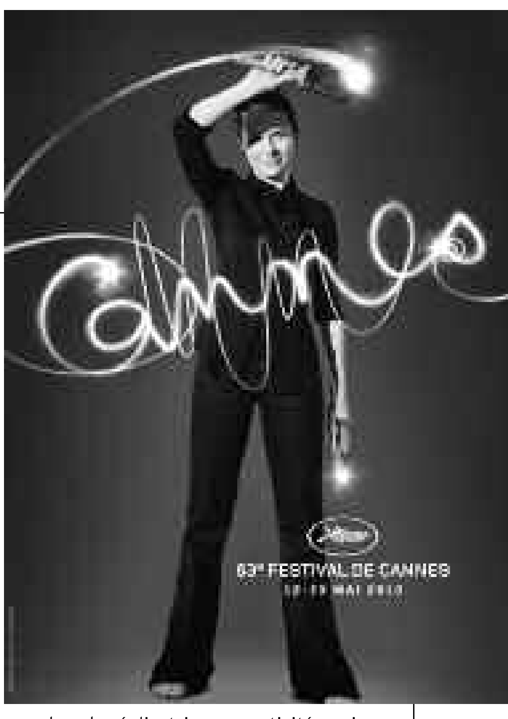
■ **Syndicat mixte : le seul opposant exclu !** A l'occasion du renouvellement de la composition du syndicat mixte d'études de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, lors d'une réunion qui s'est tenue le 10 mai 2010, Jean-Jacques Kogan, représentant de la communauté de commune d'Erdres et Gesvres s'est vu écarter au profit de nouveaux arrivants : la communauté d'agglomération Rennes-Métropole et le conseil général du Morbihan. Ceci sans doute pour avancer en toute transparence ?



D.R.



> Sur les affiches, les femmes sont nettement plus nombreuses !



Encore et toujours les "risques" du congé maternité

La société Yellow Média a été condamnée à indemniser à hauteur de 99 694 € une de ses ex-directrices de publicité licenciée parce qu'elle avait refusé un déclassement à son retour de congé maternité. De même, l'association Oligad devra verser 18 766 € à une salariée licenciée en raison de sa grossesse. Combien de tels abus de pouvoir n'aboutissent encore ni à la Halde ni aux prudhommes ? (Source : *La Halde*)

Tabac : triste parité

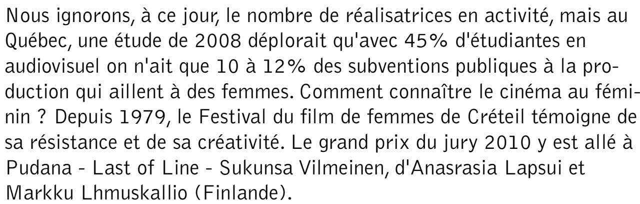
Le maximum de consommation de tabac par les hommes a été atteint, en France, dans les années 1920. Depuis la progression est assurée par l'augmentation de la consommation par les femmes. Le maximum de cancers pour les hommes n'a été atteint que dans les années 1990. Pour les femmes, qui fument aujourd'hui autant que les hommes, la croissance du cancer est en forte hausse : en quinze ans, le nombre de femmes de 40 à 49 ans qui meurent d'un cancer du poumon a été multiplié par quatre.

Partager les tâches fait durer les couples ?

Selon une étude publiée le 18 mai 2010 par la *London School of Economics*, mieux les tâches ménagères sont partagées entre mari et femme, plus le couple a de chances de durer. D'autres études avaient montré un lien entre l'emploi féminin et le divorce : quand une femme est autonome financièrement, elle craint moins la séparation. Cette fois-ci l'étude porte sur 3500 couples dont le premier enfant est né en 1970. Il en ressort que les divorces sont deux fois plus nombreux dans les couples où l'homme partage peu le travail domestique par rapport aux couples plus égalitaires. Ceci concerne surtout des couples où la femme travaille et où donc, elle peut plus facilement divorcer.

Cannes et "poules"

Aucun film de femmes dans la sélection 2010 du festival de Cannes : le collectif La Barbe s'est penchée sur les sélections passées et constate que, jusqu'en 2000, la proportion fut de 31 réalisatrices pour 1308 réalisateurs (soit 2,3%), pour "grimper" à 7% en 2000 et dégringoler à 0% cette année.


Nous ignorons, à ce jour, le nombre de réalisatrices en activité, mais au Québec, une étude de 2008 déplorait qu'avec 45% d'étudiantes en audiovisuel on n'ait que 10 à 12% des subventions publiques à la production qui aillent à des femmes. Comment connaître le cinéma au féminin ? Depuis 1979, le Festival du film de femmes de Créteil témoigne de sa résistance et de sa créativité. Le grand prix du jury 2010 y est allé à Pudana - Last of Line - Sukunsa Vilmeinen, d'Anasrasia Lapsui et Markku Lhmuskallio (Finlande).

politique

Colombie

Un Vert au deuxième tour

Lors des élections présidentielles du 30 mai 2010, le candidat Vert Antanas Mockus, maire de la capitale, a créé la surprise : parti de 1 % dans les sondages, il a terminé à 22 % terminant à la deuxième place derrière le candidat de droite du gouvernement sortant (47 %) et a donc pu disputer le deuxième tour.

Grande-Bretagne



Première députée verte

En Grande-Bretagne, le scrutin est ainsi fait que c'est celui qui arrive en tête qui est élu lors d'un seul tour. Dans ces conditions, même en ayant des scores importants au niveau national, on peut se retrouver sans élu. Pour la première fois, dans la circonscription de Brighton (au sud du pays), la députée européenne Caroline Lucas est arrivée en tête le 6 mai 2010 et est élue. Ancienne permanente d'Oxfam, dans la mouvance antinucléaire, elle a décidé d'abandonner son siège européen pour siéger au parlement britannique.

Islande

Une liste humoristique gagne les élections

"Le meilleur parti" est une liste présentée par un chanteur, avec le soutien du milieu culturel, aux élections municipales de la capitale Reykjavik. Les candidats de la liste étaient tous des novices et le programme humoristique : interdiction de la drogue… au parlement, création d'un parc d'attraction à la place de l'aéroport bloqué par les cendres du volcan… mais aussi dénonciation de la finance internationale qui fait qu'aujourd'hui le pays est ruiné, revendications écologiques pour lutter contre la destruction des paysages… Résultat, ils ont eu 34,7 % des voix (avec une participation forte de 82 % de votants), arrivant en tête devant le parti sortant (33,6%). Avec 6 sièges sur 15, ils n'ont pas la majorité et les autres partis vont avoir du mal à s'allier avec eux !

Victoire pour EHLG et l'agriculture paysanne en Pays Basque

> Michel Berhocoirigoin lors d'une audience au tribunal



Le 6 mai 2010, la cour d'appel de Pau a confirmé la relaxe prononcée en première instance par le tribunal correctionnel de Bayonne à l'égard de Michel Berhocoirigoin, président de EHLG, Euskal Herriko Laborantza Ganbara. L'Etat poursuivait cette chambre d'agriculture alternative du Pays Basque, tournée vers l'agriculture paysanne, notamment pour "exercice d'une activité dans des conditions créant la confusion avec une fonction publique". L'Etat ne s'est pas pourvu en cassation. Après cinq ans de pressions de toutes sortes envers l'association, est-ce la fin de l'acharnement ? *EHLG, 64220 Ainhice Mongelos / Ainiza Monjolose, tél : 05 59 37 18 82 www.ehlgbai.org.*



Bidoche

La FAO et l'étrange et stupéfiant rapport de 2006

Ma foi, comme dit, je crois, un personnage du romancier Jean-Patrick Manchette, feu ! Oui, feu sur ces armées de bureaucrates qui veillent tant et si bien sur nos intérêts qu'ils finissent par préférer les leurs. Voyez-vous, en 2006, la messe est dite. En grandes pompes, par la FAO elle-même. La FAO, ce n'est pas tout à fait de la petite bière. Regroupant 189 États, plus l'Union européenne prise en bloc, cette agence de l'ONU s'occupe depuis 1946 de l'agriculture et de l'alimentation. Dans les deux cas, après plus de 60 ans de palabres, on ne peut qu'admirer le triomphe. Le monde compte plus d'un milliard d'affamés chroniques, et ce chiffre démentiel ne cesse d'augmenter. La FAO continue comme si de rien était à arborer cette fière devise : « Aider à construire un monde libéré de la faim ». Le logotype qui accompagne les communiqués de presse de la charmante est même l'expression latine Fiat panis, qui veut dire : « qu'il y ait du pain ». Défense de rire, on finirait par pleurer.

Lecteurs de Silence, pour le cas où vous ne le sauriez pas, le président de la FAO est, depuis novembre 2009, Luc Guyau, ancien patron de la FNSEA, toujours militant sarkozyste, admirable défenseur de l'agriculture intensive bien sûr. Si je vous raconte cela en préambule, c'est pour vous rappeler qu'aucune institution n'échappe au rapport de force social et politique. La FAO, bien avant Guyau, a toujours soutenu l'édifice industriel qui envoie les paysans dans les banlieues ou les bidonvilles, et remplit la bourse des transnationales.

Ouf ! voilà une bonne chose de faite. Et j'en viens au sujet du mois. À la FAO, il y a des conflits, même s'ils demeurent cachés. En 2006, profitant de je ne sais quelle porte entrouverte, une équipe sort un rapport explosif sur l'élevage industriel dans le monde. Il ne sera traduit en français que près de quatre ans après sa publication alors que la FAO dispose de centaines de traducteurs. Je gage que certains n'étaient pas pressés de voir sortir pareille dynamite.

Que dit L'ombre portée de l'élevage, titre de ce fameux rapport de la FAO ? D'abord que l'élevage émet davantage de gaz à effet de serre que tous les transports planétaires. Mais cela demande quelques précisions. Les vaches, cochons et volailles font mieux – donc pire – que les 4 × 4, les 38 tonnes, les bateaux aux rutilants moteurs Diesel, les avions, les Nissan, Renault, GM, Ford, Mercedes, et cætera. Si l'on additionne tout, ce qui est rarement fait, l'élevage est responsable de 18 % des émissions anthropiques – dues à l'homme – de gaz à effet de serre.

Détaillons. L'élevage envoie 9 % des émissions anthropiques de CO2, le gaz carbonique. On oublie trop souvent qu'il n'y a pas un, mais des gaz à effet de serre. Le CO2 en est un, mais d'autres ont un « pouvoir réchauffant global », ou PRG, bien plus grand. Ainsi l'élevage émet-il 37 % du méthane anthropique. Or, ce gaz a un PRG 23 fois supérieur à celui du gaz carbonique. Une molécule de méthane réchauffe 23 fois plus l'atmosphère qu'une molécule de CO2. Le méthane du bétail provient, rappelons-le, de la fermentation des aliments dans l'estomac des animaux ruminants. Les rots comme les pets en sont surchargés.

Autre gaz à effet de serre : le protoxyde d'azote, autrement nommé gaz hilarant. Mais ce n'est pas si marrant, non. Son PRG est 296 fois plus élevé que celui du gaz carbonique. Et l'élevage, par ses lisiers et purins, relâche 65 % des émissions de protoxyde d'azote anthropique.

Difficile d'en rajouter. Presque impossible, tant la crise climatique apparaît bien, jour après jour, comme la mère de toutes nos batailles humaines. Si les corniauds, qui osent prétendre nous représenter, voulaient prendre des mesures contre le dérèglement climatique, ils s'attaqueraient en priorité à l'élevage industriel. Or ils ne le font pas. Voilà bien un grand mystère.

Fabrice Nicolino

Fabrice Nicolino est l'auteur du livre *Bidoche, l'industrie de la viande menace le monde* (édition Les liens qui libèrent, Paris)

Des banques qui créent peu d'emplois !

Généralement, on ne renonce pas à certaines activités économiques car cela crée de l'emploi. Et pour les syndicats, l'emploi c'est sacré ! Mais concernant les 8000 banques domiciliées sur les Îles Caïman, on pourra sans doute continuer à demander leur fermeture : selon les auteurs du livre étatsuniens *Tax Havens,* celles-ci n'emploient que 5400 personnes ! (source : *Alternatives économiques,* avril 2010)

D.R.

Une des multiples banques des Iles Caïman

Faire payer les retraités ?

Olivier Ferrand, de la fondation Terra Nova propose que pour payer les futures retraites, on taxe... les retraités ! Ceux-ci, dit-il dans *l'Express* du 22 avril 2010, gagnent 40 % de plus que les moins de 55 ans et "le minimum vieillesse (708 euros) est supérieur de plus de 50 % au RMI (460 euros)". Selon lui, taxer les vieux permettrait de récupérer 10 milliards par an. Un dernier détail : le susnommé est membre du Parti socialiste !

Rhône-Alpes

Marches pour la dignité et contre la pauvreté

Du 30 juin au 3 juillet 2010, des marcheurs indignés ou concernés par des situations de pauvreté convergeront sur Lyon depuis l'Ardèche, la Drôme, l'Isère, le Rhône et la Savoie pour renforcer leur pouvoir d'agir, dénoncer l'inégale répartition des richesses et porter des revendications et des propositions concrètes auprès d'interlocuteurs ciblés. Différentes marches se dérouleront les deux premiers jours dans ces cinq départements et se rejoindront les deux jours suivants à Lyon pour aboutir l'après-midi du 3 juillet au parc de la Tête d'Or. Cette marche est organisée le Collectif pour la dignité et contre la pauvreté qui regroupe des collectifs de personnes en situation de pauvreté, et toute personne et association qui souhaite s'y joindre en respectant des principes d'éducation populaire et d'action non-violente. Elle est réalisée en partenariat avec le mouvement Ekta Parishad qui lutte en Inde pour les droits des plus pauvres en organisant des marches non-violentes (voir entretiens avec Rajagopal dans *S!lence* n°374 et 375).
Voir parcours dans l'agenda ; plus d'informations sont disponibles sur le site *www.contrelapauvrete.fr.*





Apprendre, c'est naturel...

Le CREA-Apprendre la vie (Cercle de réflexion pour une éducation authentique) offre des extraits d'une conférence-débat sur l'éducation et la formation. Ce film de 13 mn aborde les questions suivantes : les éducations ou les formations ont pour finalité affichée de faire apprendre. Mais qu'en est-il exactement ? Qu'est-ce que j'apprends réellement, en fait et au fond ? A quoi j'éduque ou je forme exactement, en fait et au fond ? Que ce soit pour mon enfant, pour d'autres, pour moi-même... Que ce soit dans le passé, maintenant ou en projet. Que ce soit en famille, à l'école, en « loisir », sur le lieu de travail... Que je sois donneur d'éducation-formation ou receveur. Y aurait-il d'autres moyens d'apprendre et d'enseigner-former ? La conférence est animée par Jean-Pierre Lepri, expert-consultant indépendant en éducation-formation. Elle est visible sur internet : *http://www.dailymotion.com/video/xddiif_apprendre-c-est-naturel_creation* ou en DVD (avec trois "bonus") à demander au *Crea, 71300 Mary, appvie-crea@yahoo.fr.* Libre participation aux frais (en timbres ou chèque, à l'ordre du Crea).

Base élèves épinglée par l'ONU

Plus de 12 directeurs d'établissement scolaire ont à ce jour été sanctionnés par blâme, retraits de salaire et souvent retrait de la fonction de directeur d'école, suite à leur refus de collaborer au fichier central "base élèves" des élèves du premier degré. La France a été épinglée par Margaret Sekaggya, rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme auprès des Nations Unies. Dans une lettre adressée au gouvernement français, "des craintes ont été exprimées quant au fait que les mesures disciplinaires prises à l'encontre" des directeurs d'école refusant de renseigner Base élèves "soient liées à leurs activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment du droit au respect de la vie privée". Pour en savoir plus sur le refus de la base élèves : *http://retraitbaseeleves.wordpress.com.*

Un dessin vaut sanction

Colin Sanchez, directeur de l'école de Saint-Roman-de-Malegarde (Vaucluse) a reçu une menace de blâme le 21 décembre 2009 parce qu'il refusait de mettre en place la Base élèves décriées par de nombreux enseignants. Echangeant par courriel avec son référent informatique, il a finalement reçu un blâme le 9 avril 2010 'pour envoi d'un courriel infamant à un collègue". Ce courriel comprenait une carte postale diffusée par le CNRBE, Collectif national de résistance à Base élèves : un bébé se faisant tatouer sur la cuisse son INE, Identifiant national élève. Le CNRBE demande principalement que l'anonymat informatique soit garanti pour les 13 millions d'enfants scolarisés. Plus : *http://retraitbaseeleves.wordpress.com.*

Violence manipulée ?

Les actes de violence dans les établissements scolaires font l'objet d'une vaste médiatisation et s'accompagnent de mesures comme la présence policière dans les établissements et l'installation de portiques aux entrées des lycées et collèges. Ceci entre dans la stratégie anxiogène et sécuritaire du gouvernement car les chiffres démentent cette réalité. Selon le rapport du ministère de l'éducation nationale, les actes de violence sont en effet passés, pour 1000 élèves, entre 2006 et 2008, de 29 à 13 dans les collèges, de 11 à 4 dans les lycées, de 33 à 15 dans les lycées professionnels.



L'appel de la jeunesse

En 2008, suite au décès d'un camarade étudiant d'un cancer, des jeunes décident d'en savoir plus sur cette maladie. Etonnés, ils découvrent que de nombreuses causes de cancers sont liées aux activités humaines : alimentation industrielle, agriculture intensive, pollutions chimiques dont nos corps sont imprégnés, téléphonie mobile... Les étudiants décident alors d'agir en lançant un *Appel de la Jeunesse* pour que cesse cet effroyable constat : depuis vingt-cinq ans chaque année en France le nombre d'enfants touchés par le cancer augmente. Egalement pour que soit reconnue l'épidémie des maladies chroniques (infertilité, diabète, obésité, maladies cardio-vasculaires, allergies, affections mentales) et leurs causes environnementales. Ils souhaitent qu'un Plan national de la santé et de l'environnement de l'enfant soit mis en place. Contact : *www.appeldelajeunesse.org.*

Téléphonie mobile

Bouygues définitivement condamné

Le 2 avril 2010, Bouygues Télécom a annoncé s'être désisté de son pourvoi en cassation pour la condamnation l'obligeant à démonter une antenne à Tassin-la-Demi-Lune (Rhône). Le jugement définitif reconnaît donc qu'une antenne-relais présente un risque sanitaire qui peut justifier qu'on la démonte. *Agir pour l'environnement, tél : 01 40 31 02 99.*

Gilles-Eric Séralini croqué par Maëster lors du procès contre Monsanto (novembre 2009)

OGM

■ **Gilles-Eric Séralini sous pression.** Gilles-Eric Séralini, directeur du pôle risques au CNRS a publié une contre-expertise des études menées par Monsanto pour obtenir l'autorisation de commercialiser certaines plantes OGM. Cette contre-expertise montre que les tests effectués ne l'ont pas été correctement (voir entretien dans *S!lence* n°377, mars 2010). Lui et ses collègues Joël Spiroux de Vendômois et Dominique Cellier sont actuellement l'objet de vives pressions morales de la part de Monsanto, de l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments), de l'AFBV (Association française des biotechnologies végétales) et d'autres. Une lettre de soutien à leur démarche scientifique a été lancée. Fin mai 2010, plus de 300 chercheurs de 20 pays l'avaient déjà signée. On la trouve sur le site *http://sciencescitoyennes.org/spip.php?article1801*

■ **Vignes OGM en Alsace.** Le ministre français de l'agriculture a annoncé le 19 mai 2010, la signature d'un arrêté permettant, en Alsace, un nouvel essai en plein champs de vignes transgéniques. Celles-ci sont censées lutter contre le "court noué", une affection virale répandue. La première autorisation donnée pour des essais similaires avait fait l'objet d'une annulation par le tribunal administratif de Strasbourg en septembre 2009. Le 7 septembre 2009, à l'aide d'un sécateur, Pierre Azelvandre, docteur en biologie, avait saccagé 70 plants de vigne mettant un terme à l'essai. Les députés européens Sandrine Bélier et José Bové ont dénoncé le tour de force de l'Etat, dommageable à cette région qui essaie de développer la bio.

AlterTour 2010, 2 juillet au 14 août. L'AlterTour est un parcours cycliste en relais qui se présente comme une alternative à la compétition et au dopage. Il va d'alternatives en alternatives pendant un mois et demi. **Vendredi 2** à 20h30 : conférence à la mairie du 2e à Paris : *Le dopage : la technoscience au service de la compétition* avec la Fondation Sciences citoyennes, Christian Vélot et Jacques Boutault, le maire… **Samedi 3,** 9h30 : départ au Jardin des plantes (Paris 5e) 12h : pique-nique aux Murs à pêches de Montreuil, à 15 h : Vélorution universelle (voir ci-contre), 18h : arrivée mairie de l'Ile-Saint-Denis, stands associatifs, débat avec le maire Michel Bourgain. 21h30 : débat "une agriculture bio en Ile-de-France, pourquoi pas ?". **Dimanche 4 :** à 13h, visite de la maison de Vigilance de Taverny (Val-d'Oise), face au poste de commandement des armes nucléaires, soir : arrivée à Genainville (Val-d'Oise). **Lundi 5 :** à 9h, visite de l'écosite de Villarceaux (Val-d'Oise). Midi, rencontre avec le maire de Mézy-sur-Seine (Yvelines), animateur du collectif *Flins sans F1,* arrivée à Les Bréviaires (Yvelines). **Mardi 6 :** à 12h, visite de Bonnelles (Yvelines), Forges-les-Bains (Essonne), arrivée Boissy-sous-Saint-Yon (Essonne). Soirée : spectacle de Charlotte Normand. **Mercredi 7 :** visite de la miellerie du Gâtinais, traversée de la forêt de Fontainebleau, arrivée à Villenauxe-la-Petite (Seine-et-Marne). **Jeudi 8 :** à 12h, visite d'une AMAP à proximité de Nemours (Seine-et-Marne), visite d'une maisonnette écologique construite par des collégiens à Beaune-La-Rolande (Loiret), arrivée à l'Ecocentre de la forêt d'Orléans, conférence avec Michel Caillat, sur la sociologie du sport. **Vendredi 9 :** véloroute des bords de Loire, 18h30 : visite d'une maison relais d'Habitat et humanisme, soir à Saint-Hilaire-Saint-Mesmin (Loiret) dans une ferme bio, atelier d'entretien des vélos. **Samedi 10 :** bord de Loire, pique-nique devant la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher), après-midi : visite du centre La Borde) Cour-Cheverny (Loir-et-Cher), lieu de santé alternatif. Arrivée à la ferme de la Guilbardière à Monthou-sur-Bièvre (Loir-et-Cher). **Dimanche 11 :** Bord de Loire jusqu'à Tours. **Lundi 12 :** journée avec les Déboulonneurs, action d'installation agricole en milieu menacé par l'avancée urbaine. **Mardi 13 :** Tours-Angers par les bords de Loire, passage devant la centrale de Chinon (Indre-et-Loire). Rencontre en soirée sur les projets d'écohameau dans la région. **Mercredi 14 :** Départ de la communauté Emmaüs de Saint-Jean-de-Linière (Maine-et-Loire), midi à Bécon-les-Granit (Maine-et-Loire), le soir, arrivée à la ferme de Plein Grée à Soulvache (Loire-Atlantique) (où se prépareront les rencontres des Amis de Silence), conférence sur l'artificialisation des sols. **Jeudi 15 :** de Soulvache à Tinténiac (Ille-et-Vilaine) : La journée des altercyclistes : projection des films des précédentes éditions, présentation des activités militantes de chacun. **Vendredi 16 :** circuit cyclable Duguesclin avec 25 écluses, arrivée à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), en soirée, débat sur l'équité fiscale et les paradis fiscaux avec Eva Joly et John Christensen du Réseau international Tax Justice. **Samedi 17 :** bateau jusqu'à l'île de Jersey, tour cycliste et rencontres "Semez les graines du futur", stands, débats, musique. **Dimanche 18 :** jour de repos. **Lundi 19 :** Jersey, Saint-Malo, repas à Henansal (Côtes-d'Armor) avec débat sur la bioconstruction, arrivée à Herbarius, à Plangeunoual (Côtes-d'Armor), action symbolique contre les algues vertes. **Mardi 20 :** à midi, rencontre avec André Pochon (agriculture paysanne), soirée fest noz à Trémargat (Côtes-d'Armor). **Mercredi 21 :** Poullaouen (Finistère), visite d'une réserve de biodiversité, soirée : débat sur la centrale de Brennelis à Saint-Cadou (Finistère). **Jeudi 22 :** promenade sur la presqu'île de Crozon (Finistère), face au centre de missiles nucléaires, soirée à la Maison du cidre. **Vendredi 23 :** soirée à Beuzec-en-Plomeur (Finistère), visite d'igloos en terre. **Samedi 24 :** soirée sur le site Emmaüs de Rédéné (Finistère). **Dimanche 25 :** à Lorient (Morbihan), visite d'une AMAP Pêche, pique-nique à Merlevenez, soirée à Ayray (Morbihan) avec Ingalan, association de commerce équitable. **Lundi 26 :** soirée à Saint-Nolff (Morbihan), rencontre avec Bruded, association des communes engagées dans l'écoconstruction. **Mardi 27 :** visite d'un jardin en agriculture naturelle à Péaule (Morbihan), soirée à Saint-Etienne-de-Montluc (Loire-Atlantique), chez un membre du collectif "Notre-Dame-des-Landes". **Mercredi 28 :** repas de midi organisé par la Confédération paysanne à Saint-Philibert-de-Bouaine (Vendée), rencontre avec la FEVE, Fédération Eco-citoyenne de Vendée. Soirée à La Ferrière (Vendée), avec le collectif anti-OGM, débat sur la radiosensibilité. **Jeudi 29 :** passage dans le marais Poitevin, piste cyclable de la baie de l'Aiguillon (Vendée), soirée à Champagné-les-Marais (Vendée). **Vendredi 30 :** repos. **Samedi 31 :** soirée à Coulon (Deux-Sèvres) avec film sur la biodiversité et débat. **Dimanche 1er août :** midi à l'accueil paysan Morisset à Genouillé (Charente-Maritime), soirée à Tonnay-Charente au Cirque du Gamin, débat sur l'insertion par l'économie avec l'association Vivractif. **Lundi 2 :** midi à Cognac (Charente) avec un débat sur… l'eau ! Soirée à Sireuil (Charente), dans un moulin où a été restaurée une centrale hydraulique. **Mardi 3 :** pique-nique à Marsac (Charente) avec l'AMAP Jardin du Soleil, visite du Petit Colibri (permaculture), débat sur la ligne à grande vitesse ; soirée à Rouillac (Charente), films sur *Clearstream, Notre pain quotidien et La simplicité volontaire et la décroissance.* **Mercredi 4 :** repos et débat sur toxicomanie et vélo, rencontre avec ACDN, sur le désarmement nucléaire. **Jeudi 5 :** soirée à la Ferme de Chassagne à Villefagnan (Charente), ferme bio collective. **Vendredi 6 :** après-midi au village gaulois d'Esse (Charente), soirée à Brigueuil (Charente). **Samedi 7 :** soirée au Château de Ligoure (Haute-Vienne), débat avec Terre de Lien. **Dimanche 8 :** repas à Champs Libres, GAEC biodynamique, à Saint-Julien-le-Petit (Haute-Vienne), baignade, soirée avec film *Le temps des grâces.* **Lundi 9 :** visite d'une épicerie sociale à Tarnac (Corrèze), visite du GAEC de Lachaud (biodiversité), arrivée au Lac de Vassivière (Creuse). **Mardi 10 :** repos, projection avec Télé-Millevaches, concert. **Mercredi 11 et jeudi 12 :** promenades locales. **Vendredi 13 et samedi 14 :** Alter-Camp sur la ferme de Drouillas à Jarnages (Creuse). Conférences de Paul Ariès sur la gratuité, films, stands associatifs, débats sur la défense des services publics et des biens communs.

Programme plus complet sur www.altertour.net.



Juillet

Genève : pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*

Drôme : Afrique du Sud, après l'apartheid, jusqu'au 19 septembre, Centre du patrimoine arménien, à Valence, exposition de photos d'Anne Rearick et Guy Tillim, *Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.*

20e Ecotopia byke tour, du 26 juin au 31 août 2010, une grande manifestation cycliste (50 km par jour) en faveur du climat qui partira de York au nord de l'Angleterre, à l'occasion d'une conférence sur les villes sans voiture, pour passer par le Pays-de-Galles, la Cornouailles, traversera la Manche en bateau pour rejoindre la Normandie et le camp Action-Climat au Havre et poursuivra son parcours par le nord de la France, la Belgique, les Pays-Bas puis l'Allemagne où il rejoindra un autre camp action climat près de Cologne. Une fête clôturera ce parcours qui marque la 20e édition. *www.ecotopiabiketour.net/route.*

Rhône-Alpes : Marches pour la dignité et contre la pauvreté, 30 juin au 3 juillet 2010, voir présentation en page Société. Tout le monde est bienvenu pour participer, une journée ou plus. **Savoie :** 30 juin départ d'Albertville sur le Champ de Mars à 9h30, 1er juillet départ de Chambéry place du Palais de justice à 9h30. *Contact Sylvie : 06 27 49 00 41.* **Drôme-Ardèche :** 30 juin débat au centre social du plateau à Bourg-les-Valence à 19h, 1er juillet débat au centre social de Tournon à 19h. *Contact Jérôme : 06 76 72 97 50.* **Isère :** 30 juin départ d'Echirolles, La Viscose, rue Marc-Fève à 9h30, 1er juillet départ de Fontaine puis passage place Saint-Bruno à 12h30. *Contact Claire : 06 84 62 85 36.* **Rhône :** 1er juillet départ de Lyon, foyer Notre-dame-des-sans-abris, 2 rue Pelletier, et à 19 h : débats-musique place Guichard. *Contact Magali : 06 86 97 90 75.* Marche régionale : 2 juillet départ du Fort de Bron à 9h30, 3 juillet départ du campus de l'INSA amphi Capelle à 9h30, arrivée au parc de la Tête d'Or à 12h30. *Contact Manu : 06 77 17 77 57.* Pour en savoir plus : *www.contrelapauvrete.fr.*

Turquie : forum social européen, 1er au 4 juillet, à Istanbul.

Loire-Atlantique : Relocalisons ! 2 au 4 juillet, à Notre-Dame-des-Landes, première rencontre nationale de la relocalisation organisée par les groupes décroissance et écologie radicale. Vendredi 2 : table-ronde avec l'ACIPA sur la situation du projet d'aéroport suivi du festival de musique *Le plancher des vaches.* Samedi 3 : conférences-débats sur les transports, les monnaies et échanges locaux, manger local, les coopératives producteurs/consommateurs. Dimance 4 : lancement de collectifs locaux pour la relocalisation, pique-nique des opposants au pojet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Camping gratuit sur le site. Programme complet : *www.relocalisons.org.*

Paris : Vélorution universelle, 1er au 4 juillet, rassemblement international. Jeudi 1er à partir de 18h, pique-nique au Jardin Tino Rossi (bord de Seine, Paris 5e), 22h30 : masse critique nocturne lumineuse. Vendredi à 14h : jeux cyclistes sur l'esplanade des Invalides (Paris 7e), suivi d'une masse critique vers la mairie du 2e. Samedi 3 juillet : rendez-vous à 15h, place de l'Hôtel de ville (Paris 4e) pour la vélorution universelle à travers les rues de la capitale. La manifestation se terminera par une fête dans un lieu surprise. Dimanche 4 juillet : petit déjeuner collectif au jardin de la porte des Lilas (Paris 20e) suivi, à 14h, d'une nouvelle masse critique en direction du Bois de Vincennes où à partir de 15h se tiendront des ateliers sur le thème le vélo dans tous ses états. Plus d'infos : *http://velorutionuniverselle.org.*

Lyon : réseau Possible, 2 juillet, à 20h à *La Luttine, 91, rue Montesquieu, Lyon 7e,* repas partagé pour échanger sur les projets d'initiatives alternatives en cours.

Ariège : cerises tardives, 2 juillet, Découverte des différentes variétés locales et tardives de cerises, avec l'association *Apiun et Couteras. Fédération Rénova, 1, place du Dôme, 09350 Daumazan-sur-Arize, tél: 05 61 60 27 71.*

Var : un pas de côté à Espigoule, 2 au 4 juillet à Ginasservis, festival de cinéma sur le thème du "pas de côté" plutôt que de la "course en avant"… dans l'esprit du film *L'an 01.* Documentaires, courts-métrages, mais aussi musiques diverses, programme pour les enfants… *Sans Tambours Ni Trompettes, lieu dit "la baraque", route d'Esparron, 83560 Ginasservis, http://stnt-espigoule.org.*

Lyon : dialogues en humanité, 2 au 4 juillet, de 12h à 22h, au parc de la Tête d'Or, thème de l'année : construisons le bien vivre. Vendredi : le pays dur, ce qui va mal, ce qui provoque les révoltes, les militances. Samedi : le pays doux, ce qu'on aimerait vivre, ce que l'on rêve. Dimanche : le pays hybride, ce que l'on fait pour essayer de passer de l'un à l'autre. Débats par petits groupes avec de très nombreux invités par le Grand Lyon. *http://dialoguesenhumanite.free.fr.*

Lyon-Paris, à vélo contre la Françafrique, 3 au 13 juillet 2010. Il y a 50 ans, 14 pays africains obtenaient leur indépendance. Cet anniversaire sera fêté en grande pompe par la France. Le le 14 Juillet, le président Sarkozy accueillera sur les Champs-Elysées les 14 chefs d'états, dont nombre de dictateurs, et leurs régiments africains. Dans le cadre de la campagne 2010 de Survie Libérons nous de 50 ans de Françafrique, une course contre la Françafrique est organisée, pour arriver à Paris avant les dictateurs ! Cette caravane ira de Lyon à Paris, traversera les départements du Rhône, de l'Ain, de la Saône et Loire, de la Côte d'Or, de la Nièvre, de l'Yonne, de la Seine-et-Marne. Ce sera l'occasion d'échanger avec les populations sur les relations entre la France et l'Afrique. On peut participer même pour un petit tronçon. *Renseignements : Audrey, survie38@gmail ou au 06 59 06 80 54.*

Nantes : vélorution, 3 juillet. En restant groupés avec nos vélos (ou tandem, roller…), nous créons une zone libérée de l'automobile, montrant ainsi que son



santé

dans la rue

femmes



politique, société

habitat

paix



fêtes, foires, salons

nord / sud

énergie

règne n'est pas une fatalité. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! Rendez-vous chaque premier samedi du mois à 14h, place Royale. *www.velorution.org.*

Angers : Vélorution, 3 juillet à 15h, place du Pilori.

Europe : cyclo-trans-Europe, 3 au 31 juillet, randonnée cycliste militante de Liège à Berlin en passant par des véloroutes, pour cyclistes assez entraînés (60 à 100 km par jour à vitesse modérée). Retour par autocars et camion pour les vélos. *Dynamobile asbl, chaussée de Louvain, 617, 1030 Bruxelles, tél. : 010 65 66 90, www.dynamobile.net.*

Drôme : radioactivité et radioprotection, 3 juillet, 9h à 18h, notions de base sur la radioactivité, détection des rayonnements, manipulation des appareils de mesure, effets sanitaires, mode d'exposition et risques, normes en vigueur... *Crii-Rad, Le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél. : 04 75 41 82 50, www.criirad.org.*

Lozère : Espéranto-info, 3 juillet, assemblée générale de l'association Espéranto-info qui publie la revue du même nom. *Espéranto-info, Les Bories, Col de Coperlac, 48210 Mas-Saint-Chély, tél. : 04 66 48 58 48, www.esperantoinfo.info.*

Mayenne : planète en fête, 3 et 4 juillet à Sainte-Suzanne, agriculture bio et développement durable, une centaine de stands. Conférences du samedi : l'expérience des AMAP (14h30), la place des races rustiques dans l'agriculture de demain (15h30), cuisiner bio sans dépenser plus (16h), comment économiser l'énergie (16h) la gestion des espaces naturels (17h). Conférences du dimanche : le bocage et le plessage (11h), les grands enjeux de la biodiversité (14h30), l'abeille sentinelle de la biodiversité (15h30), table-ronde : manger bio en collectivité (16h). *Civam Bio Mayenne, 14, rue Jean-Baptiste-Lafosse, 53000 Laval, tél. : 02 43 53 93 93, www.planete-en-fete.fr.*

Bio **Drôme : rencontre avec les plantes,** 4 au 9 juillet, à la ferme de Baume-Rousse (près de Crest) approche goethéenne de la botanique, séminaire animé par Sylvia Zillig (artiste peintre) et Jean-Michel Florin (formateur au Mouvement de culture biodynamique). *Mouvement de culture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 29 24 36 41, www.bio-dynamie.org.*

Var : journées d'été d'Alis, 5 au 7 juillet, au domaine de La Castille, route de la Farlède, Solliès-Ville, 83260 La Crau, Alis, Association pour la liberté de l'information sur la santé propose différentes conférences : le lundi 5 à 9 h : la conscience émerge-t-elle de nos gènes ? à 11 h : Accompagnement global à la naissance, 18h : prévention de la mort soudaine du nouveau-né ; mardi 6 à 9 h : la bioélectronique et le traitement préventif des diathèses, à 11 h : Comment échapper aux maladies ? ; mercredi 7 à 9 h : Comment être en bonne santé sans vaccins ? à 11 h : La saga de la grippe A et ses implications dans le futur. *Alis, 19, rue de l'Argentière, 63200 Riom, tél. : 04 73 63 02 21, www.alis-france.com.*

Hérault : connaissance de soi et massage biodynamique, 5 au 10 juillet à La Fleyssière. *Association La Fleyssière de la communauté de l'Arche, Kathrina Möckel, La Fleyssière, 34650 Joncels, tél. : 04 67 44 40 90.*

Hautes-Alpes : construction paille et ossature bois, 5 au 9 juillet (puis 20 au 24 septembre), stage théorique et pratique. *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.*

Ille-et-Vilaine, autoconstruire son éolienne, 5 au 9 juillet 2010 à Guichen, construction de deux éoliennes de type Pigott : travail du bois pour les pâles, fabrique des bobines pour la génératrice, soudure de la structure porteuse... Et pourquoi pas repartir avec une des 2 éoliennes ? Encadré par l'association Tripalium (www.tripalium.org). *Renseignement et réservation : association Culture bio, tél. : 02 99 52 02 90, www.culturebio.org.*

Lozère : Biodivers'été, 7 au 9 juillet à SupAgro Florac. Rencontre entre enseignants, acteurs de terrain et chercheurs sur les indicateurs de biodiversité. Des témoignages de terrain comme des présentations scientifiques permettront d'obtenir des réponses concrètes face aux questions qui se posent au quotidien sur ces outils complexes. *SupAgro Florac, BP 35, 9, rue Célestin-Freinet, 48400 Florac, tél. : 04 66 65 65 65, www.biodivers-ete.fr.*

Bordeaux : 10e université d'été de la solidarité internationale, 7 au 10 juillet, elle aura pour thème cette année : "écologie, social, libertés : la solidarité internationale comme sortie de crises" décliné en onze thèmes : les migrations comme ressource durable ; la régulation des activités des multinationales, les pays du Sud peuvent-ils autofinancer leur développement, sortie de crise : continuités et changements, l'information comme vecteur de transformation sociale, nous n'avons qu'une seule planète, droits de l'homme et dignité, femmes-hommes changer la donne, lutter contre les accaparements des terres, solidarité internationale et opinion publique : de l'indifférence à la prise de conscience, quelle place pour les jeunes adultes dans la solidarité internationale. *CRID, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél. : 01 44 72 07 71, www.crid.asso.fr.*

Mercantour : laissez passer ! 9 au 13 juillet à Isola 2000, 11e opération de nettoyage d'un site naturel avec l'association Mountain Wilderness et le personnel du parc. L'objectif est d'enlever les barbelés abandonnés par l'armée à la frontière avec l'Italie, afin de favoriser le passage de la faune entre les deux pays. Mountain Wilderness France, Maison de la nature et de l'environnement de l'Isère, 5, place *Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 01 89 08, http://mountainwilderness.fr.*

Bas-Rhin : construction en bottes de paille et enduit terre, 9 juillet à 10h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Saint-Denis : université d'été des Alternatifs, 9 au 12 juillet, à la Bourse du travail sur le thème "racisme, discriminations, exclusions, héritage colonial, quartiers populaires". *Les alternatifs, 40, rue de Malte, 75011 Paris, www.alternatifs.org.*

Belgique : 21e festival du conte, 9 au 11 juillet à Chiny (près de Longwy) avec conteurs francophones de nombreux pays. *tél. : 0032 61 31 30 11, www.conte.be.*

Jura suisse : fête de Longo Maï, 10 juillet à 16 h, à la ferme du Montois, visite de la coopérative, repas avec les produits de la ferme, concert en soirée. *Longo Maï, Le Montois, 1, CH 2863 Undervelier, tél. : 032 426 59 71.*

Bas-Rhin : fabriquer ses enduits de terre crue, 10 juillet à 10 h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Belgique : démarche 2010, 10 au 25 juillet, 4e marche de l'après-croissance entre la centrale nucléaire de Tihange et Mesnil-l'Eglise (en face de la centrale nucléaire française de Chooz). Pour plus de liens, moins de biens. Thème de l'année : l'autonomie énergétique. *www.demarche.org/2010.*

Palestine en campagne, 10 au 25 juillet, tour de France en soutien à la Palestine, Fécamp (10), Le Havre (11), Côte de Nacre et Caen (12), Mont-Saint-Michel (13), Vannes (14), Nantes, Ancenis, Angers (15), Plages de Vendée (16 et 17), La Rochelle (18), Angoulême (19), Périgueux (20) Figeac (21), Albi (22), Sète (23), Nîmes (24), Avignon (25). *tél. : 06 43 05 97 94, www.europalestine.com.*

Big jump 2010, 11 juillet à 15h dans de nombreuses rivières de France pour demander que la qualité des eaux de nos cours d'eau soit compatible avec la baignade... mais aussi avec la vie aquatique. Le Big Jump est organisé par le réseau européen des rivières Rivernet, le Bureau européen de l'environnement et le WWF. *Pour en savoir plus : www.rivernet.org/bigjump.*

Bas-Rhin : fabriquer et appliquer ses peintures naturelles, 11 juillet à 10 h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Hautes-Pyrénées : plantes sauvages alimentaires, médicinales, bioindicatrices, 12 au 16 juillet à La Mongie, stage avec Gérard Ducerf. Promonature, *Beauloup 71110 Briant, tél. : 03 85 25 85 65, http://phytotherapie.promonature.com.*

Cher : Récréations, 12 au 16 juillet, à Bourges, ateliers d'écriture pour débutants et confirmés avec les écrivains de l'Oulipo. *Les Mille univers, 32 bis, route de la Chapelle, 18000 Bourges, tél. : 02 48 50 31 75, www.mille-univers.net.*

Arles : 14 juillet altermondialiste, à 10h au grand amphi de l'Espace Van Gogh, projection du film The Golden Door, entrée gratuite ; à 17h, rencontre avec Gilles Lemaire sur "les migrations à l'heure de la mondialisation" dans le patio de l'Espace Van Gogh, 21h ; pique-nique, *square Morizot, devant la salle des fêtes, Attac, maison de la vie associative, 13200 Arles.*

Hérault : université de l'Arche, 16 au 18 juillet à la Fleyssière. Thème de l'année : responsabilité citoyenne et art de vivre. Conférences-débats, ateliers, soirées festives. *Association La Fleyssière de la communauté de l'Arche, Jean-Claude Vigour, La Fleyssière, 34650 Joncels, tél. : 04 67 63 42 55, jc.vigour@numericable.fr.*

Savoie : plantes médicinales, 16 au 18 juillet, à Saint-Pierre-de-Genebroz. Trois jours de rencontre avec le peuple des herbes pour vous initier à ses secrets et renouer un contact sensoriel avec la nature qui nous nourrit et nous soigne. *Annie Dijoud-Richel et Christine Muscat, Bande, 73360 Saint-Pierre-de-Genebroz.*

Drôme : phyto-épuration et toilettes sèches, 17 juillet, gestion des déchets au quotidien, épuration et digestion des matières solides. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Bio **Bretagne : cuisine bio, films et balades,** 18 au 24 juillet, douzième séjour d'été de l'association rennaise La Bonne assiette, conférences et ateliers cuisine pour consommer moins de produits animaux, films sur l'environnement et l'empreinte écologique, petites randonnées dans la région. *La Bonne assiette, 49, rue Pierre-Corneille, 35000 Rennes, tél. : 02 99 32 18 87, www.bonneassiette.org.*

Creuse : lundis littéraires de la Spouze, 19 juillet et chaque lundi jusqu'au 23 août, à 21h, dans l'atelier du peintre Pierre Gavarni, rencontres littéraires et musicales en compagnie de conteurs, d'acteurs, de musiciens, de cinéastes... Entrée libre. *Centre de créations culturelles, 23230 La Celle-sous-Gouzon, tél. : 05 55 62 20 61.*

Drôme : coopérer par le jeu, 20 juillet, qu'est-ce que la coopération ? Comment on la pratique, comment le jeu comme outil ludique. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Bio **Ariège : greffe en écusson,** 20 juillet, initiation à la pratique de la greffe en écusson en arboriculture. *Fédération Rénova, 1, place du Dôme, 09350 Daumazan-sur-Arize, tél: 05 61 60 27 71.*

Strasbourg : fabriquer son lombricompost, 20 juillet à 17 h au café l'Artichaut, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Val-d'Oise : Réseaux Espérance, 21 au 30 juillet au centre Assise de Saint-Gervais, rencontre d'été des Réseaux Espérance (dimension communautaire, autogestion, non-violence, écologie, pauvreté, spiritualité). *Réseaux Espérance, Agnès Cathelin, 53, avenue Paul-Doumer, 78360 Montesson, tél. : 01 30 71 55 43.*

Seine-Maritime : 2e camp-climat, 22 juillet au 1er août à proximité de la raffinerie Total du Havre. Le Camp action climat est un collectif d'individuEs qui s'organise de façon anti-hiérarchique autour de quatre piliers : la résistance aux crimes climatiques et à l'affairisme irresponsable par l'action directe de désobéissance ; le développement d'alternatives concrètes pour un mode de vie soutenable ; l'éducation, à travers la discussion et les ateliers d'échanges de savoirs ; la construction d'un large mouvement international pour une justice climatique. *Plus d'infos : campclimat.org.*

Drôme : auto et éco-construction, 23 juillet, visite des réalisations sur le site et exposé des principes, questions-réponses. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Ariège : 17e Terre de couleurs, 23 au 25 juillet à Daumazan-sur-Arize (au sud de Toulouse), musique du monde, village alternatif, écofestival. *Terre de couleurs, 09320 Sainte-Croix-Valvestre, tél. : 05 61 66 34 62, www.terredecouleurs.asso.fr.*







éducation

Bio bio formation

environnement

films, spectacles, culture

décroissance

Si vous désirez présenter *S!lence* lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

agenda

Puy-de-Dôme : 5e La Belle rouge, 23 au 25 juillet à Saint-Amant-Roche-Savine. Musique, théâtre, cinéma, cirque engagés... *Compagnie Jolie Môme, BP 22, 92235 Gennevilliers cedex, tél. : 01 49 98 39 20, www.cie-joliemome.org.*

Verdon : production de semences, 24-25 juillet, séminaire animé par Raoul Jacquin. *Association Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél. : 04 66 30 64 91 ou 04 66 30 00 55.*

Creuse : écriture spontanée, 24 au 26 juillet, ateliers de trois jours pour enfants, à la Ferme du Soleil, à Mérinchal. Théâtre spontané, dessin, balades et jeux. *Coline Leprêtre, tél. : 09 71 47 23 32, www.laplumeenchantee.org.*

Ariège : rencontres libertaires, 24 juillet au 5 août, à Eychenat, Journée à thèmes : aménagement du territoire (TAV, TGV...) (25 juillet), lutte des sans papiers (26), théâtre : Karl Marx le retour (27), les services publics (28), stratégie de l'anti-répression (29), être ou ne pas être dans la société (30), quelle organisation pour les anars ? (31), la Françafrique (1er août), libération sexuelle (2), éducation/pédagogie (3), lutte des chômeurs (4). *OCL c/o Egregore, VP 1213, 51058 Reims cedex, tél. : 03 26 82 36 16, lechatnoir@club-internet.fr. OLS, Mille Bâbords, 61, rue Consolat, 13001 Marseille, tél. : 06 70 61 94 34, ols@no-log.org.*

Hérault : yoga et ressourcement dans la nature, 25 et 31 juillet à La Fleyssière. *Association La Fleyssière de la communauté de l'Arche, Kathrina Möckel, La Fleyssière, 34650 Joncels, tél. : 04 67 44 40 90.*

Ariège : Tournée roulottes. A partir du 25 juillet, des Portes de l'Ariège, en passant par le Couserans, le Pays de Foix et le Volvestre... Roulottes, chevaux et saltimbanques prendront la route au départ du Festival Terre de Couleurs à Daumazan-sur-Arize. Jusqu'à la fin de l'été, la caravane présentera dans les villages traversés, des spectacles et des animations. Une rencontre entre la magie du voyage au rythme du cheval et les arts du spectacle vivant, pour favoriser le partage de la culture entre les villageois, les touristes, les artistes et les gens de chevaux, pour valoriser la réintégration du cheval dans les activités quotidiennes sociales et professionnelles de l'homme et porter le message de la protection de l'environnement, circuits courts et transports doux, les associations Objectif Cheval et Océanides Midi Pyrénées ont su fédérer plusieurs artistes, compagnies de spectacle et associations d'Ariège et d'alentours, marionnettistes, clowns, comédiens, circassiens, musiciens et chanteurs. *tél. : 06 83 84 52 59, tourneeroulottes@orange.fr.*

Seine-et-Marne : Forum d'été du Mouvement pour une alternative non-violente, du 25 au 30 juillet au Centre international de séjour de Bois-le-Roi. Le thème est La non-violence en 2010 : penser, résister, construire. Ateliers, débats, détente, prise en charge des enfants. Lundi 26 : l'action non-violente dans les luttes actuelles, mardi 27 : la cohérence entre la fin et les moyens dans la vie politique, mercredi 28 : vivre simplement pour que les autres puissent simplement vivre, jeudi 29 : vivre le conflit, vendredi 30 : vivre en mouvement. *Inscription indispensable avant le 5 juillet et renseignements à l'adresse suivante : man.caroline@nonviolence.fr ou par téléphone au 01 45 44 48 25, et www.nonviolence.fr.*

Creuse : écriture spontanée, 28 au 30 juillet, ateliers de trois jours pour adultes et balades à la Ferme du Soleil, à Mérinchal. *Coline Leprêtre, tél. : 09 71 47 23 32, www.laplumeenchantee.org.*

Ariège : diversité des tomates, 30 juillet, culture et utilisation des tomates. *Fédération Rénova, 1, place du Dôme, 09350 Daumazan-sur-Arize, tél: 05 61 60 27 71.*

Brocéliande : éveil des sens, 30 juillet et 1er août, pratiques et exercices simples qui nous relient à toutes les dimensions de nous-même et du monde. Travail sur la voix avec Caroline Petitjean Tonoly, médiations dynamiques avec François Fagnot. *Trois jours pour aller vers la douceur et la coopération. lavoixenchantee.org, tél. : 02 97 73 85 10 ou 02 96 56 68 37.*

Drôme : énergies renouvelables, 31 juillet, présentation et enjeux, choix, réussites, difficultés. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Août

Lot : rencontres d'Art'zimut, 2 au 7 août à Biars-sur-Cère, thème de l'année : comment aller vers l'autre, comment jeter des ponts entre des idées, des disciplines, des hommes et des territoires. Théâtre forum avec la Cie Desiderata, théâtre de rues avec Arnaud Aymar, présentations du travail des Cies en résidence de création, balade cultu'Rurale, fanfares de la Touffe et de la Horde, le groupe Tzacatal... stages et ateliers (chant, danse, fanfare, écriture, hip-hop, massage, photo, son tango, théâtre). *Programme sur www.artzimut.fr, tél. : 06 30 97 30 80 et mail : infos@artzimut.fr.*

Paris : jeûne pour le désarmement nucléaire, du 6 au 9 août, comme tous les ans depuis 1983, jeûne d'interpellation que l'on peut rejoindre pour une à quatre journées. *Maison de vigilance, 134, route de Béthemont, 95150 Taverny, tél. : 01 45 98 85 25, http://maisondevigilance.com.*

Drôme : journée jardinage, 6 août, initiation à l'agro-écologie, découverte des plantations. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Côtes-d'Armor : 3e Terre d'harmonies, 6 au 8 août à Saint-André-des-Eaux, écofestival sans alcool. Thème de l'année : la musique, une passerelle entre les peuples. *L'arbre qui marche, Le Pont Buée, 35290 Saint-Méen-le-Grand, tél. : 06 24 54 72 21, www.terreharmonies.fr.*

Hérault : danses des Balkans, 8 au 14 août à La Fleyssière. *Association La Fleyssière de la communauté de l'Arche, Kathrina Möckel, La Fleyssière, 34650 Joncels, tél. : 04 67 44 40 90.*

Doubs : plantes sauvages alimentaires, médicinales, bioindicatrices, 9 au 13 août au lac de Saint-Point, stage avec Gérard Ducerf. *Promonature, Beauloup 71110 Briant, tél. : 03 85 25 85 65, http://phytotherapie.promonature.com.*

Haute-Vienne : Altervillage d'Attac, du 13 au 19 août 2010, à l'EcoHameau du Moulin de Busseix (Ladignac-sur-Long). Gestion collective du village, ateliers et échanges d'expériences sur les formes d'action militantes, pour penser et produire des outils de sensibilisation et de campagne, et cette année particulièrement sur le thème des alternatives à la finance. *Contact : altervillage@attac.org, tél. : 06 63 86 37 21.*

Toulouse : festo 2010, 13 au 20 août, rencontre internationale des jeunes espérantistes. *Espéranto-Jeunes, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, http://esperanto-jeunes.org.*

Drôme : briques de terre crue, 14 août, journée pratique de fabrication et édification de murs. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Bretagne : rencontres espérantistes de Plouëzec, 14 au 21 août, cours d'espéranto le matin pendant 3 h, pour six niveaux, après-midi libres, différentes solutions pour le logement. *Espéranto Plouëzec, J. C. Dubois, tél. : 02 96 35 73 06, www.plouezec.fr.*

Hérault : 14e Estivales de la bio, 15 août, avenue de la Gare à Olargues. 85 exposants. *Civam bio 34, maison des agriculteurs, B, Mas de Saporta, CS 50023, 34875 Lattès, tél. : 04 67 06 23 90.*

Yvelines : rencontre annuelle des Sel, 16 au 22 août, au centre national de formation de scouts de Jambville. Ateliers de réflexion sur l'économie solidaire, l'écologie, la communication ; ateliers détentes ; activités conviviales. *Coordination Sel Ile-de-France, http://intersel.apinc.org.*

Drôme : coopérer par le jeu, 17 août, qu'est-ce que la coopération ? Comment on la pratique, comment le jeu comme outil ludique. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Lyon : expédition de S!lence. 19 et 20 août. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Nantes : journées d'été des Verts, 19 au 21 août, sur le campus du Tertre, en lien avec Europe-Ecologie, débats thématiques et stratégiques. *Les Verts, 247, rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 Paris, tél. : 01 53 19 53 19, http://lesverts.fr.*

Drôme : phyto-épuration et toilettes sèches, 20 août, gestion des déchets au quotidien, épuration et digestion des matières solides. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Drôme : réveiller ses papilles et ses perceptions sensorielles, 21 au 27 août, à la ferme de Baume-Rousse (près de Crest), séminaire animé par Béatrice Acremant (art-thérapeute) et Joël Acremant (formateur en alimentation saine). *Mouvement de culture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 29 24 36 41, www.bio-dynamie.org.*

Sète : 3e semaine internationale d'espéranto, 21 au 28 août, cours, ateliers... et plages. *Espéranto Culture & Progrès, 10, passage Jules-Ferry, 34290 Servian, tél. : 04 67 39 16 30.*

Bas-Rhin : construction en bottes de paille et enduit terre, 21 août à 10h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Bas-Rhin : fabriquer ses enduits de terre crue, 22 août à 10h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Drôme : biodiversité, 23 août, à quoi sert-elle ? Comment la préserver. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Haute-Savoie : Ultra-sieste du mont Blanc, 24 au 28 août. Alors que se déroulera une course à pied extrêmement difficile autour du mont Blanc (l'Ultra-Trail), pour la deuxième année, une contre-manifestation propose de prendre son temps. Arrêter de courir pour respecter ses limites, respecter l'autre dans ses différences, rejeter l'élitisme de la compétition, réduire l'individualisme au profit de la solidarité et de la convivialité, promouvoir des activités non-marchandes, se libérer de l'intoxication de la publicité, s'opposer à la mainmise des sponsors, refuser le bénévolat dans des projets à finalités mercantiles, avoir le temps de regarder, écouter, sentir, goûter et ainsi mieux comprendre et apprécier le monde... Tout le monde est invité à s'installer pour faire la sieste sur le parcours et à débattre avec les participants de la course. *Atelier EquiThés, 65, route des S'nailles, 74310 Les Houches, tél. : 04 50 54 55 20, http://atelierequithes.blogspot.com.*

Drôme : pédagogie coopérative, 25 au 27 août, formation destinée aux enseignants. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Saône-et-Loire : éducation authentique, 26 au 29 août à Cluny, rencontre annuelle du CREA, Cercle de réflexion pour une éducation authentique, ouverte à tous. *CREA, 71300 Mary, tél. : 04 67 86 37 54 ou 06 98 81 97 20, appviecrea@yahoo.fr.*

Loire : rencontres des objecteurs de croissance, 26 au 29 août, à la *Maison familiale et rurale de Marlhes, 22, route de Jonzieux (tél. : 04 77 51 81 87).* Thème 1 : Pour résister à la domination, quels rapports au pouvoir ? Quels effets peut-on attendre des alternatives concrètes, des contre-pouvoirs et des anti-pouvoirs ? Comment atteindre une masse critique ? Transition et stratégie de l'escargot. Thème 2 : En quoi les objecteurs de croissance pourraient-ils hériter du socialisme utopique ? Et surtout, comment ? Et pour quoi ? *La suite sur : www.les-oc.info/index.php?post/2010/04/12/marlhes2010.*

Bas-Rhin : fabriquer et appliquer ses peintures naturelles, 27 août à 10 h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Maine-et-Loire : université d'été espérantiste, 27 au 29 août, au château de Grésillon, rencontre organisée par le mouvement Europe démocratie espéranto, Ede, qui s'est déjà présenté deux fois aux élections européennes. *www.europe2009.fr ou http://gresillon.org.*

Drôme : du blé au pain, 28 août, faire son pain bio au levain, cuit au feu de bois. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*



Vivre ensemble

■ **Ecolectif.** Projet de création d'un "Cohabitat Continuum", où vivre dans l'équivalence, le respect et le développement des talents de chacun, dans la pratique du "pouvoir ensemble". Nous sommes désireux d'un environnement où les générations se côtoient au quotidien, où les décisions sont prises en prenant en compte chaque voix, dans le plein pouvoir de l'individu et l'expression de l'intelligence collective, où les différends sont résolus dans une communication qui transforme l'intensité émotionnelle en solutions partagées. Nous voulons un cadre de vie rural proche de Toulouse où se complètent les espaces privés (chacun sa maison et ses finances) et collectifs (cuisine, salle de séjour, buanderie, bureaux, ateliers...). Nous nous appuierons entre autres sur la construction en terre, en laissant une part importante à l'auto-construction et à l'expression de la créativité de chacun. Nous produirons des légumes et fruits biologiques, créerons un groupement d'achat et utiliserons des énergies renouvelables, en partie auto-produites. Nous souhaitons y intégrer nos activités professionnelles et développer des activités respectueuses de l'humain et de l'environnement, en interaction avec le tissu social local (conseil, formation, activités alternatives artisanales, agricoles et de services). Nous sommes actuellement 11 personnes (trois à 55 ans). Cherchons d'autres rêveurs-réalisateurs bienvenus. *Estevez Corniquet, tél : 04 74 37 78 20, isabel.estevez@wanadoo.fr.*

■ **Narbonne.** Mon annonce "coloc de mamie" du mois d'avril n'a pas suscité de contacts. Cependant j'avance dans mon projet et j'ai trouvé un logement pour trois personnes dans un contexte particulièrement favorable. A l'intérieur d'une association de colocation de seniors nous pourrions créer une petite cellule "femmes" plus centrée sur vie simple, décroissance, recherche de non-violence, convivialité. Je dois trouver des partenaires rapidement. En définitive, il n'y a plus de critère d'âge, bienvenue à femmes plus jeunes aussi. *marie.fle@free.fr.*

■ **Recherche de regroupement rural.** Couple (32 et 40 ans), petit bout en pro-jet, cherche à s'installer dans une zone de réelle proximité géographique (idéalement à portée de pieds !) entre quelques per-sonnes/ familles "alternatives" indépendantes mais dans la relation et l'échange de voisinage. Souhaitons location (ou autre ?) pour jardiner et "bricoler", plutôt dans région naturelle préservée. Objectif : réseau social, coups de main ponctuels voire coopération, solidarité et auto-production partielle. Personnes sensibles à cette démarche ne surtout pas s'abstenir de nous contacter pour toute piste, infor-mation ou simple échange, merci !

Agir ensemble

■ **Deux-Sèvres.** Chantier participatif pour une maison en paille ouvert toute la belle saison 2010. Gîte et couvert fournis aux bénévoles. *katia.renaud1@free.fr, http://misesurlapaille79.blogspot.com.*

■ **Limousin.** Depuis dix ans, l'association Contrechamps organise la première quinzaine d'août un chantier de bénévoles (1er au 15 août). Ce chantier n'est pas ordinaire : il s'agit de la rénovation d'une ferme ancienne au côté du GAEC Champs libres en polyculture-élevage en biodynamie. Chantier en matinées (8 h – 12 h 30) : isolation d'un toit, construction d'un jeu pour enfants, construction d'une scène amovible. Après-midi : visites de structures alternatives, baignades, échanges de savoirs...). Hébergement en camping sur le site. Familles avec enfants bienvenues. *Association Contrechamps, Trasrieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit, tél. : 05 55 69 13 18.*

■ **Réf. 381.01.** Enseignante, pédagogie alternative, souhaiterait trouver un lieu accueillant (ferme, site naturel) et des personnes intéressées pour réaliser un projet d'accueil d'enfants et de jeunes (en rupture scolaire, familiale et sociale ou encore avec un handicap léger) le temps de leur permettre de reprendre pied et de développer une certaine confiance en eux-mêmes. Aides suggérées (travaux de la terre, s'occuper d'animaux, travaux artistiques, enseignement vivant afin d'être autonome, opportunité de côtoyer des gens expérimentés...). *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Recherche

■ **Bretagne.** Cherche pouzzolane pour phyto-épuration ou contacts pour commande groupée. *François Fagnot, Tréhorenteuc, tél : 06 16 80 03 71.*

■ Couple cherche à reprendre dans commu-ne : multiservices, café, petite restauration avec possibilité d'animations (théâtre, chan-sons, jeux, danses...). *Tél : 06 83 03 78 81.*

■ Recherche reportages de *Silence* ou de tout autre publication sur la vie alternative dans le Lot et l'Aveyron. Qui voudrait me les revendre, photocopier ou prêter. Frais remboursés. Merci d'avance de votre solidarité.

Immobilier - demandes

■ **Metz.** Annaig, 19 ans, cherche hébergement pour rentrée 2010. Etudiante en psycho, elle souhaite une chambre chez l'habitant, petit déjeuner compris, partage occasionnel d'un repas, convivialité, simplicité, loyer modique, présence fréquente le w.e. *Tél : 06 50 36 72 38 ou son père Y. Liot, Lanhel, 22110 Rostrenen, yeunliotbreizh@gmail.com.*

■ **Saint-Brieuc.** Cherche hébergement occasionnel 3-4 nuits par semaine, toutes les 4 à 8 semaines à Saint-Brieuc ou très proche, à partir de septembre. Participation aux frais. *Youenn Liot, Lanhel, 22110 Rostrenen, yeunliotbreizh@gmail.com.*

■ **Drôme-Ardèche.** Pour projet de camping écologique, respectant et valorisant la région et son environnement, cherchons terrain 1 ha min. avec accès à l'eau, à acheter, à louer ou troquer. Sommes ouverts à toutes propositions. N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations. *Sylvie, tél : 06 49 49 13 39, sylvie.decurnex@akouphene.org.*

Immobilier - offres

■ **Drôme.** Maison dans cadre exceptionnel, en cours de construction, permis accordé pour 155 m² sur sept ha de terrains boisés + cabanon de 40 m². Autonomie électrique à créer. Sources. A 2,5 km de la route entre Crest et Die. 180 000 €. *Tél : 06 86 91 54 17, Luc.*

Vacances

■ **Ardèche.** Accueil rural en yourte mongole traditionnelle, superbe site sauvage, randonnées, baignades, ferme-auberge toute proche, maraîchage bio-dynamique sur place. *Eric, tél : 04 75 38 69 46.*

■ **Cévennes,** Mont Lozère, haute vallée de la Cèze, accueil paysan, agroécologie Nature & progrès, trois chambres, six places de camping, table tous les soirs avec produits des jardins. Réservation : 04 66 61 12 77. Au plaisir.

Pour commander un ancien numéro

Seuls ces numéros sont disponibles. Ils sont à commander à
Silence, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 09.

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s).
Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajouter les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).
Indiquez le total de votre règlement :

VOS COORDONNÉES — MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Ne faites qu'un seul chèque si vous vous abonnez également... voir en page 55. Chèque à l'ordre de Silence.

Numéros régionaux

- ☐ 325 Nord-Pas-de-Calais
- ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- ☐ 337 Paris
- ☐ 348 Centre
- ☐ 353 Haute-Garonne et Gers
- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 364 Savoies
- ☐ 370 Nièvre et Saône-et-Loire
- ☐ 375 Gard et Lozère





☐ 357 ☐ 360 ☐ 361 ☐ 362 ☐ 363 ☐ 365

☐ 366 ☐ 368 ☐ 369 ☐ 371 ☐ 372 ☐ 373

☐ 374 ☐ 376 ☐ 377 ☐ 378 ☐ 379 ☐ 380

Le détail des sommaires est consultable sur : www.revuesilence.net



D.R.

Les paysans garants de la survie de l'humanité

Manifestation du Mouvement des Travailleurs sans Terre au Brésil

Les paysans sont de retour, écrivait, en 2005, l'économiste, sociologue et documentariste, Silvia Pérez-Vitoria, dans un ouvrage paru chez Actes sud. Ces hommes et femmes, longtemps dénigrés par les tenants de l'industrialisation et de la modernisation, représentent encore la moitié de l'humanité. Aux avant-postes de la lutte contre l'OMC et la libéralisation des échanges, porteurs des positions les plus novatrices, ils se battent contre les multinationales de l'agroalimentaire tout en préservant les équilibres naturels en cultivant leurs terres de manière pérenne.

Vous évoquez dans "La riposte des paysans" les impasses et les ravages de l'agriculture industrielle et concluez que poursuivre sur cette voie serait suicidaire. Qu'en est-il ?

Continuer dans la voie de l'agriculture industrielle serait en effet suicidaire pour l'humanité, tant sur le plan environnemental que sur le plan social. C'est la survie même de l'humanité qui serait menacée. Ce système est en train de détruire la nature d'une manière qui commence presque à devenir irréversible. Dans la deuxième moitié du 20e siècle, les deux tiers de la superficie agricole mondiale se sont dégradés par érosion, salinisation, compactage des sols, perte de nutriments et pollution. De même le développement des monocultures a fortement diminué la biodiversité. Un rapport de la FAO datant de 1996 constate que les trois quart de la diversité génétique des espèces cultivées ont disparu au 20e siècle.

L'industrialisation de l'agriculture s'est traduite par de graves conséquences au plan social. Dans les pays du sud, les paysans dépossédés de leurs terres s'entassent dans des bidonvilles. On estime aujourd'hui à un milliard le nombre de gens vivant dans ces bidonvilles dans des conditions inhumaines.

En Inde, témoigne Vandana Shiva, près de 150 000 paysans rendus pauvres et endettés du fait de l'industrialisation de l'agriculture se sont suicidés entre 1997 et 2005.

Vous évoquez une transformation du paysan en exploitant agricole qui se serait opérée au 20e siècle. Comment s'est-elle réalisée ?

Les agricultures paysannes avaient autrefois avant tout une vocation nourricière. Elles étaient fondées sur l'autonomie, le respect de la nature et privilégiaient l'autosuffisance. L'industrialisation de



> ***L'image qu'a donnée la société industrialisée de la paysannerie au cours des cent cinquante dernières années doit être révisée. Les mouvements paysans ne sont ni porteurs d'une vision nostalgique du monde rural, ni les fers de lance d'une modernité destructrice. Ils contribuent à la reconstruction d'une agriculture nourricière respectueuse de la nature et des cultures ; ils sont les seuls à pouvoir assurer une veille des territoires face aux dégradations de l'industrialisation. Leur rôle primordial dans la sauvegarde de la nature doit enfin être reconnu.***

l'agriculture a amené le paysan à perdre peu à peu son autonomie, tant au niveau de ses savoirs et savoir-faire, que dans ses pratiques et ses choix. En achetant des machineries lourdes pour les labours, des intrants chimiques, des équipements d'irrigation et des semences hybrides, les paysans ont bouleversé leur mode de vie et anéanti leur autonomie. Ils se sont trouvés complètement pris dans un système dont ils sont devenus un rouage. L'unique raison d'être de l'exploitant agricole est désormais de produire pour un système industriel sans souci de nourrir les hommes ni de chercher à maintenir un environnement sain et durable qui étaient ses missions traditionnelles. Les paysans, transformés en exploitants agricoles, sont ainsi devenus des acteurs économiques dont le seul but est le profit.

Cette perte des savoirs et savoir-faire traditionnels des paysans est-elle irréparable ? Comment peut-on revivifier ces savoirs ?

Le développement d'une science agronomique conçue par des scientifiques a peu à peu dévalorisé les savoirs et pratiques des paysans. Ces connaissances, qui ont pourtant fait la preuve de leur efficacité, ont été peu à peu rejetées, oubliées et niées par la science. Il est encore possible de récupérer ces savoirs paysans là où ils existent encore au Sud comme au Nord. Des centres de formation mis sur pied par des paysans pour des paysans, et visant à récupérer et transmettre ces savoirs et savoir-faire, sont en train de se créer un peu partout en Asie, comme en Amérique Latine et en Europe. On retrouve, en outre, chez nombre de jeunes qui veulent s'installer, cette volonté de pratiquer une agriculture paysanne en retrouvant des connaissances que ne fournissent pas les systèmes institutionnels. De plus en plus d'expériences naissent et se développent de manière informelle sur le terrain.

Comment peut-on "repaysanniser" l'agriculture ? Comment grignoter du terrain par rapport au complexe agro-alimentaire ?

Ce n'est pas facile, ce n'est pas joué du tout, même si la "repaysannisation" est le meilleur moyen de lutter contre la faim dans le monde. Les deux tiers de ceux qui ne mangent pas à leur faim sont des paysans. C'est donc bien par là qu'il faut commencer : permettre aux paysans de se nourrir. Le premier combat est de maintenir des cultures vivrières contre des cultures de rente. Il est important qu'il y ait des mouvements paysans comme Via Campesina qui se revendiquent de l'agriculture paysanne. Ceux-ci témoignent d'une prise de conscience et d'une unité autour de ces agricultures paysannes. Des jeunes en passe de s'installer adoptent ce type de démarche. Retourner à une agriculture biologique est un premier pas mais ce n'est cependant pas suffisant. On peut pratiquer une agriculture biologique en monoculture et de façon intensive.

Des études auraient montré que les agricultures paysannes seraient plus efficaces que l'agriculture industrielle ?

Depuis une vingtaine d'années, une multitude d'études et de rapports affirment en effet que les agricultures paysannes ont une plus grande efficacité que l'agriculture industrielle. Une mesure économique en termes de rendement ne suffit pas. Il faut prendre en compte toutes les dimensions nécessaires pour assurer la pérennité écologique et sociale du système. Deux rapports récents ont montré la nécessité de faire appel aux pratiques agricoles paysannes face à la faillite de l'agriculture industrielle. Le rapport de la Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire qui s'est tenue à Rome dans le cadre de la FAO en 2007 est le plus intéressant. Il stipule



Rassemblement Ekta Parishad à New Delhi pour réclamer une réforme agraire

que le rendement des cultures biologiques est, en moyenne, comparable à celui des cultures conventionnelles. Il montre aussi que les exploitations qui pratiquent l'agriculture biologique utilisent entre 33 % et 56 % d'énergie en moins par hectare. Le rapport de la FAO et celui rendu par l'IAASTD en 2002 (Rapport sur l'évaluation internationale des sciences et techniques agricoles au service du développement) montrent que si l'on prend en compte l'ensemble du système agricole — sa pérennité, le maintien de la biodiversité, l'optimisation de l'utilisation de l'eau et des énergies — les agricultures paysannes sont beaucoup plus performantes que les agricultures industrielles.

Qu'entendez-vous par "après développement" ? Et quelle forme pourrait prendre cette notion d'après-développement dans la sphère agricole ?

Le développement est passé partout, laissant derrière lui un cortège de dégâts. L'après-développement s'intéresse à tous les processus de réparation et de reconstruction. Il s'agit d'empêcher la poursuite des destructions et de réparer ce qui a été cassé. Ces reconstructions s'opèrent à partir des moyens dont disposent chaque région, chaque pays à partir des fondamentaux de l'alimentation.

Pour réparer les dégâts écologiques du développement, on aura besoin des savoirs et savoir-faire de ceux qui ont su, à travers les siècles, maintenir les équilibres écologiques fondamentaux. Pour contrecarrer les pertes de biodiversité, on aura besoin de ceux qui préservent les semences et les races, les conservent, les multiplient.

Quelles sont les batailles des paysans qui vous semblent, aujourd'hui, les plus urgentes, les plus cruciales ?

C'est la bataille qui s'opère sur le terrain de la préservation de la biodiversité qui me semble la plus cruciale. Si l'on perd notre biodiversité, le monde est perdu. Vient ensuite la protection de la terre contre les tentatives d'accaparement par l'agro-industrie, puis la protection des savoirs et connaissances.

Les paysans ont-ils remporté des victoires importantes sur ces différents terrains ?

On voit se multiplier un peu partout des réseaux de semences paysannes afin d'assurer le maintien de la biodiversité la plus riche possible et d'échapper au contrôle des firmes semencières. Il s'agit de récupérer les variétés locales partout où l'on peut les retrouver et de constituer des banques de semences. S'agissant de la bataille pour la terre, des mouvements qui se sont déroulés au Brésil ou en Inde par exemple ont permis à des paysans de retrouver leurs terres. Des victoires ont eu lieu aussi sur le terrain de la récupération des savoirs et connaissances. Des écoles de recherche et d'échanges des savoirs paysans se sont créées au Venezuela et au Bangladesh par exemple. Des projets commencent à poindre en Afrique. Il y a une vraie prise de conscience qui se traduit en actes. Ainsi des tentatives de biopiraterie, soutenus par le gouvernement des Etats-Unis et l'Union européenne, dans l'état du Chiapas au Mexique ont suscité de telles oppositions qu'elles ont du être abandonnées. Une prise de conscience se manifeste notamment du côté des populations indigènes qui n'acceptent pas d'être achetées en échange de l'exploitation d'un brevet. Ils sont conscients de leurs richesses et ne veulent surtout pas les brader.

Propos recueillis par Eric Tariant ■

> ***“Les paysans peuvent constituer une alternative face aux dérives d'une société éminemment mortifère.”***

Lire :

La riposte des paysans par Silvia Pérez-Vitoria (Actes Sud, 2010)

Les paysans sont de retour par Silvia Pérez-Vitoria (Actes Sud, 2005)

www.colloque-agroecologie-albi2008.org



Une fausse nouvelle énergie verte ?

Forêt naturelle au Québec : dans une forêt non exploitée, jusqu'à 30 % des bois peuvent être en décomposition, un processus indispensable pour renouveler la fertilité du sol.

Le gouvernement québécois se met enfin en mouvement pour réduire ses émissions de gaz à effets de serre et ainsi tenter d'atteindre les objectifs de Kyoto. Dans le but de trouver un substitut au fuel, il a ouvert, en septembre 2009, au Québec, le marché d'une nouvelle énergie verte : la biomasse forestière.

Déjà largement utilisée en Europe, aux Etats-Unis et au Canada, la biomasse forestière est un produit issu des "déchets de la forêt" : branches, cimes, feuilles, ainsi que d'autres rejets de la foresterie. Sa combustion, possible après différentes transformations, offre une palette énergétique intéressante sous forme d'électricité, de chaleur ou de carburant.

Brûler le bois qui jonche le sol des forêts est meilleur que recourir au pétrole. Pour autant, la solution n'est pas évidente, posée entre incertitude scientifique et réalité commerciale.

Energie verte ou fausse bonne idée ?

Nous sommes, au Québec et partout autour du cercle arctique, dans une forêt appelée tantôt forêt Boréale, Toundra ou Taïga. C'est la plus grande forêt vierge du monde et pourtant pas la plus connue. Cette forêt composée de feuillus et de résineux est habituée à de grandes périodes de froid en hiver. Il s'agit d'un immense puits à CO_2 et un laboratoire de biodiversité. La surface de ramassage de la biomasse, dite forêt commerciale, concerne les régions déjà exploitées par la foresterie, soit 30 % du sud du Québec.

Cette forêt ne fonctionne pas du tout comme les nôtres ou comme l'Amazonie. Tout d'abord, il existe une différence majeure sur le système spécifique de captation du carbone dans ces forêts. Contrairement à des forêts plus riches comme l'Amazonie, le carbone boréal est capté à 20 % dans les arbres et à 80 % dans la terre. Ce dernier alors enterré en faible profondeur pendant des années, stocké de manière instable par le sol, s'échappe chaque fois que la terre de la forêt est piétinée par des engins. Ce rejet est comparable à une poche qui aurait été percée parce qu'on l'aurait piétinée. Le fait d'ajouter une activité forestière devrait donc encore augmenter les émissions de CO_2 et non les diminuer. D'autre part, il faut dire que ce bois est destiné à être brûlé. Or, s'il est entendu que le bois stocke du CO_2, il faut égale-

ment rappeler qu'il le relâche pendant sa combustion. Par exemple, le gouvernement souhaite diminuer ses émissions de CO_2 dues au mazout lourd de 1,1 millions de tonnes. Pour cela, la biomasse allouée est de 3,3 millions de tonnes. Mais il est accepté qu'un mètre cube de bois relâche une tonne de CO_2. Le calcul est enfantin : 3,3 millions de tonnes seront relâchées pour éviter 1,1 millions de tonnes émises.

Le deuxième problème de cette récolte est tout aussi grave. La biomasse, au sol, est un fertilisant naturel. C'est souvent le seul fertilisant. La putréfaction du bois permet de libérer des éléments nutritifs qui contribuent, avec la qualité de la terre, à la régénération de la forêt. Or le ramassage remet cet équilibre en jeu. Aujourd'hui, les plans gouvernementaux d'interdictions de ramassage sur des zones à risques ne couvrent quasiment aucune surface sur le territoire. En opposition à quoi, des études scientifiques publiques et privées s'accordent à dire qu'un critère national de ramassage devrait voir le jour, et que dans ce dernier, presque 30 % des parcelles seront sensibles à une perte de fertilité, voir à une acidification. En effet, des pluies acides continuent de venir des Etats Unis auxquelles la biomasse sert de tampon naturel.

Le ramassage ne peut donc être systématique car il dépend de nombreuses variables qui ne sont pas encore prises en compte dans les restrictions dont la qualité des sols, de l'infiltration, de la pente et d'autres critères. Le risque du recours à la biomasse serait donc une perte de fertilité de cette forêt qui entraînerait indubitablement une utilisation de fertilisants chimiques (comme en Suède sur la même question) et une recherche de nouveaux terrains de culture, toujours plus au nord, dans la forêt vierge.

Pourquoi risquer sa forêt ?

L'objectif, au-delà de l'écologie, est surtout de créer une nouvelle filière commerciale pour le secteur industriel forestier. L'état vend cette biomasse, dont il est propriétaire, pour la transformer en plusieurs vecteurs d'énergie. On peut même dire qu'il l'offre car les prix ne dépassent pas 0,1 dollar la tonne.

La biomasse est utilisable sous différentes formes. Tout d'abord, on la trouve en granules. Ces petits morceaux de bois compactés sont exportés à 90 % hors du pays pour finir dans des poêles à bois Européens ou Américains. Le Québec ne profite donc pas de ces ventes et ne fait pas diminuer son impact écologique grâce à cette ressource.

La biomasse peut également être transformée en éthanol cellulosique, un agro carburant de deuxième génération. Mais celui-ci nécessite tellement de biomasse forestière que 100 % de celle-ci couvrirait à peine 10 % des besoins automobiles des québécois. Cela sans compter l'eau et la chaleur nécessaires à sa fabrication. Les québécois sont-ils prêts à offrir la forêt à leur voiture ?

D'après la Société pour la Nature et les Parcs (SNAP), une des principales ONG de conservation au Québec, la meilleure utilisation de cette biomasse résiderait dans une consommation limitée au chauffage collectif. Nous entendons ici les hôpitaux, les bâtiments publics, la ville souterraine de Montréal et d'autres établissements. Leur système de chauffage fonctionne actuellement au fuel et un passage aux granules pourrait demain consumer moins de CO_2. Ceci éviterait également l'exportation en masse de cette ressource.

Un besoin d'espoir…

Le seul aspect d'une éventuelle protection est aujourd'hui, encore une fois, commercial. C'est dans la complexité de la norme FSC que la SNAP a trouvé son seul levier d'action. En effet, celle-ci laisse supposer qu'aucun fertilisant ne peut être utilisé et que la régénération doit être naturelle. Or, la peur de perdre cette norme, qui aide tant à vendre plus de bois dans un climat de communication écologique est une motivation à se poser, un peu, la question de la biomasse forestière. Mais nous sommes encore loin du premier pas dans le bon sens.

Il est donc de notre devoir, face à ce genre de questions, de faire appel au principe de précaution. Rappelons que celui-ci énonce qu'*en cas de risques de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement.* Il ne peut mieux s'appliquer à ce problème, qui met en danger la forêt, mais aussi la plus grande industrie du pays. Malgré la crise que la foresterie vit depuis dix ans, il est difficile de voir comment une telle prise de risques sauverait ce secteur.

Frédéric Lacrabère ■


D.R.

Quilapayun, la révolution et les étoiles

D.R.

L'humour et le sens de l'absurde font partie intégrante de l'univers de Quilapayun

Ceux qui ont connu l'époque de l'arrivée des réfugiés politiques chiliens après le coup d'Etat de Pinochet en 1973 savent chanter, le poing levé, l'hymne révolutionnaire "El pueblo unido jamas sera vencido" (Le peuple uni ne sera jamais vaincu). Mais au-delà de cet hymne qui leur colle à la peau, les *Quilapayun* ont continué à tracer leur chemin à la croisée de l'engagement politique et de la poésie, dans une démarche artistique originale dont les polyphonies donnent des frissons. Après 45 ans, le groupe continue à créer et à se produire en public. Silence a posé quelques questions à l'un des membres historiques de Quilapayun, Luis Hernan Gomez Larenas.



Pochette de l'album de Quilapayun Solistas, 2009

Silence : Quelles sont les circonstances dans lesquelles votre musique est née et s'est développée ?

Luis Hernan Gomez Larenas : Quilapayun fut créé en 1965 par les frères Carrasco et Julio Numhausser, pour développer une expression enracinée dans notre folklore. Il s'agissait de jeunes étudiants influencés par la révolution cubaine, militants de gauche qui voulaient associer les changements à une musique originale, comme un geste d'indépendance.

Le groupe a traversé quatre périodes distinctes : les années soixante, au milieu des mouvements sociaux qui débouchèrent sur un gouvernement de gauche présidé par Salvador Allende. Ensuite dès 1973[1] vient la période de l'exil, marquée par une activité intense et une forte créativité interne. Puis une période de 1992 à la fin 2002, transition post-exil marquée par une crise avec une perte d'activité, et finalement la période de 2003 à nos jours. Les deux premières périodes sont les plus fécondes avec nos œuvres les plus significatives. A mon humble avis nous n'avons pas encore dit notre dernier mot, le développement doit continuer.

Comment votre démarche musicale a-t-elle évolué ?

Notre création musicale s'inspire du folklore et de divers rythmes populaires de notre continent. Ces expressions musicales, riches et variées, représentent une source intarissable. A partir de là, notre démarche artistique consiste à développer une chanson qui privilégie la défense de valeurs fondamentales et humanistes : démocratie, justice sociale, amour, tolérance… Notre lien avec la poésie et les arts se manifeste par les rencontres, l'intersection et les influences de nos activités respectives avec des poètes-écrivains comme Neruda[2], les peintres Matta, Antunez et Balmes, les

1. Arrivée de Pinochet au pouvoir par un coup d'Etat organisé par la CIA, le 11 septembre 1973.
2. Dont de nombreux poèmes ont été mis en musique et interprétés par le groupe, notamment dans son album Quilapayun chante Neruda, Pathé Marconi 1983.

musiciens comme Advis, Orrego Salas, Becerra et tant d'autres. Dans chacun des 35 albums de notre discographie on en trouve les traces.

Quels sont les moments forts de votre carrière ?

Ils sont trop nombreux pour tous les citer : le travail avec Victor Jara[3], la création et le montage de *La Cantata Santa Maria de Iquique* en 1970[4] avec le compositeur Luis Advis, avec qui nous avons aussi monté *La Sinfonía de los Tres Tiempos de América* en 1987, nos rapports avec Salvador Allende, la Fête de l'Huma en 1973 et 1974, l'Olympia en 1973 et 1984, sans oublier plus récemment nos dernières tournées en France et au Chili avec des audiences massives qui nous ont agréablement surpris.

Comment se présente votre fonctionnement collectif ?

Quilapayun depuis son "enfance" fonctionne de façon démocratique. Les décisions du groupe sont l'objet d'une discussion préalable interne. Chacun expose son point de vue et nous avons parfois des échanges sévères, mais cela ne pose pas vraiment de problèmes. Les talents de chacun sont au service du collectif. Les bénéfices de notre travail sont distribués égalitairement. Cette façon solidaire de fonctionner fait partie de notre identité. Elle est d'autant plus importante qu'elle fut mise en cause lors du dépôt de la marque *Quilapayun* par un ex-membre en son seul nom, ce qui a déclenché un grave conflit en 2002. Cela a été tranché par les tribunaux en notre faveur, ici en Europe. Un procès autour de la marque est en cours au Chili et nous avons eu déjà deux décisions favorables.

Cela fait 45 ans que votre groupe existe. Pourquoi poursuivre l'aventure si longtemps... et comment faites-vous ?

Je dirai que dans notre cas, "comment et pourquoi" est une même chose. C'est le Chili et les circonstances qui nous ont propulsés. Regarde les années 60 et l'Unité Populaire qui a suscité tant d'espoir partout dans le monde, la lutte contre la dictature, l'exil, qui nous a permis de voyager, la France qui nous a accueillis et son public qui nous a adoptés. Depuis six ans les Chiliens de la nouvelle génération viennent nous voir comme les témoins d'une époque qu'ils n'ont pas vécue. Mais aussi beaucoup de ceux qui ont souffert avec la perte d'un parent ou d'un frère.

Aujourd'hui parmi ces mêmes personnes, certaines ont tout perdu (suite au séisme qui a dévasté le pays le 27 février 2010). Nous devons faire quelque chose en tant qu'artistes et citoyens qui avons le privilège d'avoir une certaine tribune, constituée par ce groupe au sein duquel chacun a passé sa vie et donné son talent. Tout cela nous incite à poursuivre. Alors nous pouvons dire : pourquoi pas 50 ans ? Tout peut arriver.

Comment concilier "la révolution et les étoiles" ? Quelle relation faites-vous entre démarche artistique et engagement politique ?

Nous participons à la vie civique, aux combats pour une société plus juste, mais sans oublier que c'est l'esprit, l'éducation, la culture qui finalement font le bonheur des gens ; il faut donc les associer. La nourriture ne suffit pas si parallèlement il n'y a pas d'éducation ; la lumière ne suffit pas si tu n'as pas un horizon. C'est l'éternelle difficulté de concilier le matériel et le spirituel, l'égalité et la justice, le besoin de pain et d'utopie. Ce sont ces « équations » que ni le marxisme ni le capitalisme n'ont réussi à résoudre par manque d'humanité et peut-être par mépris de la culture.

Quel regard portez-vous sur les changements survenus au Chili depuis la fin de la dictature de Pinochet en 1990 ?

Le Chili est devenu une démocratie solide et mature, ce que traduit la réussite des gouvernements de centre gauche successifs depuis 1989. La droite républicaine et ultra-libérale a repris le pouvoir après 20 ans et pas un seul incident n'a entaché le scrutin. Piñera, le nouveau président va devoir poursuivre la reconstruction d'un pays dont un bon tiers est par terre après le séisme avec 2 millions de sans-abris et des villes qui ont disparu de la carte. Reste à souhaiter que ni cette tragédie ni ce nouveau gouvernement ne fassent oublier qu'il y a encore des tortionnaires dans les rues et que le procès des assassins de Victor Jara et tant d'autres compatriotes n'a pas encore eu lieu.

Quelle est votre actualité ?

Après des années 90 plutôt maigres, notre activité se partage entre l'Europe et les Amériques. Notre dernier album est le CD *Solistes,* publié en septembre 2009 à Santiago. Comme son nom l'indique, il est constitué de chansons dont chacun des membres est la voix principale à son tour. Nous préparons un nouvel album qui sera encore plus près de nos racines et préoccupations en tant que Chiliens. *Quilapayun* est devenu une véritable compagnie de onze membres. Les perspectives sont ouvertes, nous avons de nouveaux membres jeunes et talentueux.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■



D.R.

En 1970, les Quilapayun consacrent une cantate en hommage aux ouvriers en grève massacrés en 1907 dans l'école de Santa-Maria-de-Iquique



Pochette de l'album de Quilapayun Por Vietnam, 1968

3. Auteur-compositeur-interprète chilien. Un des principaux soutiens de l'Unité Populaire d'Allende. Après le coup d'Etat, il a été arrêté, torturé et tué comme tant d'autres dans un stade qui porte aujourd'hui son nom.
4. Parue en 1970 et composée par Luis Advis, cette cantate au croisement de la composition classique, de la tradition andine et de la parole politique, est parfois considérée comme le chef-d'œuvre de Quilapayun. Alternance de chants, de parties instrumentales et de récit parlé, cette œuvre raconte l'histoire réelle d'ouvriers en grève qui furent massacrés dans l'école Santa Maria de Iquique en 1907.



Le photovoltaïque en question

Actuellement la bonne rentabilité économique d'une installation photovoltaïque est basée sur des tarifs d'achat artificiellement surévalués. Elle est financée par tous les consommateurs.

7,7 tonnes, c'est le contenu en émissions de CO_2 résultant de la fabrication d'une installation de 3000 Wc réalisée avec des modules chinois.

29 ans, c'est le temps de retour en CO_2 de modules chinois installés en France.

Le prix d'achat du kilowattheure, garanti par un contrat de vingt ans avec EDF, est de 31,4 centimes (installation au sol) à 58 centimes (installation intégrée), alors qu'EDF nous le vend 10 centimes. Ce tarif d'achat élevé est supporté par tous les consommateurs d'électricité, même les plus modestes, à travers la CSPE (Contribution aux charges de service public de l'électricité) que nous payons dans nos factures EDF. Actuellement, le nombre d'installations croît si rapidement (fin 2009, 41 000 installations), que nous nous engageons dans la même voie que celle de l'Allemagne, où chaque mois qui passe le photovoltaïque coûte un milliard d'euros aux consommateurs allemands.

Aussi, on peut se poser la question si cette énergie renouvelable est pertinente dans le contexte énergétique actuel, où notre consommation d'électricité ne baisse pas.

L'isolation devrait être notre première priorité énergétique

Dans le cadre du Grenelle de l'Environnement et malgré l'investissement d'une vingtaine de milliards d'euros supporté par des particuliers (aidés par le crédit d'impôt) mais aussi par des entreprises privées françaises et étrangères et des banques, en 2020, le photovoltaïque devrait produire 4,6 TWh/an, soit moins de 1% de notre production nationale d'électricité actuelle.

En terme d'énergie, et à investissement égal, l'isolation qui devrait être notre première priorité énergétique, mais aussi le chauffage solaire[1], sont beaucoup plus efficaces que le photovoltaïque et ont été délaissés.

La consommation annuelle d'électricité rapportée à chaque français est d'environ 8000 kWh[2]. Pour une famille de trois personnes, on arrive donc à une consommation de 24 000 kWh/an. Comme la production d'une installation photovoltaïque de 3 kWc (installation type sur une maison) est d'environ 3000 kWh/an, elle ne correspond qu'à 1/8 de la consommation de cette famille. On est donc loin d'une véritable autonomie.

Les photopiles ne sont pas une solution aux émissions de gaz à effet de serre

En 2009, chaque français a émis en moyenne 10,2 tonnes d'équivalent CO_2 dans l'atmosphère[3]. Le tonnage annuel de CO_2 évité par la production d'une centrale photovoltaïque standard de 3 kWc située dans le centre de la France est de 267 kg. Le photovoltaïque n'est donc, au mieux, qu'une toute petite partie de la solution.

Ces quelques faits ne militent guère pour le photovoltaïque, et je n'ai pas évoqué la très faible quantité d'emplois créés (matériels essentiellement fabriqués à l'étranger), par rapport au chauffage solaire où à l'isolation par l'extérieur (à investissement égal).

Notre système économique, basé sur le profit immédiat et l'absence de vision à long terme, nous entraîne actuellement dans une croissance verte avec des énergies renouvelables parfois non pertinentes, avec en prime une bonne dizaine d'années qui seront perdues pour la sortie du nucléaire.

Bien entendu, dans un contexte de baisse drastique de notre consommation d'électricité, le photovoltaïque aurait sa place, mais actuellement avec une consommation d'électricité démesurée, développer cette énergie n'est pas du tout adapté.

Jean-Louis Gaby ■
ingénieur, ancien artisan solaire
(site Internet *Solaire 2000*),
consultant en énergies

1. Le soleil permet de faire de l'électricité avec le photovoltaïque, ou de la chaleur à travers des capteurs où circulent un fluide (solaire actif) ou par simple effet de serre à travers des vitres (solaire passif). En France, le chauffage solaire a chuté de 5800 installations en 2008 à 2500 en 2009. A investissement égal, il produit environ 4 fois plus d'énergie que le photovoltaïque, mais sous forme de chaleur.
2. Ces 8000 kWh représentent la consommation totale de la France divisée par le nombre d'habitants. Ils sont pour 1200 consommés directement par les personnes et pour 6800 par les achats et les services collectifs.
3. Source : Indicateur carbone de la consommation des Français TF1, Carbone 4, Mines Paris Tech. Ces 10,2 tonnes représentent les émissions d'un particulier moyen (émissions publiques et privées). Il faudrait en rejeter moins de 2 tonnes pour revenir à l'équilibre atmosphérique.

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : *www.revuesilence.net.*



Croissance-décroissance : un problème mal posé ?

(...) Dès le milieu du vingtième siècle, le démographe et ancien directeur de l'Insee, Alfred Sauvy, avait fait remarquer que les accidents de la route accroissaient le PIB : récupération des véhicules, soins aux accidentés, dépenses pour obsèques des victimes, etc. Dans ce cas, dommages matériels et humains = croissance ! Le choix de l' "instrument de mesure" n'est donc pas neutre (...).
Croissance-décroissance : une simple énumération suffit pour montrer le risque qu'il y a à employer ces vocables tant qu'on ne précise pas de quoi on parle. En effet toutes les activités ci-après sont sources de "croissance" : tandis que certaines contribuent au bien-être individuel (santé, culture, loisirs), à la protection de l'environnement, à la concorde sociale (+), d'autres au contraire n'ont que des effets négatifs (-).
Logement populaire (+) / villas de luxe avec piscine (-).
Associations sportives locales, favorisant le sport amateur, la bonne forme physique et les compétitions amicales pour un maximum de gens) (+) / Sport spectacle avec ses clubs richissimes, ses vedettes, ses champions friqués et... drogués, ses JO aux coûts astronomiques (-) / sports mécaniques avec leurs compétitions idiotes et... polluantes (-).
(...)
On ne s'attend pas à ce que les partis de droite, les tenants de l'économie de marché, critiquent une "croissance" dont la définition et l'instrument de mesure correspondent aux intérêts de leur "clientèle". On ne s'y attend pas non plus de la part d'un parti socialiste rallié de longue date au libéralisme : ce n'est pas d'un Dominique Strauss-Kahn, Pascal Lamy, et autre Jospin, champion en son temps des privatisations, qu'on peut espérer une telle réflexion.
Cessons donc de raisonner en termes généraux sur "croissance ? décroissance ?" et abordons les problèmes concrets cas par cas : que faut-il faire croître, décroître, pour qui, avec quelles méthodes de mesure, quelles procédures de décision ? La "vraie gauche" en sera-t-elle capable ?
Jacques Deschamps
Loir-et-Cher

Artisans du monde

Bénévole militant et un des fondateurs de la boutique Artisans du monde (ADM) Valence, en 1985, membre du CA de la Fédération ADM dans les années 1990, je réponds aux critiques acerbes et souvent injustifiées envers ADM de Gilles Dumont (37) parues dans le courrier des lecteurs de S!lence n°379. Ce lecteur affirme que lorsque ADM a des salariés ce sont des emplois aidés. A Valence nous avons deux emplois salariés qui ne sont plus aidés depuis deux ans. Pendant dix ans nous avons eu successivement des objecteurs que nous ne faisions travailler que 30h par semaine, vu leurs faibles émoluments, alors que la durée normale était de 39h. Quant à l'amplitude horaire, je ne connais pas de magasins ADM ouverts plus de 10h par jour. A Valence nous sommes ouverts 7h30 par jour du mardi au samedi. Que votre lecteur cite le nombre de magasins ouverts tous les week-ends autorisés par la loi avant d'affirmer que c'est le cas de quasi-tous. Pour notre part, nous ouvrons un ou deux jours fériés par an, en particulier avant Noël. Certaines boutiques ADM ouvrent moins de 35h par semaine.



Je suis bien d'accord avec Michel Bernard (dans son article du n° 377 p. 38) quand il dit que la fédération ADM a pris la décision de ne pas emboîter le pas de Max Havelaar dans le domaine de la grande distribution et que les multinationales ont obtenu, via l'OMC, l'abolition de prix plancher internationaux pour les matières premières, ce qui a grandement défavorisé nombre de pays du Sud. C'est donc bien un problème politique comme le souligne votre lecteur mais aussi un souci de sensibiliser les "consom'acteurs", ce que ne semble pas comprendre ce dernier.
Pierre Charbonnel
Drôme

Rationnement et conserves



En page 5 du numéro 379, dans le dossier sur le rationnement, sur la traduction de l'affiche "Of course I can", je souhaite apporter un complément : "can" veut dire aussi "conserve" et "to can" : "faire des conserves" ou "mettre en conserves". "Of course I can" n'est pas seulement "bien sûr je peux", mais aussi "bien sûr je fais des conserves !". Le jeu de mot continue avec "I'm patriotic as I can be" qui sous entend "je suis patriotique autant que je peux en faisant des conserves - et les points de rationnement ne me feront pas peur !". Sur l'affiche on voit la femme avec ses bocaux faits maison, complément de ses rations.
Ingeborg Eilers
Isère

Conscience écologique

Je viens de sortir de prison et je recevais votre magazine dans mon établissement gratuitement, cela m'a appris pas mal de choses et m'a permis de me poser pas mal de questions, cela m'a permis d'acquérir une conscience écologique. Je tenais à vous remercier de tout. Je vais commencer une formation dans le photovoltaïque. (...) En vous souhaitant bonne continuation.
C.B.

Dubaï Etat voyou

Dans le numéro de mai (n°379 p.21) l'encart sur Dubaï me choque, car il laisse supposer qu'un immeuble de grande hauteur pourrait être économe en énergie. Là on est en plein dans le *greenbusiness*.
A chaque fois que l'on évoque ce pays, il me semble qu'il serait important d'ajouter que (...) chaque habitant y émet en moyenne 44 tonnes de CO_2/an, soit plus du double des USA, et comme il importe tout ce qu'il consomme, et comme il consomme un max, les émissions de CO_2 produites par la fabrication et le transport de ses millions de tonnes d'achats en provenance du monde entier doit faire multiplier ces 44 tonnes par un coefficient inimaginable.
Et le summum, pour s'acheter une bonne conscience entachée par ses excès d'émissions de CO_2, il compte s'équiper de quelques réacteurs nucléaires coréens...
De la démesure et de la super pollution oui, de la décroissance point (...)
Jean-Louis Gaby
Allier

Hommage à Coline Serreau, appel au boycott



Je tiens, en tant qu'homme payé pour toucher la terre, à rendre hommage à Coline Serreau. Elle signe le documentaire *Solutions locales pour un désordre global* qui vu sa qualité, son humanité, pourrait avoir un impact digne du *Printemps silencieux* [ndlr : livre de Rachel Carson sur les pesticides, paru en 1962]. Pierre Rabhi, Vandana Shiva, Claude Bourguignon (microbiologiste), Dominique Guillet (Kokopelli) pour ne citer que les plus connus, s'y expriment avec toute leur humanité, en toute franchise, avec humour parfois, en étant durs mais justes, dénonciateurs mais lucides. Oui, la révolution verte et les semences hybrides ont tué les sols de notre planète, et en contrôlant les semences, cinq multinationales contrôlent l'humanité. Oui, l'agriculture conventionnelle est machiste, elle qui veut violer et dominer la nature comme on viole et domine les femmes. (...) Une idée me vint cette nuit comme une petite graine qui, j'espère, germera. A la fin du film, les entretiens débouchent sur cette petite phrase clé : "le consommateur, c'est le patron". J'en viens à imaginer un boycott général et éclairé devenu une habitude aussi naturelle que celle de faire ses courses. L'outil clé pour cela : Internet. (...) Il s'agirait d'un site au nom limpide comme "boycott.fr", qui se retienne et se diffuse facilement. (...) Un simple tableau résumerait les marques ou les enseignes à boycotter ainsi que les raisons précises pour chaque boycott. (...)
Damien Laurent
Hérault



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous,vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Désarmer les dieux

Le christianisme et l'islam au regard de l'exigence de non violence

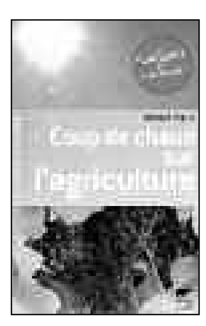
Jean-Marie Muller
Le Relié Poche
2009 - 703p - 15 €



Pour les uns, les religions sont des sources d'intolérance et donc de violence dont il est nécessaire de se débarrasser. Pour les autres, violences et guerres sont des détournements des textes sacrés, qui sont fondamentalement des messages de paix. Jean-Marie Muller prétend ici dépasser ces positions. Au-delà de toute diabolisation ou angélisme, il convient selon lui d'affronter les contradictions contenues dans les écritures sacrées à l'aide des outils de la raison. Celle-ci nous permet de passer au crible les représentations de Dieu et de faire tomber les aberrations manifestes contenues dans les textes fondateurs, qui créent l'image insensée d'un dieu jaloux, vengeur, colérique, exclusif, capricieux, cruel, violent. Que l'on soit croyant ou non, le seul moyen de désarmer les esprits religieux serait de désarmer l'idée même de Dieu. "Une histoire non-violente des hommes ne peut correspondre qu'à la représentation d'un dieu non-violent". Cette volumineuse étude embrasse avec la rigueur nécessaire le corpus des textes fondateurs et théologiques du christianisme et de l'islam ainsi que les événements significatifs de leur histoire, afin de déconstruire une à une les images d'un dieu violent (dieu des armées, châtiment éternel…). Une référence incontournable pour toute réflexion sur le sujet. GG

Coup de chaud sur l'agriculture

Bernard Seguin
Ed. Delachaux et Niestlé
2010 - 224 p. - 19 €



L'auteur, ingénieur agronome et collaborateur du Giec, Groupement international des experts sur le climat, présente ici les liens entre agriculture et climat. A l'aide de tableaux simples, il montre que l'on observe, en France, un changement depuis les années 1990. Les glaciers reculent, la végétation gagne en altitude, la température des lacs augmente, la période de végétation est plus longue… Reste à savoir si cela va se poursuivre. L'auteur le pense et imagine ce que cela va donner : certaines plantes vont apprécier une plus haute température, d'autres non. Globalement, cela va se traduire par une migration des espèces végétales vers le nord (facile pour les plantes annuelles, difficile pour les arbres). La nature et les usages évoluant lentement, il faut, selon l'auteur, partout dans le monde, s'attendre à une baisse de productivité, ce qui n'est guère compatible avec la hausse démographique. On regrettera que l'auteur ne s'aventure pratiquement pas sur le terrain des solutions. MB.

L'art de la réconciliation, respecter ses besoins et ceux des autres

Marshall B. Rosenberg
Ed. Jouvence
2010 - 96 p. - 4,90 €

Ce petit livre est une initiation parfaite pour qui connaît peu ou pas la communication non violente, écrite par son principal promoteur. Il contient une série d'extraits d'entretiens explicitant les enjeux principaux et les écueils à éviter pour parvenir à échanger de l'empathie jusqu'à résoudre nos conflits. Quelques pages en fin d'ouvrage résument la démarche, et regroupent vocabulaire et adresses. Pratique et néanmoins complexe, un texte à méditer tout en expérimentant… MPN.



Total(e) impunité

Jean-Philippe Demont-Pierot
Ed. Res Publica
2010 - 260 p. - 18,90 €



La firme Total (à 30 % française) pèse 100 milliards en bourse et multiplie les bénéfices indécents. Mais pour arriver à dégager de telles sommes, il ne faut avoir peur de rien. Et c'est le cas ! Derrière le pétrole bon marché, on trouve les pollutions (Erika), les accidents (AZF), les violations des droits humains (Birmanie), voire la guerre si nécessaire (Irak). Total, c'est une multinationale avec ses réseaux politiques, son greenwaching, ses manipulations diverses… Facile à lire, le livre aurait gagné à être mieux référencé. MB.

Désobéir au nucléaire

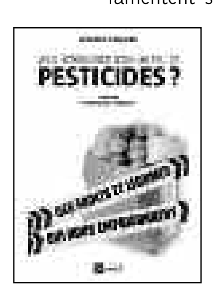
Les Désobéissants
Ed. Le Passager clandestin
2010 - 64 p. - 5 €

Après un rapide rappel des raisons de s'opposer au nucléaire (civil et militaire), le livre présente de nombreuses façons de s'y opposer, privilégiant plus la diversité des modes d'actions qu'une approche strictement historique. Il s'agit bien de donner des idées aux militants, à petit prix. On complètera en lisant les autres ouvrages de la collection qui présente des modes d'action souvent similaires mais pour d'autres causes. MB.

Les transports, la planète et le citoyen

En finir avec la galère de la mobilité durable

Ludovic Bu, Marc Fontanès, Olivier Razemon
Ed. Rue de l'Echiquier
2010 - 190 p. - 12 €



Après une intro au second degré, les auteurs nous tracent un profil de l'impasse actuelle de la mobilité et de la course à la vitesse. Les formules sont justes ("l'auto, un boulet qui pèse une tonne"). Ils se penchent sur les solutions avancées : la gratuité des transports publics ne résout pas grand chose ; le covoiturage n'est pas évident hors centres-villes, la voiture électrique ne change pas la donne (embouteillages, accidents) et pose des problèmes technologiques… Les solutions ? L'intermodalité (autoriser les vélos dans les trams par exemple), plus de taxis, mettre la marche à pied et le vélo (éventuellement électrique) au centre des réflexions, limiter la place de la voiture en ville, éviter la concurrence entre les collectivités (cars départementaux contre TER régionaux), donner accès à la mobilité aux sept millions d'adultes qui en sont exclus (pas de permis voiture), réfléchir globalement avant d'agir localement… Beaucoup de bonnes pistes (cyclables). MB.

Vous reprendrez bien un peu de pesticides ?

Gérard Pouradier
Ed. l'Archipel
2010 - 230 p. - 17,95 €

Manger cinq fruits et légumes par jour n'est pas sans risque si l'on ne choisit pas des aliments bio ! L'auteur publie ici une nouvelle enquête sur la question qui montre toute l'hypocrisie de nos dirigeants qui d'un côté se lamentent sur la montée des cancers et de l'autre continuent à laisser les industriels vendre leurs poisons. Le livre (sorti en avril) était prémonitoire : depuis, la loi Grenelle II est revenue en arrière sur l'engagement de diminuer les pesticides. Et quand enfin, certains, jugés vraiment trop dangereux, sont interdits en France, rien de plus simple : on peut les importer de pays plus laxistes comme par exemple l'Espagne. FV.

L'idée du communisme

Collectif
Ed. Lignes
2010 – 347 p. – 22 €

Le communisme, une idée pour aujourd'hui ? C'est la question qu'ont voulu soulever Alain Badiou et Slavoj Zizek lors d'un colloque à Londres en 2009. Michael Hardt explique en quoi "dans son usage ordinaire, le communis-



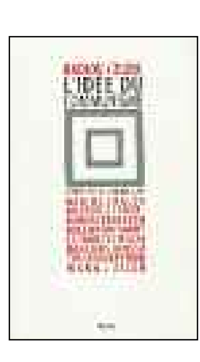
le livre du mois

Le temps de la décroissance

Serge Latouche et Didier Harpagès
Ed. Thierry Magnier
2010 - 156 p. - 9,80 €



Serge Latouche aborde ici — dans son sixième ouvrage sur la décroissance — avec Didier Harpagès, une étude sur la relation entre le temps et la pensée capitaliste. Une des astuces pour produire plus a toujours été de gagner du temps sur la production et de vendre des objets qui s'usent de plus en plus vite. Vouloir sortir de la croissance mortifère actuelle ne peut se faire qu'avec une autre approche de cette question du temps. Richement argumenté avec des extraits de penseurs divers (Illich, Gorz, Proudhon...), cet ouvrage multiplie les pistes : réapprendre le temps de vivre, se relier au monde, aux autres, redécouvrir le vélo et la marche à pied, remettre en route les projets coopératifs, développer l'habitat groupé... Les auteurs incitent à rejoindre les réflexions autour des City slow ou des villes en transition. Ils proposent de travailler moins pour vivre mieux, de relocaliser, de se déplacer lentement, de développer les liens relationnels (en relocalisant la monnaie ?)... sans oublier de nous relier avec la nature. Limpide et stimulant. MB.



me en est venu à signifier son opposé, c'est-à-dire le contrôle étatique absolu de la vie économique et sociale", alors qu'il se constitue contre l'Etat. Minqi Li est le seul à appuyer sa réflexion sur la situation actuelle de crise écologique et de pic pétrolier. Difficilement accessible pour qui n'est pas philosophe et connaisseur du marxisme. GG

Quand les violences vous touchent

Maryse Vaillant et Christine Laouénant
La Martinière Jeunesse
2010 – 107 p. – 11 €

Comprendre nos ados

Christine Laouénant
Ed. Mutualité française
2010 – 223 p. - 12,50 €



Deux livres sur l'adolescence, l'un destiné aux jeunes, l'autre aux adultes. Le premier se veut un outil de compréhension des différentes violences que l'on peut vivre à cet âge et des manières de les affronter sans être enfermé dans un rôle de victime, en n'oubliant pas les violences moins visibles que sont celles des contraintes éducatives parentales parfois ainsi que les violences sociales.
Le second est une synthèse claire et accessible pour aider à comprendre et accompagner des ados dans leurs transformations parfois déroutantes pour l'adulte. Il aborde la sexualité et l'amour, la mode, la consommation et l'estime de soi, les comportements à risque, en tentant à chaque fois de donner des repères simples pour accompagner et poser des limites qui aident à grandir.
Ces livres ne se situent pas dans le champ des "alternatives" pour autant. Plus gênant : pour l'usage des téléphones mobiles, seuls quelques conseils de prudence très timides et tirés des opérateurs sont indiqués. Et si votre ado a des penchants homosexuels, rassurez-vous : si vous réagissez bien (sans le rejeter), ce ne sera sans doute qu'une étape transitoire... GG

Lacrymos

Récits d'anarchistes face aux pleurs

Francis Dupuis-Déri
Ed. Atelier de création libertaire
2010 - 90 p. - 10 €

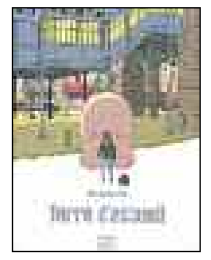
Le sujet peut paraître étrange : l'auteur, enseignant de sciences politiques, au cours d'entretiens, a posé la question à des militants anarchistes de savoir quand est-ce qu'ils pleurent. Au fil des récits, on prend conscience de l'importance de ce questionnement. Nous sommes dans une société où les larmes sont considérées comme un signe de faiblesse... alors qu'elles sont le signe d'une forte émotion. Si cette notion de faiblesse l'emporte, c'est parce que derrière les émotions, on retrouve les enjeux de pouvoir, de domination. Comme le rappelle l'une des personnes : nous ne devons pas oublier que c'est une émotion qui nous a entraîné à devenir militant, à agir par suite d'un sentiment d'injustice. Notre capacité à ressentir encore ces émotions peut nous permettre de nous protéger d'une démarche autoritaire. De nombreux témoignages montrent l'apport des féministes dans ce domaine et les hommes devraient aussi apprendre à le faire plus souvent. Un petit livre qui soulève d'importantes questions. MB.



B.D.

Terre d'accueil

Alessandra Tota
Ed. Sarbacane et Amnesty international
2010 - 60 p. - 17,50 €



Yéti est un être différent, pas d'ici et pas d'une forme classique. Il essaie de s'installer en ville, mais c'est difficile car au-delà des accueils d'usage, il se sent le plus souvent rejeté. Et même sa jolie voisine dont il est amoureux, ne pourra l'aider jusqu'au bout. Dans un style entre le livre d'images pour enfant et la bande-dessinée, avec une excellente mise en couleur, ce livre nous interroge sur la xénophobie qui sommeille en nous. Une belle réussite tant scénaristique que graphique. Pour tous les âges. MB.

La saison des flèches

Samuel Stento et Guillaume Trouillard
Ed. de la Cerise
2009 - 104p - 20 €

Comment classer cette histoire surréaliste d'Indiens d'Amérique mis en boîte en 1879 et achetés en conserves (!) par un paisible couple de retraités ? Ces derniers découvrent qu'avoir une famille de sioux dans son salon, c'est plus prenant qu'adopter un chien de compagnie. Petit à petit la réalité, le temps et l'espace se distendent. Des troupeaux de bisons traversent l'appartement, il faut plusieurs heures à cheval pour aller de la chambre à coucher à la salle de bain... Tout chavire bientôt dans un univers étrange. Une subtile critique de la société de consommation et de la mentalité néo-coloniale. Et toujours cette tension entre la liberté de la vie "sauvage " et l'imbécillité et la laideur de la vie urbaine occidentale qu'on trouvait dans *Colibri*, précédent album de Guillaume Trouillard. Le dessin alternant aquarelle, carnets de croquis et esthétique publicitaire renforce l'originalité de l'ensemble. GG.



Etre riche

Daniel Blancou
Ed. Sarbacane
2010 - 64 p. - 16,50 €

Ça raconte l'histoire d'un homme qui commence à vendre ses affaires sur internet pour sortir du rouge après un licenciement.



Apposant un mot sympathique à côté des objets, il se rend compte que les gens achètent les objets non pas pour leur utilité mais pour leur valeur affective, celle-là même que le fait d'avoir appartenu à un monsieur tout le monde lui donne.



Il se met à vendre de plus en plus cher, en signant ses objets... Puis il vend sa maison, et va jusqu'à vendre son fils, sa femme, jusqu'à... son nom. Une fable sur la valeur de l'argent. Une réflexion sur le système spéculatif. À lire ! Sylvain-Moizie.

Musique

Bec… et ongles !

Sandrine Dubois
www.sandrine-dubois.com
2009 - 13 titres



Un moineau s'est perché sur l'arbre à chansons. Il chante de sa petite voix fragile, fine et pointue. Des textes tendres et engagés, qui parlent de crise écologique *(Appel d'air),* de malbouffe *(Autour de mon assiette),* de marchandisation *(Veuillez payer),* de violence guerrière *(Alors... démine)* mais aussi de racines, de maternité et d'amour... Sandrine Dubois dépeint notre époque avec un regard toujours perçant, souvent poétique, parfois un peu (trop ?) naïf. Avec fraîcheur, sa voix haute perchée vient nous susurrer : « J'aimerais voir l'indifférence / se changer en état d'urgence ». Une chanson protestataire... tout en douceur. GG

On s'en fout

François Gaillard
A Fleur de mots production
2010 – 12 titres + 3 vidéos – 15 €

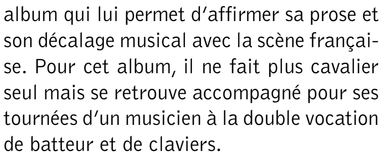


Ce quatrième album débute sur un rythme endiablé, et tout s'écoule sur des textes s'en prenant autant aux incohérences de chacun — avec le piège qu'elles nous soient propres — qu'aux petits amours du quotidien.

Ses influences musicales — chansons françaises — seraient quelque peu latines avec un soupçon d'orchestration des Carpates, pour nous distiller au final ses endiablées chansons très agréables au toucher sonore. Comme enveloppées d'une douce mélancolie, d'un plaisir tendre à partager dans un café-concert, un verre de vin à la main, tout en se déhanchant accoudé au comptoir. Et finissant ivre de la chaleur des ambiances et de la proximité humaine de ses chansons. Au final, un bon album de chansons françaises, aux textes subtilement engagés et à l'écriture musicale très diversifiée où chaque titre porte une nouvelle atmosphère. JP.

Bouh !

Imbert Imbert
Le temps des assassins
2010 - 16 titres - 52 mn - 15 €



Imbert Imbert nous revient aujourd'hui avec un deuxième album qui lui permet d'affirmer sa prose et son décalage musical avec la scène française. Pour cet album, il ne fait plus cavalier seul mais se retrouve accompagné pour ses tournées d'un musicien à la double vocation de batteur et de claviers.

Pour l'enregistrement, il a su s'entourer d'une pléthore de musiciens (accordéon, guitares, zarb...). Il en découle des ambiances plus travaillées, plus enveloppantes même si nous pouvons regretter le côté brut de son premier album, alors qu'il était seul au chant et à la contrebasse. Tel un troubadour parcourant les routes pour animer nos soirées, il nous présente ici son univers poético-jazzy-rock-décalé.

Ses textes restent du même acabit, cru et rentre dedans, et le charme des compositions acerbes de ce "fascinant iroquois, au carquois empli de flèches brutes et tendres" sauront une nouvelle fois vous déranger et faire réagir votre quotidien. JP.

La marée

Delphine Coutant
Autoproduction
2009 – 12 titres – 36 mn – 16 €

C'est doux, tout en tendresse. Une envolée poétique légèrement orchestrée d'un soupçon d'instrumentation disposée de-ci de-là avec doigté sur de petits airs sautillants et pétillants de vie. La voix doucement posée de Delphine, de tons chauds en légère tristesse, fait de ce disque une excellente pause, une mélancolie de fin de dimanche. JP.

Film

Le business de l'or : chronique d'un conflit annoncé

Gregory Lassalle
et Marcos Perez
Collectif Guatemala,
21ter Rue Voltaire, Paris 15°.
2010 - 54mn



Au Guatemala, les gouvernements successifs soldent les ressources minières du pays aux multinationales de l'extraction — comme la canadienne Goldcorp Inc. — qui agissent au mépris des populations. Les conséquences sociales, sanitaires, écologiques sont désastreuses. Ce film nous emmène à la rencontre de ces femmes et hommes, paysans et ouvriers, qui résistent avec une détermination peu commune, notamment via des consultations populaires, à ces projets qui dévastent leurs communautés, et qui endurent une répression violente et un mépris total de l'Etat allié à ces corporations. Un éclairage saisissant sur la face cachée de notre développement économique. GG

Nous avons également reçu...

■ **Construire ensemble le grand ensemble,** *collectif, éd. Actes Sud, 2010, 72p. 17 €.* Comment relier travail, habitat, environnement quand on est locataire d'un logement social ? Réflexions autour du processus de construction des grands ensembles complétés par une exposition photos lors des rencontres d'Arles, en juillet et août 2010.

■ **Contes à croquer tout crus,** *Jean-Louis Maunoury, Anne-Lise Boutin, éd. Sarbacane, 2010, 114 p. 15 €.* Dix contes à presque dormir debout, avec beaucoup de lutins et d'animaux qui se prennent pour des humains et réciproquement. Belle imagination, belle écriture, fort bien illustré.

■ **Ecologies à l'œuvre, Les carnets du paysage n°19,** *éd. Actes sud et l'Ecole nationale supérieure du paysage, 2010, 224 p. 26 €.* A travers la question du paysage, beaucoup de personnes s'interrogent sur l'intégration de l'écologie dans la réflexion. Au milieu d'articles fort hétérogènes, des réflexions très intéressantes de Gilles Clément sur le positionnement à trouver pour beaucoup entre l'écologie radicale et le greenwaching commercial.

■ **L'économie sociale, utopies, pratiques, principes,** *Jean-François Draperi, éd. Presses de l'économie sociale, 2009 (9e édition), 128 p. 5 €.* A tout petit prix, une intéressante introduction sur 150 ans de recherches pour définir une économie non-violente. Cela passe par les associations, les coopératives, les mutuelles... avec des rêves forts de coopérations et des contraintes réelles difficiles à dépasser.

■ **Rendre possible un autre monde, économie sociale, coopératives et développement durable,** *Jean-François Draperi, éd. Presses de l'économie sociale, 2009 (3e édition), 74 p. 5 €.* Complément du précédent ouvrage, l'auteur fait ici le lien avec les réflexions altermondialistes et rappelle que des expériences sont en cours notamment au sein du réseau Repas (voir *S!lence* n°378).

■ **Reconquista !** *Collectif Le Ressort, éd. du Cerisier, 2009, 234 p. 10,50 €.* Compilation de tribunes publiées principalement dans La libre Belgique et portant sur la nécessité de reprendre l'offensive contre le capitalisme et de recomposer une gauche digne de ce nom. Un regard sur ce qui se passe en Amérique du Sud peut nous y aider !

■ **Des causes de la crise, modèle libéral et projet proudhonien,** *Jacques Langlois, éd. Libertaires, 2009, 300 p. 15 €.* Alors que la crise actuelle montre les limites du libéralisme (et des thèses keynésiennes de la gauche classique), l'auteur nous invite à nous repencher sur le socialisme libertaire de Proudhon. Ce sont en effet sans doute les anarchistes qui ont, dès le dix-neuvième siècle, mis en avant les nombreuses impasses de la gauche social-démocrate. Reste à trouver comment exprimer cela face à un consensus politique mou autour de l'actuel capitalisme.

■ **Matrimonium, petit traité d'écosophie,** *Michel Maffesoli, éd. CNRS, 2010, 80 p. 4 €.* La modernité s'est appuyée sur la raison, la domination et les formes phalliques. L'auteur, sociologue, voit naître dans le mouvement écologique le retour à un ensauvagement, laissant place au sensible et à l'invagination. La maison (oïkos) individuelle ou commune relèverait alors du féminin. Un livre complexe et abscons.

■ **Créations au naturel,** *Nathalie Boisseau, éd. Alternatives, 2010, 128 p. 13,50 €.* Très jolie maquette pour présenter des idées de récup et d'éco-design... pas vraiment indispensable.

■ **Argent, dettes et banques,** *André-Jacques Holbecq, éd. Yves-Michel, 2010, 142 p. 7,50 €.* Rappel du fonctionnement des prêts avec intérêts : celui qui emprunte (le plus pauvre) enrichit celui qui prête (le plus riche). Les Etats n'étant plus maîtres de l'émission d'argent, ils empruntent aussi... et se retrouvent ainsi dans le camp des pauvres ! Sans revenir là-dessus, les crises ne peuvent que se poursuivre au plus grand bénéfice des banques.

■ **Offshore, paradis fiscaux et souveraineté criminelle,** *Alain Deneault, éd. La Fabrique, 2010, 170 p. 14 €.* Et si les paradis fiscaux n'étaient pas des entités qui arrivent par hasard hors-Etats ? L'histoire montre en effet qu'ils ont été pensés, comme le secret bancaire, dans le cadre colonial pour favoriser les usages obscurs de l'argent. Et comme tout le monde rêve d'argent facile, nos dirigeants d'aujourd'hui comme ceux d'hier ferment les yeux sur ces paradis où seraient stockés la moitié de la richesse mondiale.

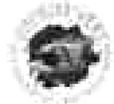
Silence
9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net
Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPPLYO)

Pour la Belgique :
règlement à Brabant-Ecologie,
33 route de Renipont
B - 1380 Ohain -
Tél. : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Pour la Suisse :
règlement à Contratom
CP 65 - CH 1211 Genève 8
Tél. : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Dépositaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h
Editeur : Association S!lence
N° de commission paritaire : 0910 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640
Date de parution : 3e trimestre 2010
Tirage : 5750 ex.
Administrateurs : Olivier Bidaut, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Pierre Lepri, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Anne-Laurence Mazenc, Marie-Pierre Najman, Jean-Michel Pavillon, Christophe Rastoll
Directeur de publication : Jean-Pierre Lepri
Comité de rédaction : Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Clémence Emprin, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman
Pilotes de rubriques : Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier
Maquette : Damien Bouveret 06 03 50 54 93
Dessins : Coco, Lasserpe, Gilles Rebechi
Correcteurs : Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité
Photographes : Conservatoire des Plantes - B. Pasquier, Marie Clem's, Solicités
Et pour ce n° : Jean-Louis Gaby, Frédéric Lacrabère, Gilles Rebechi, Eric Tariant
Couverture : Gilles Rebechi
Internet : Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Thomas Perraut, Xavier Sérédine.


Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef.


La revue *Silence* est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : *Atelier 26, Loriol Tél. : 04 75 85 51 00*



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables.

Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

* à la même adresse

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

Pour commander un ancien numéro, reportez-vous en page 42.

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

VOS COORDONNÉES — Merci d'écrire en majuscules

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

Votre abonnement gratuit ?
Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Optez pour le virement automatique

à partir de 7 € par trimestre

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

☐ 7 € par trimestre (abonnement petit budget)
☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
☐ .... € par trimestre (abonnement de soutien)

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER — Merci d'écrire en majuscules

Nom de mon agence bancaire ou CCP :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Date et signature obligatoires :

COMPTE À DÉBITER

Code établissement	Code guichet	N° de compte	clé RIB

Important : *remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessus en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).*

En chanson

En musique

Dans la foule

Au micro

Dehors

Sur l'écran

En salle

En scène

Toutes les photos : D.R.



Le 14e festival Résistances se déclinera cette année autour des quatre thèmes suivants :

- H_20, mon amour (4 films)
- Le travail, c'est la santé ? (5 films)
- Réinventer les luttes (7 films)
- Homme-femme, précis de recomposition (9 films)

Et plein d'autres films sur d'autres thèmes (100 films présentés avec un zoom sur le cinéma iranien, un programme jeune public), 30 réalisateurs présents.

Des débats à 17h30 viennent compléter les projections : *L'eau des Pyrénées, cela ne coule pas de source* (samedi 10 juillet), *Des "ronds" dans l'eau* (dimanche 11), *Le travail entre aliénation et accomplissement* (lundi 12), *le travail pathogène, comment s'en sortir ?* (mardi 13), *Un nouvel art de lutter, et après ?* (jeudi 15), *hors-la-norme, trans, inter et les autres…* (vendredi 16), *"le privé est politique" : enjeux et luttes d'aujourd'hui* (samedi 17).

Programme complet : *Festival Résistances, 24, avenue De Gaulle, 09000 Foix, tél. : 05 61 65 44 23, http://festival-resistances.fr.*

